LA RÉPUBLIQUE par Pierre MENDÈS FRANCE (pages 6-7)

L'EXPRESS

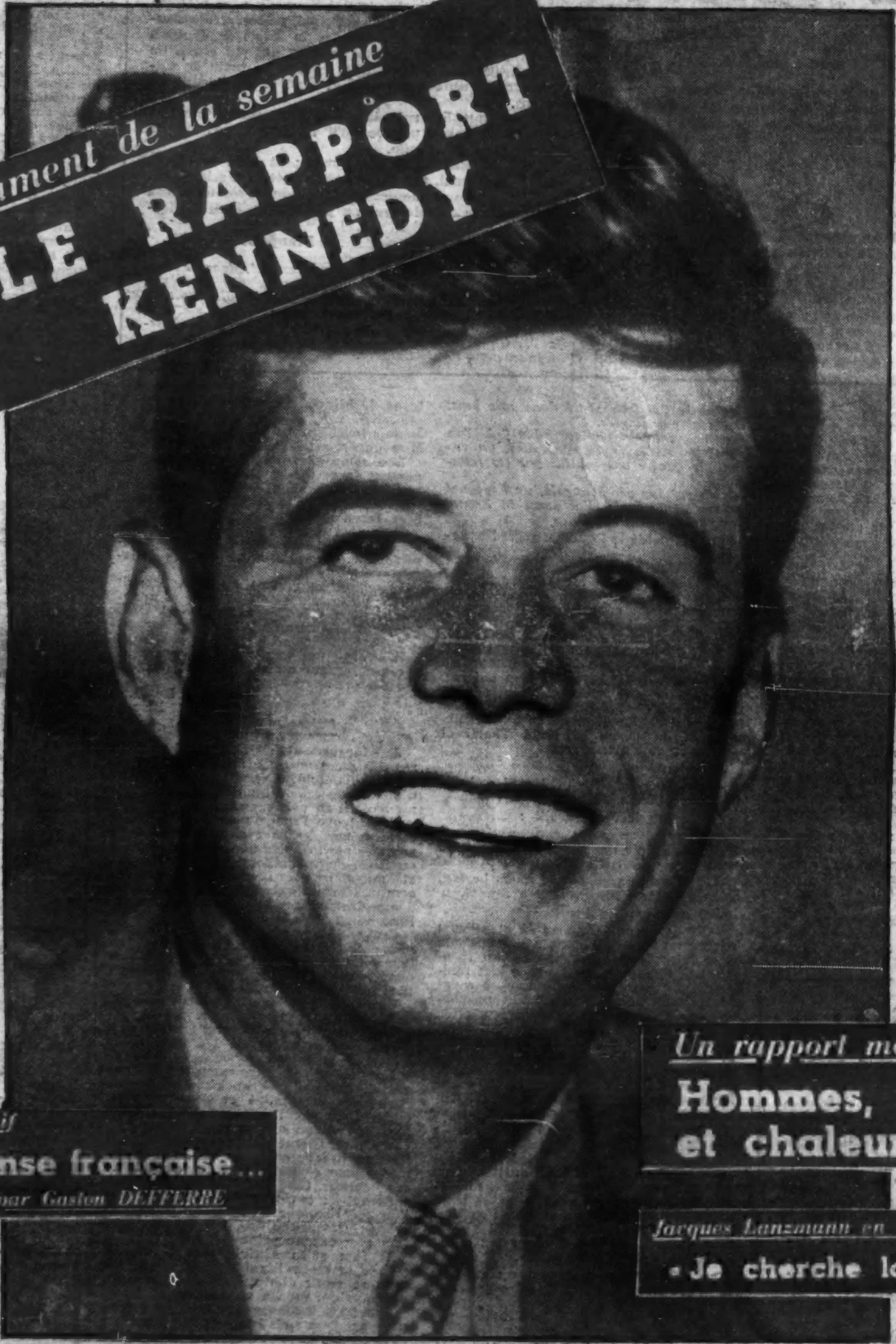
INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME UNI
BIBLIOTHÈQUE
0 828
QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7

5 JUILLET 1957. — N° 315

100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

Le document de la semaine

LE RAPPORT KENNEDY



Un article exclusif

Une réponse française...
par Gaston DEFFERRE

Un rapport médical

Hommes, travail et chaleur

Jacques Lanzmann en U.R.S.S.

« Je cherche la femme... »

(U.S.I.S.)

U.S. SENATOR JOHN F. KENNEDY
« Peu de gens sont assez sages pour préférer le blâme qui leur est utile à la louange qui les trahit. »
(La Rochefoucauld.)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'EXPRESS »

Gaston Defferre.

Le 5 juillet 1830, la France apprenait avec indifférence, sinon avec réprobation, que la ville d'Alger, où régnaient les Turcs, s'était rendue aux troupes du comte de Bourmont.

L'histoire de cette journée, que nous contons ici, est aussi mal connue des Français que des Algériens. C'est peut-être qu'elle ne convient à personne.

Cent vingt-sept ans plus tard, la France, crispée sur ce membre malade de son corps, l'Algérie, est soudain cernée de chirurgiens qui lui disent : « Le diagnostic est clair : gangrène. »

Qu'ils s'appellent Kennedy en Amérique, Bevan en Angleterre, qu'ils se réunissent à Tunis comme les syndicats libres, à Vienne comme l'Internationale socialiste, chacun propose son remède : l'amputation. Il ne s'agit plus que de s'entendre sur les détails. Coupera-t-on à la cheville ou au genou ?

Repondant au rapport Kennedy et à l'article d'Aneurin Bevan, Gaston Defferre prend cette semaine la parole.

Dans le personnel politique de la IVe République, Gaston Defferre a une physionomie particulière parce qu'il n'aborde pas les problèmes sans les avoir étudiés, parce qu'il ne considère pas comme une fin en soi le fait d'être ministre, parce qu'il est fidèle à la doctrine et à l'esprit du parti où il milite depuis vingt-cinq ans, enfin parce qu'il y a toujours coïncidence entre ses propos publics et ses propos privés.

On a honte de dire que c'est là une attitude originale.

Maire de Marseille et directeur du « Provençal », il ne devient pas, entre ses passages au pouvoir, un poisson rouge anémique qui tourne dans l'aquarium du Parlement à la recherche d'un portefeuille reconstituant.

C'est un homme rude et gai, au verbe vif, qui a dans l'œil tout le soleil de la Provence et dans le caractère toute la rigueur d'un protestant. Il s'habille comme un Anglais, il s'exprime comme un méridional, il se conduit comme un Français responsable et tenace, nullement résigné à voir son pays sombrer faute d'imagination, et soucieux de le bien servir puisqu'il s'y est engagé en acceptant un mandat de député.

La publication du rapport Kennedy nous attirera sans doute la réprobation de ceux qui préfèrent dissimuler la réalité américaine, comme le récit de Jacques Lanzmann provoque la fureur de ceux qui ont choisi de dissimuler la réalité soviétique, comme le texte de Céline a choqué ceux qui préfèrent ignorer l'existence de céliniens.

Que les aveugles volontaires se trouvent à tous les points de l'opinion prouve qu'il ne s'agit pas ici de politique mais de morale.

Ou ce qui existe doit être connu ; et c'est la raison d'être d'un journal. Ou l'information doit être sciemment mutilée ; et elle se nomme propagande. C'est un choix qui s'impose non seulement au journaliste, mais au lecteur.

Françoise GIROUD.

P.S. — François Mauriac traite durement, dans le dernier paragraphe de son bloc-notes, un de nos confrères. Les rédacteurs de l'Express *espèrent ne jamais avoir à mériter de sa part la même semonce.*

Mais « errare humanum est » comme a dit Virgile. Virgile ?... Oh ! pardon !... Comme a dit le cardinal de Polignac, dans l'Anti-Lucrèce.

Pas de témoins

Un matin du mois de mai vers 10 heures, on a sonné à ma porte. J'ai ouvert, et j'ai vu devant moi un monsieur d'environ trente-cinq ans, tête et visage rasés, forte poitrine, du type Eric von Stroheim, jeune.

Le regard dur, mais sur un ton courtois, il s'est enquis :

— *Docteur H. ?*

— Lui-même.

— *J'ai lu dans* « L'Express » *une lettre de vous. Vous y parlez d'ultras. Je suis Algérien. Je ne sais pas ce que ce mot veut dire. Voudriez-vous me l'expliquer ?*

— Entrez !

J'entends par ultras les excités qui ont jeté des tomates et des mottes de terre sur le visage d'un président du Conseil.

— Entrez dans mon bureau. Asseyez-vous dans ce fauteuil.

L'homme me dit :

— *Nous sommes nombreux à Nice, les Algériens. Je ne crains rien, je suis armé. Nous avons mal accueilli Guy Mollet à Alger, aujourd'hui nous lui ferions une formidable ovation. Que croyez-vous que voulait faire cette commission d'enquête radicale ?*

— Se rendre compte sur place des événements.

— *Non. Enquêter dans un seul sens.*

Je hausse les épaules.

— *J'ai été de ceux qui ont reçu Guy Mollet. J'étais un ami de Froger. A son enterrement, j'ai retenu un garçon dont les parents avaient été assassinés par les fellagha. Il voulait à tout prix tuer un Arabe. Je l'ai tenu serré dans mes bras. Il a fini par pleurer.*

« Voyez cette photographie (où l'on apostrophait le doyen Peyrega), *un enfant de quatre ans mutilé par les fellagha.*

« Je suis un néo-Français, un Espagnol naturalisé français. J'ai servi la France dans la dernière guerre. »

Il avait gardé le ton et le regard agressifs.

J'ai dit :

— Vous venez de me faire connaître votre curriculum vitæ, à mon tour de vous parler du mien.

— *Ça n'est pas la peine !*

— Si ! 1908 Légion étrangère ; 1909-1910 au Sahara avec le père de Foucauld et le général Laperrine ; 1912-1913 au Maroc occidental, chez les Zemmours ; 1914-1915 dans les tranchées sur le front français ; 1916-1917-1918-1919 médecin de Si Madani el Glaoui et de sa harka, puis médecin du pacha El Hajd Thami el Glaoui et de ses harkas...

J'ai ajouté :

— Après cela, l'Indochine, les Japonais et les Vietminh.

Je me suis levé et j'ai dit :

— Poursuivre notre conversation est inutile. Je vois que vous êtes excité. Je vous prie de sortir d'ici.

J'ai ouvert la porte de mon bureau, puis la porte d'entrée. Il m'a rejoint.

J'ai ajouté :

— Tout ce qui se passe là et ailleurs ce sont des réactions humaines, les mêmes dans les mêmes circonstances. En Indochine, à Phanthiet, un jeune soldat tunisien a été assassiné au marché, à coups de couteau, alors qu'il achetait un poulet. Pas de témoins... en plein jour et en plein marché... Personne n'avait rien vu. Alors, m'a dit un sergent tunisien, nous avons attendu trois semaines et une nuit nous avons tué dix Vietnamiens. Pas de témoins. Le capitaine tunisien a donné l'assurance que personne ne s'était absenté du cantonnement cette nuit-là...

« A Nhatrang au sortir d'une partie de football où l'équipe vietnamienne a été battue par celle de la Légion, la patrouille de la Légion, six hommes et un caporal, a été assaillie à la grenade devant la porte de ma villa, tous les hommes de la patrouille ont été tués ou blessés. Des commerçants chinois et vietnamiens, sur le devant de leur porte, ont été blessés en grand nombre.

« Pas de témoins. Personne n'a vu les deux Vietminh qui ont jeté les grenades.

« J'ai 76 ans. J'ai vécu en Afrique et en Asie. Je connais la vie mieux que vous. »

L'ancien combattant est parti — détendu. J'ai oublié de dire à mon visiteur que j'avais défriché la forêt vierge en 1939 à 59 ans, pour planter des caféiers (confiant dans les destinées de la France), construit un bungalow, élevé une quarantaine de bêtes à cornes. Que tout cela a été pillé, volé, incendié, et que je n'ai jamais touché aucun dommage de guerre. Mon dossier est à l'étude depuis dix ans.

Les campagnes de presse sournoises portent leurs fruits. Des accusations de trahison, d'abandon, de démoralisation sont portées par des ambitieux qui préparent inconsciemment la guerre civile.

Il faut se rendre compte de la tension d'esprit dans laquelle se trouvent les Algériens menacés de mort par les fellagha.

L'homme, en venant me voir, croyait courir un certain danger. Pourquoi m'aurait-il dit : « Je ne crains rien, je suis armé » ? L'homme du jour à ses yeux est terroriste ou contre-terroriste, prêt à tuer.

Il existait une mentalité algérienne. Il y a maintenant un certain état d'esprit « algérien ».

Dr H.,
Nice.

J'aime mon pays...

J'ai longuement hésité, mais devant la recrudescence de cette course à la mort, je me suis décidé à vous donner une opinion qui est celle d'un Français d'Algérie modéré (il en existe encore).

Il faut que Français métropolitains et certains musulmans sachent que nous ne sommes pas tous des ultras et qu'il existe en Algérie une catégorie de gens français et musulmans qui s'estiment, qui se comprennent et qui déplorent, tout en se demandant comment tout cela finira, la lutte sanglante qui endeuille l'Algérie.

Croyez-vous qu'en Algérie des musulmans ne feraient pas tout ce qui est en leur pouvoir pour sauver des Français en danger et qu'inversement des Français n'en feraient pas tout autant

Croyez-vous qu'une amitié de collège, de régiment, de vie commune puisse être interrompue, brisée par cette succession d'événements ? Ce serait à désespérer de la nature humaine.

Mais il faudrait faire comprendre à une grande masse des Français d'Algérie de changer de mentalité et de considérer, enfin, les mulsulmans comme des êtres humains et non comme des parias.

En effet, il faut être passé par l'humiliation, il faut avoir baissé la tête soi-même pour comprendre l'état d'esprit de ces hommes. (...)

Seront-ils toujours les « bicots » que l'on méprise, que l'on rejette d'endroits selects (Raquette-Club, Racing) ou que l'on accepte avec peine ? (...)

Il faut qu'en Algérie tout le monde puisse se sentir l'égal de son voisin, ne plus se sentir diminué, intrus, haï dans un pays qui vous a vu naître.

Comment imaginer que dans leur propre pays deux amis inséparables, Français et musulman, en viennent à être gênés d'être vus ensemble. Deux amis, deux frères, qui ne peuvent, sans se sentir épiés par les uns, menacés par les autres, parler, échanger leurs impressions, vivre ensemble ? (...)

Il faut que les ultras d'Algérie, les racistes, les antisémites et fascistes (je sais ce dont je parle) se pénètrent de cette idée qu'il faut qu'une assimilation se fasse, que tous les Algériens aient les mêmes droits et les mêmes devoirs, qu'une réconciliation générale s'opère avec ou sans eux.

Il y a trop de morts inutiles, trop de souffrances, trop de misère pour que cela continue ainsi.

Les hommes de bonne volonté sont lassés, honteux, écœurés, de voir se poursuivre cette boucherie inutile.

Je m'excuse d'avoir abusé de votre temps, mais il est des mots qui vous pèsent sur la conscience, et chacun doit faire ce qui est en son pouvoir pour y mettre fin.

Je vous signale à toutes fins utiles que ma famille est en Algérie depuis cent cinquante ans, que j'aime mon pays et qu'il me serait impossible de quitter l'Algérie vivant.

X X X

[Il est malheureusement exclu que nous donnions ici le nom du Français d'Algérie qui nous envoie cette lettre.]

L'affaire fait grand bruit...

Arrivé depuis quelques jours aux Indes, je voudrais vous signaler deux faits qui me semblent valoir être rapportés.

Un commerçant chez qui j'achetais des souvenirs me demanda pourquoi la France ne faisait pas un effort pour prendre place sur l'immense marché hindou qui s'ouvre seulement et où les autres nations sont déjà à l'œuvre ; je lui répondis : « Hélas ! nous n'avons pas un Nehru ! » Il me répliqua sans hésiter : « Qu'en feriez-vous ? Vous avez Mendès France et vous ne le nommez pas au gouvernement. »

J'ai été surpris d'une telle réponse et ne pus que lui demander à mon tour comment il était si bien informé des affaire françaises ; il m'a simplement répondu : « Mais nous savons lire les journaux. »

Voici le deuxième fait.

Je ne puis vous garantir l'authenticité de faits auxquels je n'ai pas assisté, mais je vous assure que l'affaire fait grand bruit ici.

Deux Hindous qui embarquaient il y a quelques jours (deux semaines je crois) sur un avion français se sont vu refuser l'accès de l'avion sous prétexte que leur tenue vestimentaire n'était pas correcte ! Je n'ai personnellement pas vu les Hindous en question ni leur tenue, mais la compagnie anglaise qui assurait le départ suivant n'a fait aucune observation, bien contente, au contraire, d'accueillir des clients.

Au moment où le colonialisme français (existant ou pas) n'est déjà pas très populaire, cette mesure que l'on qualifie évidemment de discrimination raciale ne nous est pas très bénéfique.

V. R.,
Bombay.

Une masse importante

Face à la décomposition morale du parti radical, il me semble que les quelques parlementaires de ce parti qui n'ont pas renié leur idéal pourraient, le président Mendès France en tête, prendre sous leur égide et guider utilement des groupes d'information qui pourraient constituer non pas un nouveau parti, mais les noyaux d'un regroupement des mouvements non opportunistes de la gauche.

C'est plus en dehors qu'au sein des partis qu'il faut œuvrer car il y a une masse plus importante que vous ne le pensez qui attend de se fixer et qui ne trouve pas à le faire en ce moment.

P. Vigneau,
Paris.

La Société des Amis de Georges Bernanos nous prie de communiquer : « Pour le neuvième anniversaire de la mort de Georges Bernanos, une messe anniversaire sera dite le vendredi 5 juillet 1957, à midi, en l'église Saint-Germain-des-Prés. »

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTÉ, Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Robert BARRAT, Jean BLOCH MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Exceptionnellement les mots croisés sont en page 25.

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Importante Société Industrielle recherche
INGENIEUR
RADIO-ELECTRICIEN pour poste d'acheteur. Envoyer curriculum vitae au n° 912, PUBLYNOR, 2, square d'Aquitaine (19e) qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

CHERCHE :
1° Secrétaire sténo-dactylo ;
2° Excellente sténo-dactylo.
Se présenter d'urgence tous les jours sauf le samedi, de 10 h. à 13 h. et de 15 h. à 18 h. Journal L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées

PROPRIÉTÉS

RECHERCHONS pour achat
Propriétés agrément ou rapport
LAGRANGE 34, rue Pasquier - PARIS

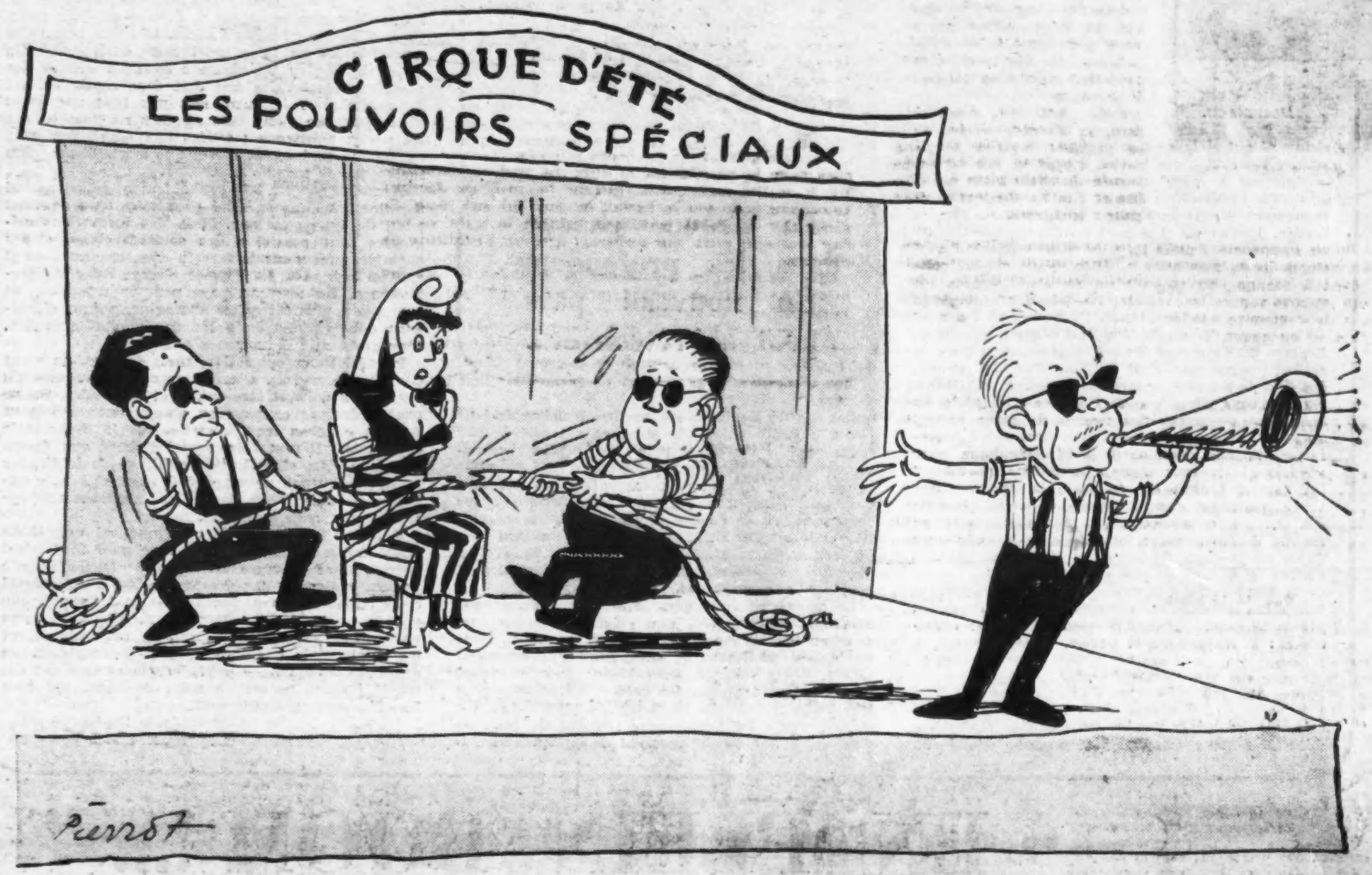
MARIAGES

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection. Hte réputation (23e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

ISRAELITES TOUS AGES TOUTES CONDITIONS
Ecrivez avec timbre pour réponse : GOLD, Boîte postale n° 14 - Paris (10e)

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LES AVENTURES DES PIEDS NICKELES (*suite*)



« Par ici, les copains !... Spectacle gratuit : Mademoiselle Marianne va se faire pacifier... »

EUROPE

● Voici à quoi s'engage la France en ratifiant le Marché commun et l'Euratom. Mais suffit-il de prendre des engagements pour pouvoir les tenir ?

Avec ou sans traités

L'EXTREME complexité du dossier « Europe » (473 articles, 21 annexes et protocoles) que l'Assemblée nationale a ouvert cette semaine avec le débat de ratification du « Marché commun » et de la Communauté atomique (Euratom) explique l'indifférence relative de l'opinion et des parlementaires.

Pourtant, l'avenir du pays a rarement été mis en cause aussi précisément.

A quoi s'engage la France en ratifiant les deux traités ?

Elle s'engage d'abord à participer à un « marché commun » institué entre six pays européens (1). C'est-à-dire à constituer avec ces pays une vaste unité économique à l'intérieur de laquelle les marchandises circuleront sans limitations, douanes ou contrôles, et qui se présentera comme un partenaire unique à l'égard du monde extérieur. Une telle unification exige l'adoption d'une politique économique commune, et en particulier l'harmonisation des lois sociales et fiscales des six pays, l'adoption de règles communes pour la concurrence, pour les transports, pour l'agriculture. Elle devra s'étendre aux pays et territoires d'outre-mer des nations membres. Elle sera réalisée en douze ans au moins, quinze ans au plus.

(1) Allemagne occidentale, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg (Benelux), Italie et France.

Les délais d'application ont été fixés selon des règles assez souples. Ratifié en 1957, le traité doit entrer en vigueur le 1er janvier 1959, ce qui signifie que le Marché commun devra être réalisé au plus tôt le 1er janvier 1971 et au plus tard le 1er janvier 1974.

Quant à l'Euratom, dont les dispositions sont aussi complexes, mais plus techniques encore, il vise à créer selon des étapes précises et des modalités arrêtées un « marché commun » atomique entre les six pays.

Les rouages

Avant le 1er janvier 1959, les institutions qui auront la tâche d'administrer le Marché commun devront être mises en place. Ces institutions sont nombreuses et vastes, leur fonctionnement d'autant plus complexe qu'elles se confondent parfois avec certains des organismes déjà existants qui administrent la Communauté Charbon-Acier (C.E.C.A.), tandis que d'autres seront communes au Marché commun et à l'Euratom, que quelques-unes enfin seront spécialisées.

Au service de cet état-major de plus de cinq cents personnes, une petite armée de conseillers, directeurs, chefs de service, fonctionnaires et employés complétera l'énorme machinerie des deux communautés. L'attrait qu'exercent ces postes nouveaux et enviés, en particulier aux échelons supérieurs de l'administration, a pesé d'un certain poids en faveur des traités.

On peut donc penser qu'aucun retard ne sera apporté à la mise en place de ces institutions : elle doit intervenir dans un délai de quatre à six mois à compter de l'entrée en vigueur de chaque traité, en commençant par la réunion, dans le mois suivant, des membres du Conseil.

Pour l'Euratom, qui est immédiatement applicable, toute l'armature de direction, de contrôle et de surveillance sera constituée dès le début de 1958 et le dispositif administratif en voie d'installation. Pour le Marché commun, les préparatifs seront activement poussés de telle sorte que tout soit en place le 1er janvier 1959.

Quelques étapes

Une « période transitoire » de douze à quinze années s'ouvrira ce jour-là, divisée en trois étapes de quatre ans chacune, la première et la dernière pouvant être respectivement prolongées de deux et un an. Chacune des règles fixées pour atteindre l'objectif du Marché commun commencera en même temps d'entrer en application. Par exemple :

● Au 1er janvier 1963 (ou 1965 si la première étape est prolongée de deux ans), les droits de douane seront réduits de 30 % entre les six Etats. Une nouvelle réduction de 30 % interviendra pour le 1er janvier 1967 (ou 1969) et l'abolition totale sera réalisée le 1er janvier 1971 au plus tôt, ou 1976 au plus tard.

● Le volume des marchandises admises dans chacun des pays en provenance de ses cinq partenaires (contingents) sera progressivement augmenté selon une gradation fixée, jusqu'à la suppression de toute limitation, qui devrait intervenir vers 1970.

● Un tarif douanier commun vis-à-vis des pays extérieurs à la communauté sera progressivement substitué aux tarifs nationaux en vigueur. Echéance prévue : 1963 à 1965.

● De même, les subventions accordées par les Etats à certains secteurs de production seront peu à peu supprimées (sauf deux exceptions : subventions à caractère social ou destinées à des régions sous-développées) ; les législations sociales et fiscales tendront vers l'harmonisation ; les conditions de production et de travail et les niveaux de vie vers l'égalisation.

L'Euratom stipule de son côté que le quart des budgets nationaux de l'énergie atomique sera versé à un fonds commun qui servira notamment à financer des entreprises communes (usine de séparation des isotopes et usine de traitement des combustibles nucléaires). Les recherches seront coordonnées, les matières premières mises en commun ou achetées pour la Communauté qui les répartira entre les utilisateurs, un contrôle exercé enfin sur toute l'industrie atomique des membres.

Dans ces deux créations, un vaste

(*Suite page 5.*)

OH... PARDON!

Comparaissant devant le tribunal militaire d'Alger sous l'inculpation d'appartenance au F.L.N., le Bachaga Boutaleb a déclaré :

« Lorsque je suis allé à Paris, ce n'était pas sur l'ordre du F.L.N., comme on m'en accuse. Ma première visite a été pour le général Catroux. J'ai vu ensuite Mgr Feltin, MM. Pflimlin, Teitgen, le chanoine Delalande, le professeur Massignon, MM. Fonlupt-Esperaber, Duchet, Pinay, Pineau. Ils m'ont retenu chacun plus d'une heure. Ma dernière visite a été faite au chef de cabinet de M. Guy Mollet. J'ai été partout encouragé... »

(« Le Monde », 4 juillet 1957.)

JEAN-MARIE DOMENACH.

—LA LEÇON EST CLAIRE

De mai 55 à juin 57, cette tentative de deux ans pour redresser et rajeunir le parti radical vient de s'achever sous nos yeux avec l'évidence impitoyable d'un dernier acte de tragédie. Une tragédie sobre : le sang n'a pas giclé sur la scène, les morts restent derrière le décor.

Dans cet effort et cette retombée du mendésisme, il y a quelque chose de grand, qui, en d'autres temps, eût appelé le lyrisme, et qui réclame aujourd'hui une stricte méditation. Pour la seconde fois depuis la Libération, le Système a rejeté l'homme. Parallélisme entre de Gaulle et Mendès : l'un et l'autre, par leur gouvernement, tirent la France de l'ornière ; l'un et l'autre, battus au jeu parlementaire, constituent un mouvement, mais ils sont successivement victimes des mêmes mœurs, de la même couche politicienne qui les entoure un moment, semble les soutenir, puis les rejette, les laissant seuls avec leur noyau de fidèles.

Cependant l'échec de Mendès France a une signification différente et beaucoup plus grave pour le régime, parce que c'est à l'intérieur du régime, dans un de ses plus vénérés sanctuaires, qu'il avait résolu d'agir, alors que de Gaulle s'était placé en dehors et au-dessus des partis. Refusant l'appel au peuple, Mendès France s'était consacré à transformer le plus vieux parti de la République, pour en faire le moteur d'une rénovation. Facilité ? Habileté ? C'était au contraire la preuve d'une vertu politique exceptionnelle chez un homme d'Etat : la confiance dans l'opinion, dans sa faculté de comprendre le juste et le vrai, pourvu qu'on lui explique franchement les choses. Mendès France ne se bornait pas à préconiser une réforme de la démocratie, il la pratiquait en se soumettant à la règle normale, ne réclamant comme condition préalable que le minimum essentiel à toute démocratie : le respect de la parole.

Je revois, dans une réunion électorale, cet homme exposant les mesures techniques nécessaires pour concilier le progrès social et l'expansion économique, d'une voix que les quolibets et les injures couvraient parfois mais ne troublaient pas. Mendès France, l'anti-démagogue. Chez cet homme, qui aurait eu tant de motifs pour mépriser, vibrait l'authentique passion du démocrate : celle de convaincre, de ne pas triompher seul, de faire de sa raison la raison du peuple. Voilà ce qui justifiait cette tentative, par ailleurs désespérée, de ressaisir un parti aussi taré que le parti radical-socialiste.

La décision de repli qu'il vient d'annoncer sans imprécation vaine, sans un mot de rancune, a précisément pour cause un manquement de parole. Cette « honnêteté fondamentale » qu'il voulait donner pour règle au régime républicain a été violée autour de lui, parmi ces compagnons pressés d'emprunter un sillage, et qui n'hésitent pas à renier des déclarations solennelles, fraîches de huit jours. « Toute notre vie publique est altérée par l'équivoque. » En effet, on n'attache plus le moindre crédit aux discours politiques. Le mal de notre démocratie éclate dans cette corruption du langage, qui tient, d'un côté, à l'affaiblissement des caractères, et, de l'autre, à l'écart entre la prétention et la réalité. Et l'illusion devient d'autant plus nécessaire qu'on a moins de courage pour faire face aux situations. En conséquence, l'événement décide et nous entraîne.

La France change dans les profondeurs. Un nouveau pays peut se retrouver...

Le paradoxe courageux était de ranimer une mystique républicaine, une sincérité du langage, dans un lieu de confusion et d'effondrement. Pour un Martinaud-Deplat exécuté, deux Faure surgissaient. Lutte inégale, dont l'issue pose en toute clarté la question que les habiles n'éluderont plus longtemps : celle de la morale républicaine. Un régime fondé en théorie sur l'accord de tous ne peut se passer du dévouement de quelques-uns. Il n'y a pas de république qui tienne sans un minimum de loyauté, de sacrifice, et, redisons le mot avec Mendès France, de « vertu ». Aucune politique ne peut exister sans une mystique qui obscurément la soutienne.

Est-il possible, aujourd'hui, de ressusciter une mystique à l'intérieur d'un vieux parti ? Mendès France l'a cru. Il serait injuste et facile de lui en faire grief maintenant. Mais la leçon de l'échec est claire : c'est en dehors des machines électorales que doit être repris l'effort pour régénérer le pays, non pas tant par souci d'être pur que d'être efficace. Les routines isolent les partis politiques ; alliées aux ambitions, elles se sont montrées plus fortes que le gaullisme, plus fortes que le mendésisme.

Mendès France a très probablement raison quand il conclut à l'impossibilité provisoire d'un nouveau parti de type classique. Mais des formations originales sont possibles, des sociétés civiques, par exemple, préparant le terrain d'un rassemblement et d'un redépart. La France change dans les profondeurs. Un nouveau pays peut se retrouver, se regrouper, plus tôt qu'on n'imagine, autour d'équipes débarrassées du poids des vieilles querelles, étrangères aux écœurantes simagrées.

La résistance est fluide, mais épaisse, on vient de s'en apercevoir. C'est pourquoi les racines du renouveau doivent être saines et profondes. On ne peut redresser ce pays en s'appuyant seulement sur les couches traditionnelles de la démocratie bourgeoise. Il faut faire appel d'abord aux forces du travail. La régénération politique de la France ne se sépare pas de sa régénération sociale, c'est-à-dire de l'accession des élites ouvrières et paysannes aux responsabilités.

Rénover la démocratie classique est une tâche vouée à un perpétuel échec ; ce qu'il faut, c'est entreprendre la transformation de la démocratie parlementaire en une démocratie de l'économie et de la culture. Le vrai partage ne peut s'opérer que par là, entre les hommes du mouvement, qu'un parti de type nouveau, un jour, rassemblera, et les hommes du passé — eussent-ils trente-six ou quarante-trois ans — politiciens-ventouses qui ont réussi jusqu'à présent à vider de substance tous les efforts de redressement.

Jean-Marie DOMENACH.

(Copyright « L'Express ».)

MAURICE DUVERGER.

—“ EN PLEIN BOOM !... ”

Si Max Lejeune avait produit dans quelque cabaret de chansonniers le discours qu'il a prononcé devant le congrès socialiste, il eût remporté un grand succès. Cet « à la manière de Pierre Poujade » frappe par la justesse du ton, par l'exactitude de l'imitation, par l'effort minutieux d'identification au modèle. Le professeur d'Abbeville a merveilleusement reproduit la faconde du papetier de Saint-Céré. Les grands thèmes du poujadisme sont parfaitement résumés en quelques paroles : le chauvinisme borné et satisfait, le rejet sur l'étranger de la responsabilité de nos déboires, l'hostilité à l'égard de la perfide Albion, le mépris des peuples arabes incapables de mettre de l'ordre chez eux, l'impossibilité d'appliquer la démocratie chez de tels sauvages, l'hostilité envers les théories et les intellectuels, l'apologie du « réalisme », les tirades creuses sur l'action et l'énergie, etc. La transposition sur le plan algérien du mythe des Etats généraux, sous la forme des Djemaa, est une manière de petit chef-d'œuvre.

Une seule erreur grave : parler de l'Algérie « aujourd'hui en plein boom », c'est forcer la note. Jamais Pierre Poujade ne se serait permis un trait d'esprit si subtil. Max Lejeune a eu tort de ne pas résister au plaisir de faire un mot historique : celui-ci risque de lui coller aux chausses fort longtemps, comme les boutons de guêtre (1) ou le cœur léger (2)...

Plus encore que les idées (si l'on peut dire), c'est le style qui crie de vérité. Quel familier des kermesses de l'U.D.C.A. n'a reconnu au passage ces formules, parmi d'autres : « Ce qu'il nous faut, voyez-vous, c'est un gouvernement français appuyé par des Français », « C'est cela qu'il faut proposer à notre jeunesse : de l'énergie, et non des chants berceurs et de vieilles balançoires », « Alors, des Internationales comme ça, y en a marre », « J'ai encore à parler de la Tunisie et du Maroc, qui vont recevoir leur paquet ».

Une seule petite faute : Poujade n'aurait pas dit « Quand un gars de la S.F.I.O. va au Labour Party, il a pas le droit de moufter »... « Moufter » appartient au vocabulaire du nord de la Loire ; on moufte pas dans le Lot. Cet argot sent d'ailleurs un peu son milieu : et Pierre Poujade, lui, ne fraie guère avec ces gens-là.

Si Max Lejeune était un simple militant socialiste, son discours serait déjà inquiétant. Certes, on peut admettre que tous les propos tenus dans un congrès ne reflètent pas la pensée du parti.

Il y a incompatibilité entre les propos de M. le ministre Lejeune et la charge qu'il occupe

Mais une certaine cohésion existait jusqu'ici, malgré tout, à l'intérieur de la S.F.I.O. ; derrière des divergences de détail, plus ou moins accentuées, plus ou moins profondes, s'affirmaient une pensée commune, un accord de base sur certains principes fondamentaux. Or, précisément, les propos tenus par Max Lejeune sont en contradiction absolue avec ces principes.

L'idéologie politique qu'ils traduisent implicitement est diamétralement opposée à celle qui caractérise le socialisme, depuis ses origines. Primauté de la nation, hostilité à l'égard de l'étranger, défense de l'ordre établi (sous le nom de « réalisme »), colonialisme et paternalisme, mépris de la personne humaine, anti-intellectualisme : tout cela transparaît en filigrane dans les idées de l'orateur et dans l'expression qu'il leur a donnée : dans cette vulgarité brutale, dans cette affectation d'une grossièreté qu'on croit dynamique. Tout cela est aux antipodes du socialisme. Ou alors Hitler était socialiste, Poujade est socialiste, Tixier-Vignancour est socialiste.

Or, le congrès n'a pas réagi avec violence à la sortie de Max Lejeune. L'enthousiasme était modéré, certes, et la grande majorité du parti restait gênée. Supposons qu'un prédicateur, du haut de la chaire de Notre-Dame, nie la divinité du Christ, la mission de l'Eglise, le magistère du Pape : si la masse des fidèles assemblés l'écoute passivement sans explosion de colère massive, se bornant à éprouver quelque trouble intérieur, leur catholicisme est bien malade.

M. Max Lejeune s'est conduit à peu près de la même façon à l'égard du socialisme, du haut de la tribune de Toulouse : le silence de ses auditeurs rend perplexe sur la profondeur de leur foi. Le fait qu'il y avait peu de monde en séance (l'orateur a deux fois constaté, avec amertume, qu'il parlait devant des banquettes vides) limite un peu, malgré tout, les conclusions qu'on peut porter à cet égard.

Mais Max Lejeune n'est ni un chansonnier parodiste ni un simple militant socialiste. Il représente son parti dans le ministère ; ses paroles engagent donc d'une certaine façon la responsabilité de la S.F.I.O. tout entière. Comme membre du gouvernement, il engage aussi la responsabilité de la France. Car il est douteux que le ministre Lejeune parle et agisse autrement que le militant Lejeune : même si cela était, comment ses interlocuteurs sauraient-ils faire la différence ?

Encore, si M. le ministre Lejeune ne détenait que le portefeuille des Pensions ou de la Marine marchande, ses paroles, si regrettables soient-elles, porteraient moins. Dans une équipe de 47 personnes, on peut admettre un plaisantin. Mais M. le ministre Lejeune occupe un poste-clé. Il est, dans une certaine mesure, le ministre de l'avenir français en Afrique, le ministre de l'espoir français. Son rôle essentiel n'est pas seulement d'aider les techniciens dans leurs recherches, mais surtout d'établir une coordination entre les différents peuples africains, sans laquelle l'exploitation du pétrole saharien ne sera pas possible. Dans ces conditions, comment qualifier le fait d'« envoyer leur paquet » au Maroc et à la Tunisie — c'est-à-dire aux deux nations indépendantes avec lesquelles nos liens sont les plus étroits, puisqu'elles sont plus qu'alliées ; c'est-à-dire aux deux nations les plus directement en cause dans une coopération nord-africaine ?

Il y a incompatibilité entre les propos de M. le ministre Lejeune et la charge qu'il occupe. Cela pose au Président du Conseil un problème délicat. Ou bien il se déclare solidaire de son collaborateur, et c'est la responsabilité collective du cabinet qui est mise en cause. Ou bien il dégage la responsabilité du gouvernement, en laissant à M. Lejeune seul la charge de ses paroles : auquel cas, la règle parlementaire veut que celui-ci en tire lui-même les conséquences. Si large et si tolérante que soit la République, ses ministres n'ont tout de même pas le droit de « moufter » à tort et à travers...

Maurice DUVERGER,

(Copyright « L'Express ».)

(1) Nous sommes archiprêts. Il ne manque pas un bouton de guêtre. (Le maréchal Lebœuf, ministre de la Guerre, au moment de la déclaration de guerre de 1870.)

(2) De ce jour commence pour les ministres, mes collègues et pour moi, une grande responsabilité. Nous l'acceptons le cœur léger... (Emile Ollivier, président du Conseil et garde des Sceaux, au Parlement, le jour où fut décidée la guerre avec l'Allemagne.)

(*Suite de la page* 3.)

arsenal d'exceptions, de clauses de sauvegarde, d'amortisseurs, de soupapes de sûreté a été disposé. Ainsi la France obtient-elle pour le Marché commun des dérogations spéciales en ce qui concerne l'aide qu'elle verse à ses exportateurs, des dispositions particulières pour son agriculture, des promesses d'aide financière pour ses territoires d'outre-mer, etc. Pour l'Euratom, chaque pays peut, dans certains cas, s'approvisionner directement auprès d'un pays tiers ; il peut poursuivre l'exécution de programmes particuliers, etc. Les traités comportent des freins assez puissants pour que chacun des participants puisse pratiquement suspendre le jeu du Marché commun au cas où il troublerait gravement l'économie nationale. Tout est prévu, même l'échec.

Dangereux précédents

Cet échec risque-t-il de se produire, malgré la relative euphorie dans laquelle les deux Communautés, l'économique et l'atomique, prennent cette semaine le départ ? Les événements se chargeront, l'entreprise étant maintenant lancée, d'arbitrer la controverse qui est déjà rétrospective.

Ce n'est pas la première fois que la France comme ses partenaires souscrivent des engagements internationaux, solennels et définitifs, qui risquent de n'être pas tenus. Voici, à titre d'exemple, quelques-uns des traités ou des accords qui ont suscité au cours de ces dix dernières années des controverses passionnées avant de devenir ducs ou de tomber dans l'oubli :

● L'Union douanière franco-italienne, longuement négociée en 1946-1948, n'a jamais pu parvenir au stade d'un protocole d'accord et n'a donc pu être seulement paraphée (formalité qui précède la signature et la ratification parlementaire).

● La Communauté de Défense (C.E.D.) avait été dûment signée en 1952 et plusieurs fois remaniée, avant d'être finalement rejetée par le Parlement le 30 août 1954.

● Les Accords de Londres et de Paris, qui ont succédé à la C.E.D., créant l'Union Européenne Occidentale (U.E.O.), prévoyaient expressément la mise en place d'un dispositif de coordination économique, monétaire, social et culturel. Toute cette partie constructive et importante du traité, ratifié fin décembre 1954, est restée lettre morte alors que des règles et des étapes précises avaient été fixées, par le traité, pour sa réalisation.

● En février 1952, à la Conférence de Lisbonne, le gouvernement français convenait de mettre à la disposition de l'Organisation Atlantique (O.T.A.N.) douze divisions, vingt-sept escadres aériennes et une flotte de 300.000 tonnes. La délégation française, conduite par M. Edgar Faure, président du Conseil, assisté notamment de MM. Robert Schuman (Affaires étrangères), Georges Bidault (Défense nationale), Bourgès-Maunoury (Armement), Félix Gaillard (secrétaire d'Etat à la Présidence), prenait à ce sujet un engagement formel et public.

Aujourd'hui, cinq ans et demi plus tard, les effectifs terrestres français à la disposition de l'O.T.A.N. s'élèvent au total à deux divisions.

● En libérant, en décembre 1949, 50 % de ses échanges commerciaux avec l'étranger, la France contresignait avec ses partenaires de l'Organisation Economique Européenne (O.E.C.E.) la promesse d'accroître par étapes successives et rapides le « taux de libération » jusqu'à la liberté presque totale (90 %) d'importation sur son territoire.

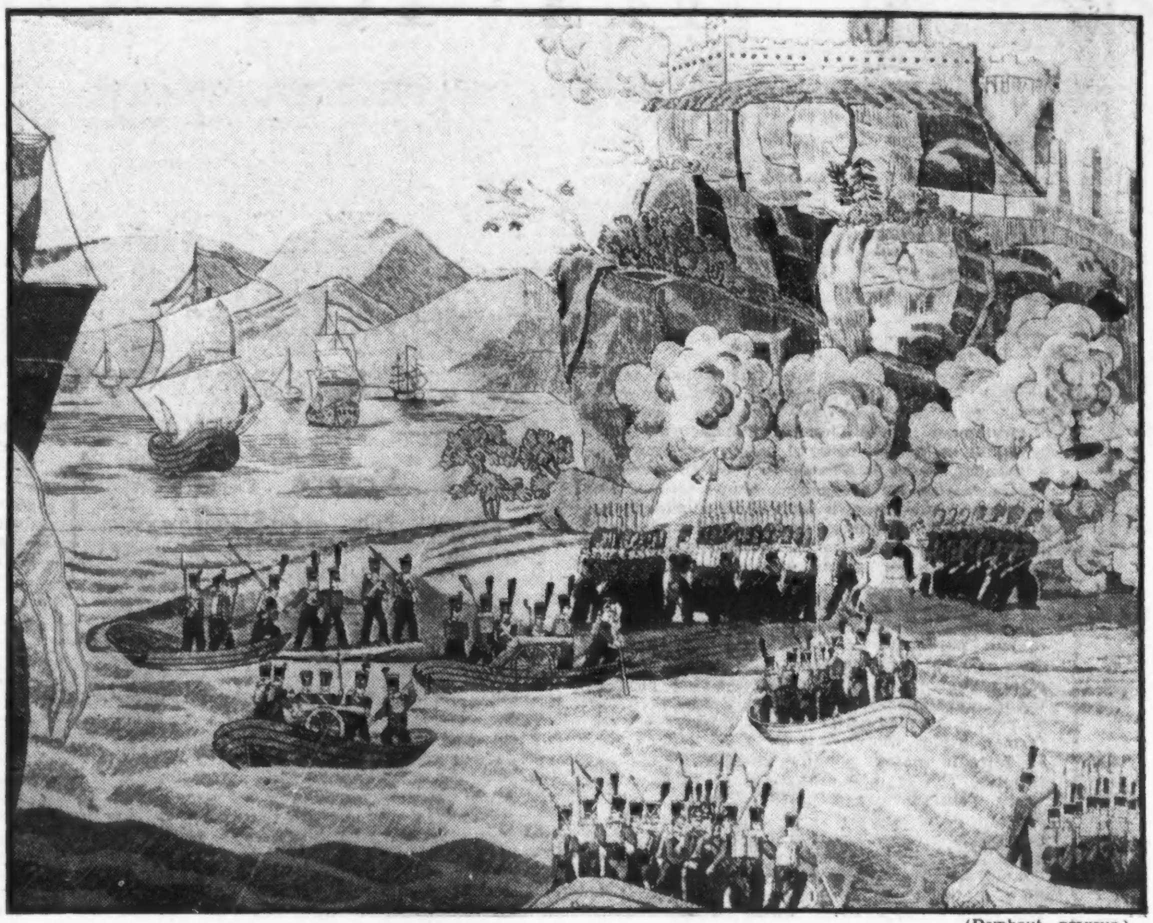
Cette promesse était d'abord suivie d'effets : le « taux de libération » s'élevait à 60 % en avril 1950, à 75 % en mai 1951. Mais en février 1952, la libération des échanges était « provisoirement suspendue » et on revenait au point de départ. Nouveau démarrage, plus lent, 18 mois plus tard (septembre 1953 : 8 %). Puis remontée progressive jusqu'à 79 % (janvier 1956). En mars 1956, avec le Conseil des ministres de l'O.E.C.E., le gouvernement Guy Mollet se déclarait prêt à consolider la libération à 90 % pour le 30 septembre 1956 au plus tard, délai de rigueur.

Un pas est encore franchi : 82,3 % en avril 1956. Ce sera le dernier. La nouvelle « suspension temporaire » décidée le 18 juin 1957 a ramené la libération des échanges intra-européens au même point qu'en novembre 1949 et en février 1952, c'est-à-dire à zéro.

Ainsi, qu'il s'agisse d'union douanière, de défense occidentale commune, d'organisation européenne militaire ou économique, on compte dans les dix dernières années, pour une réalisation maintenue comme la C.E.C.A., cinq abandons au moins. Aujourd'hui, le Marché commun et l'Euratom font, à leur tour, l'objet d'engagements solennels.

Les partisans des traités attendent de cet « acte européen » une expansion nouvelle, un assainissement, une stimulation. Les adversaires craignent, au contraire, que les mécanismes mis en place bloquent la France dans la situation d'infériorité actuelle.

En vérité, les traités n'ont sans doute, par eux-mêmes, ni ce pouvoir magique ni cet effet stérilisant. Si la France demeurait impuissante à redresser son économie et sa politique africaine, les autorités européennes (et américaines) se substitueraient à la souveraineté française — avec ou sans traités. Si la France se redresse, le cadre européen sera le champ naturel de son expansion — avec ou sans traités.



(Dembout, graveur.)

LA PRISE D'ALGER
« Le Figaro » était contre.

CE JOUR-LA...

● ***A 6 heures du matin, un émissaire du dey d'Alger arrive au camp du comte de Bourmont...***

Le 5 juillet 1830

5 JUILLET 1830, 6 heures du matin. Sidi Mustapha, émissaire du dey d'Alger, arrive, accompagné du consul d'Angleterre, au camp du comte de Bourmont, chef du corps expéditionnaire de S.M. le roi de France Charles X. Toute la nuit, les adjoints du général de Bourmont ont attendu l'émissaire et, pour parer à toute éventualité, ont installé un nouveau dispositif de bombardement.

Mais Sidi Mustapha remet l'acte portant reddition de la capitale de la Régence turque d'Alger. « *A midi*, était-il précisé, *les portes de la ville seront ouvertes à l'armée française.* »

L'occupation d'Alger

Vers 13 heures, les premières troupes du corps expéditionnaire se frayent un chemin dans la Kasbah fortifiée d'Alger. La chaleur est accablante et les Français peuvent à peine supporter un uniforme peu conçu pour un tel climat. Dans la Kasbah, déjà règne l'anarchie. Serviteurs et esclaves du dey, janissaires, Turcs, Arabes miséreux, mercenaires kabyles, commerçants juifs et gardes noirs se disputent les fruits des nouveaux pillages, dans les ruelles pavées, des maisons vertes et roses.

L'arrivée des premiers soldats disperse les pillards. Mais le pillage devient aussitôt le fait de l'armée éprouvée et victorieuse, et l'ordre n'est enfin rétabli qu'avec la venue du général en chef. Des factionnaires sont placés devant la porte des appartements particuliers du dey et de ses femmes.

Le général de Bourmont commence ainsi à remplir ses engagements. Contre la remise de tous les forts qui dépendent d'Alger et le droit pour les troupes françaises de les occuper, il a garanti au dey d'Alger « *la liberté et la possession de toutes ses richesses personnelles* », « *le droit de se retirer avec sa famille et ses richesses dans le lieu choisi par lui* ».

(*Suite page* 8.)

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
FRAIS ET LEGERS, telles sont les qualités des vêtements qu'HOLMES a sélectionnés pour votre confort et votre plaisir.
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

LA REPUBLIQUE

Devant le Comité exécutif radical réuni salle Wagram, M. Mendès France a confirmé sa démission de la direction du parti. A cette occasion, il a exposé les raisons de sa décision et son analyse de la situation politique française aujourd'hui. Il en conclut que la lutte doit reprendre sous des formes neuves, qui se détermineront dans l'action, « la fonction créant l'organe ». Voici l'essentiel de son texte.

QUELLE est la maladie dont souffre notre régime ?

Une démocratie suppose des délibérations largement ouvertes à tous, des décisions communes, des mandats clairement donnés à ceux qui sont chargés de les exécuter et qui les acceptent.

Cela est vrai quel que soit ce mandat, quelle que soit l'importance de la société qu'il s'agit de gérer. Cela est vrai pour diriger les affaires d'une petite commune de campagne dans un conseil municipal. Cela est vrai pour diriger une coopérative. Cela est vrai pour gouverner l'Etat, cela est vrai pour diriger un parti politique.

Partout, dans un régime démocratique, les décisions sont prises par l'ensemble des intéressés, ou par des responsables nommés par eux, et elles constituent des engagements clairement définis, qui tirent leur force et leur valeur du fait qu'ils sont revêtus de l'investiture démocratique que seul l'ensemble de la collectivité peut donner valablement. Il découle de là une conséquence très importante : c'est la nécessité, à chaque instant et à chaque échelon de responsabilité, d'une entière bonne foi, d'une probité complète. A défaut de cela, le système entier est vicié.

Si les mandats donnés et acceptés peuvent être méconnus ou trahis par des mandataires infidèles, il n'y a plus de pacte social, il n'y a plus de démocratie.

La démocratie, plus qu'un système juridique ou une articulation de textes, réside dans l'état d'esprit qui anime à la fois les mandants et les mandataires. Si seules les formes extérieures sont respectées mais si cette base contractuelle, si cette honnêteté fondamentale n'existent pas, alors ces formes extérieures ne cachent plus qu'un désordre, une anarchie, un mensonge. Seuls comptent alors les combinaisons et les ambitions personnelles, les intrigues, les intérêts particuliers ou privés — les uns et les autres également inavouables. Il n'y a plus nulle part de service public véritable, il n'y a plus de service de l'intérêt général.

Le régime et le découragement

Montesquieu déjà avait dit que *la République ne pouvait reposer que sur la vertu et qu'elle n'était pas possible à défaut de vertu.* Si l'on prend ce mot de « vertu » au sens du XVII[e] siècle, les choses sont très claires. Elle doit exister chez les gouvernés qui doivent placer l'intérêt général au-dessus de leurs intérêts particuliers, professionnels ou autres. Elle doit exister chez les dirigeants et chez les élus, qui doivent placer leur devoir, leur fidélité, au-dessus de leurs intérêts de carrière, au-dessus de leur ambition, au-dessus de leur réélection.

Les Français savent que telle n'est pas la situation présente.

Quel que soit leur degré de formation politique, ils ont tous compris que la République aujourd'hui n'est plus fondée sur de pareilles règles de conduite. De là leur désaffection à l'égard de nos institutions politiques et de là l'extraordinaire succès des forces hostiles à la démocratie.

Aux dernières élections, sept millions d'électeurs se sont prononcés contre le régime lui-même, et pour des partis qui le nient, pour des partis qui sont déterminés à le combattre par quelque moyen que ce soit. Sept millions d'électeurs se sont prononcés contre le système politique qui nous régit, et cela entraîne un grand danger.

Le grand danger, c'est l'effondrement progressif de ce régime auquel tant d'hommes ne croient plus, l'effondrement du régime beaucoup plus par le dégoût et le découragement des meilleurs parmi les Français que par la force réelle ou par la valeur constructive des oppositions d'extrême-gauche ou d'extrême-droite. Et cet effondrement, s'il doit se produire un jour — un jour peut-être prochain — risque, par le discrédit de tous les partis républicains, de ne laisser d'autre issue que celle qu'offrent l'extrême-gauche et l'extrême-droite qui proclameront, qui proclament déjà, n'être pas atteintes par la faillite politique de la IV[e] République, qui prétendent être les seules à ne pas partager la responsabilité de cette faillite politique !

Notre tentative, entamée il y a deux ans, doit être comprise dans ce contexte et dans cette évolution.

Au fond, quelle était notre volonté ? Nous avons voulu former autour du parti radical une force neuve qui, par son honnêteté, par sa fidélité aux principes, par sa loyauté, s'élèverait contre les causes profondes de la désaffection populaire et qui fournisse au pays, à ses forces saines et jeunes, une raison valable d'espérer ; de telle sorte que les déceptions qui peuvent se produire, loin de servir les candidatures éventuelles d'extrême-gauche ou d'extrême-droite, donneraient au pays une raison de croire en nous et de se tourner vers nous pour assurer, le moment venu, son redressement.

Voilà pourquoi notre tentative a eu un si large écho dans le pays. Non pas à cause de nos promesses ; nous n'avons pas fait de promesses démagogiques, nous avons refusé ce moyen et le pays nous en a été reconnaissant. Non pas à cause de notre force ; au départ nous étions peu nombreux. Non pas à cause des soutiens que nous avons trouvés ici ou là ; vous savez bien qu'au contraire de toutes parts nous avons été combattus.

Non. Si nous avons provoqué tant de confiance, et si nous avons recueilli un pareil écho, c'est parce que le pays a senti notre sincérité. Le pays a senti que nous pouvions lui rendre le fonctionnement correct de la démocratie. Et quand nous avons employé ce slogan que nous serions « le parti qui tient parole », nous touchions justement à l'endroit le plus sensible du désespoir populaire.

Nous promettions moins que les autres mais l'on sentait dans notre voix la sincérité, la volonté d'hommes qui étaient déterminés à tenir. Et c'est cela qui nous a valu tant de ralliements, et c'est cela qui fait qu'aux élections nous avons gagné un million de voix par rapport aux élections précédentes. Sans doute la loi électorale malhonnête et le coup des élections brusquées nous ont privés d'un gain proportionnel de sièges au Parlement. Mais la preuve était faite que nous avions été entendus dans le pays et que nous pouvions espérer devenir cette force vive de redressement et de reconstruction dont le pays avait tellement besoin.

Il y a au moins 500 députés qui...

Et parce que nous avions dénoncé les malhonnêtetés, les insincérités, parce que nous avions dénoncé tant de faiblesses politiques chez d'autres — à cause de cela, le pays ne pouvait, ne pourrait pas nous pardonner de le tromper comme d'autres l'ont fait. Chez les autres, je ne dirai pas qu'on était « habitué » mais enfin il n'y avait pas de surprise. Mais puisque nous avions dénoncé la malhonnêteté politique, le manquement aux engagements pris, puisque nous avions fait le procès de ceux qui depuis si longtemps avaient nourri le pays de démagogie, nous étions dans *l'obligation* d'être plus honnêtes encore que quiconque. Et c'est ce qui explique notre sévérité pour ceux des nôtres qui, élus sur les mêmes engagements que nous, manquent aujourd'hui à ces engagements...

Entre eux et nous il apparaît de plus en plus que n'existe pas seulement, que n'existe pas principalement un désaccord sur les problèmes politiques mais qu'il existe une question de moralité politique, de mœurs politiques, et c'est cela qui est profond, et c'est cela qui est grave et sur quoi nous ne pouvons pas transiger...

Il ne s'agit pas que du parti radical. Cela concerne la vie publique tout entière. Toute notre vie publique est altérée par une conception qui s'est répandue aujourd'hui un peu partout, cette conception fondée sur l'équivoque et le fardage continuel de la vérité.

Il y a au moins 500 députés qui savent et qui disent dans les couloirs, dans des conversations particulières, que la politique de M. Lacoste a échoué et qu'elle finira par nous faire perdre toute l'Afrique du Nord. Mais, parmi ces 500 députés, il y en a un nombre considérable qui continuent, à la tribune, à tenir les discours que vous lisez dans la presse et à affirmer que c'est cette politique Lacoste qu'il faut poursuivre, et qu'ils ne toléreront pas qu'elle soit remise en cause.

Leurs sentiments, au fond, ne sont pas douteux. Une preuve en a été fournie au cours de la crise ministérielle, lorsque M. Pflimlin était chargé de constituer le nouveau gouvernement et qu'il a reçu les représentants de tous les groupes. Postérieurement à cette consultation, il a dit, avec stupeur, que parmi ses interlocuteurs, pas un seul n'avait évoqué ou soulevé le problème de l'Algérie.

Pourquoi ? Parce que parmi eux il y avait en fait une immense majorité d'hommes qui savent bien que la politique actuellement faite en Algérie est désastreuse, et risque de tout nous faire perdre ; mais ils ne voulaient pas le dire. Ils ne voulaient pas l'avouer. Ils s'en remettaient paisiblement et tranquillement à M. Pflimlin pour opérer le retournement ou la reconversion qu'ils estimaient nécessaires.

Et s'il y a 500 députés qui pensent ainsi de la politique de M. Lacoste, le pourcentage est bien plus grand encore lorsque nous passons à certains autres sujets. Il y en a bien 600 cette fois, c'est-à-dire la quasi-unanimité, qui savent que ce ne sont pas les dernières mesures financières qui sauveront le franc et qui nous permettront d'entrer sans danger dans le Marché commun... Et ceux mêmes qui voteront le Marché commun ne cachent pas — toujours, dans des conversations particulières — qu'à leur avis notre premier soin, quand nous y serons entrés, consistera à demander à l'Organisation Internationale nouvellement constituée, l'autorisation de faire tout ce que le Marché commun nous interdit de faire. Et ils soulignent complaisamment qu'il y a certaines clauses qui sont justement là pour cela. Et ils disent, avec beaucoup de légèreté, que dans ces conditions tout s'arrangera et qu'il n'y a aucun inconvénient à ratifier un traité de Marché commun — qui, sans doute, s'il était appliqué, comporterait de graves dangers — mais dont on nous dit d'avance, pour nous rassurer, qu'il ne sera pas appliqué vraiment.

Seulement, ils oublient une chose. C'est que ces autorisations que nous demanderons à l'autorité internationale, ces exemptions, ces dispositions

MENDÈS FRANCE
« Un jour se formera

particulières que l'autorité internationale nous accordera peut-être, ils oublient qu'elle ne nous les accordera pas sans conditions, gratuitement. Tout se paie. Si la France est amenée, dans une organisation de ce genre, à solliciter des autorisations particulières, on ne les lui donnera pas sans contreparties commerciales, financières ou autres. C'est le pays une fois de plus qui en fera les frais.

Tout le drame de l'Union française peut aussi s'expliquer par le même état d'esprit d'équivoque et de prétendue habileté. Quand on a promis l'indépendance aux Etats de l'Indochine, quand on a promis l'autonomie interne pendant dix ans à la Tunisie, quand on a promis le Statut de 1947 à l'Algérie, on pensait probablement payer de mots les populations de ces pays, exactement comme on pensait payer de mots les électeurs du 2 janvier 1956 ou les congressistes radicaux du 4 mai 1957...

Seulement, quand on trompe les électeurs radicaux, c'est très pénible pour eux, mais en définitive cela n'entraîne pas des drames sanglants. Quand pendant des années et des années on trompe les populations de certains pays, comme celles de l'Afrique du Nord, cela se traduit, hélas ! par les catastrophes que nous constatons aujourd'hui.

Voyez-vous, il y a toujours eu deux sortes d'hommes politiques. Et je voudrais rappeler ici une citation d'Herriot.

« *Pour les uns,* disait Herriot — ce sont les Fouché, les Talleyrand (*on pourrait ajouter quelques noms d'actualité*), disciples plus ou moins inconscients de Machiavel — *la politique est une ruse, un jeu d'astuce ou d'habileté. Pour les autres, héritiers de la noble pensée d'un Montesquieu et des doctrines de la grande Révolution, la politique est une application de la morale à la conduite des sociétés. Pour ceux-ci, la probité politique ne se sépare pas de la probité privée : elle a les mêmes exigences, elle entraîne les mêmes devoirs.* »

Ce n'est pas seulement une question de morale. Dans une démocratie, c'est une question d'efficacité, c'est-à-dire de survie. Une dictature peut être fourbe, hypocrite, malhonnête et avoir cependant, à côté de ses inconvénients, les avantages inhérents au système de la dictature. Mais

par Pierre MENDÈS FRANCE

SALLE WAGRAM
le rassemblement de tous les hommes du Mouvement... »

(Marquis-Magnum.)

une démocratie, parce que sa force est dans l'adhésion populaire, ne peut fonctionner que dans la confiance du peuple, ce qui exige la loyauté des dirigeants.

Nous sommes pour l'application de ces principes. Nous sommes contre ce qu'ils appellent la souplesse et l'habileté, c'est-à-dire le mensonge. Et c'est la cause fondamentale de la démission que j'ai donnée et du refus que je suis obligé d'opposer aux amis qui me demandent de la reprendre.

Je ne veux pas cautionner un jeu mensonger, avec des cartes biseautées. J'ai manifesté, contrairement à ce qu'on dit souvent, une longue patience... Je n'irai pas plus loin dans cette patience. Après l'expérience que nous avons faite depuis deux mois, cette cascade de reniements et de manquements aux engagements solennellement pris par tant d'hommes importants de notre parti, ma décision ne peut qu'être irrévocable.

Alors, que devons-nous faire ? Car il ne suffit pas de tourner une page. Un homme politique, des hommes politiques doivent toujours penser au lendemain.

Les forces vives de la nation sont déjà tiraillées entre un grand nombre de formations. Un parti de plus, serait-ce un élément de clarification ? un élément d'efficacité ?

La fonction créera l'organe

J'espère que cette dispersion, à laquelle nous ne nous résignons pas, parmi tant d'hommes de progrès, parmi tant d'hommes de gauche, j'espère que cette dispersion ne durera pas indéfiniment, que, sous des formes nouvelles à examiner, des chances mûriront. Je ne désespère pas de voir se former, un jour peut-être prochain, le rassemblement de tous ceux qu'on pourrait appeler les hommes du Mouvement, les réformateurs du pays et de sa vie publique.

Sous quelle forme ? Il est difficile de dire aujourd'hui exactement la forme de cette coopération souhaitable. La fonction créera l'organe. Peut-être plus vite qu'on ne croit. Mais je ne crois pas que ce sera un parti nouveau.

Le besoin devrait déjà le créer très vite, au moins pour la défense physique des libertés que les pouvoirs publics ne nous garantissent plus, car les fascistes deviennent plus agressifs à mesure que l'évolution en Algérie s'affirme et s'aggrave. Et même en dehors de la défense physique des libertés, les hommes séparés aujourd'hui par les barrières des partis, et qui aspirent cependant aux mêmes transformations dans notre vie politique, se rendront bientôt mieux compte de leur communauté de sentiments et de l'aide qu'ils peuvent se donner les uns aux autres.

Leur rapprochement, leur coopération seront d'autant plus efficaces qu'ils auront conservé leurs forces et leurs moyens, qu'ils en auront conquis de nouveau là où ils sont, dans leurs partis, dans leurs groupements professionnels, dans leurs syndicats... et que les isolés, les inorganisés, renonçant à leur prétendue indépendance, c'est-à-dire à leur inaction, auront rejoint le combat qui doit se poursuivre partout où nous pouvons faire entendre les vérités qu'on cache au peuple français et expliquer les vraies conditions du relèvement.

Ainsi l'effort à entreprendre devra se faire non pas sur des vaines querelles d'hommes, ou de chapelles, où l'on essaie quelquefois de nous engluer, mais sur le plan des vrais problèmes politiques. Il nous appartiendra, dans les prochains mois et surtout l'hiver prochain — l'hiver de la dernière chance de la République — de reprendre le bâton du pèlerin et d'aller partout, malgré les pressions, les calomnies, malgré la force de l'argent, malgré les intrigues, malgré les combinaisons subalternes, d'aller partout pour parler au pays de ses affaires et de ses véritables intérêts...

Dans cet efforts nouveau, nous chercherons des alliés partout où il y a des Français de bonne volonté.

Il faudra, pour le succès de cette croisade, que partout ceux qui partagent nos angoisses et nos volontés utilisent les moyens d'action dont ils disposent...

La situation peut évoluer très vite. Tenons-nous prêts.

La vérité progresse. Le pays, peu à peu, se rend bien compte qu'on l'a bafoué, que certaines affirmations jour après jour répétées ne correspondent pas à la réalité. D'où les réactions de fureur et de haine de ceux qui se sont toujours trompés, qui ont trompé le pays. De là aussi cet arbitraire aggravé des pouvoirs publics, les violations de plus en plus cyniques des libertés humaines. On ne fait pas sa part au fascisme, il se répand inévitablement en vertu d'une ambition toujours croissante. C'est en métropole même que cela gagne, après l'Algérie...

C'est un engrenage à peu près irrésistible. L'échec patent qu'ils ont rencontré dans leur politique engage les responsables, et ceux qui les dominent, ceux qu'on a appelés les Sudistes, à redoubler d'arbitraire et de violence. Mais justement c'est l'arbitraire, c'est la haine et la violence qui ont causé l'échec, notamment en Algérie. Ainsi nous sommes dans un cycle infernal où la France a tout à perdre.

La preuve est faite aujourd'hui qu'on ne sauvera pas les positions françaises en Afrique par la seule répression, par la discrimination, par les excès et par les abus. On vient d'en faire l'expérience, voyez les résultats...

Nous avons eu raison de demander depuis longtemps que l'on renverse la vapeur, que l'on applique la politique que nous avons toujours préconisée. Cette politique a été violemment attaquée, mensongèrement décrite. Mais l'attaque la plus insidieuse, la plus hypocrite est celle qui a été exprimée par des hommes qui ont prétendu que nous n'avions jamais défini, jamais précisé une politique de remplacement. J'ai tenu à ce que soit répondu à ce grief de la manière la plus indiscutable en publiant une sorte de livre blanc (1).

La marche à suivre, la manière d'aborder le problème aujourd'hui, de rétablir le contact avec les musulmans, et de rendre permanente la présence française, j'affirme qu'aucun parti politique n'y a apporté autant de soin et autant de précision.

Il y a quelques jours, un journal qui ne nous aime pas beaucoup, « Le Figaro », parlant de ce qu'il appelait « la dernière chance en Algérie » (ce qui prouve que cela ne va pas tellement bien !) écrivait que *« toute solution du problème algérien doit avoir l'acceptation de l'immense majorité de la population musulmane »*.

Moi, je demande : est-ce par le redoublement des injustices et des humiliations qu'on se flatte d'obtenir cette acceptation ?

Enregistrons néanmoins cet aveu du « Figaro » car c'est pour avoir depuis le premier jour formulé cette vérité élémentaire que *« toute solution du problème algérien doit avoir l'acceptation de la majorité de la population musulmane »*, que nous essuyons les injures et les menaces de ceux qui, au cri *« d'Algérie française ! »*, sont en train de perdre l'Algérie pour la France.

Mais nous avons dit aussi, et c'est cette seconde vérité qui doit, elle aussi, triompher maintenant, qu'aucune solution, si bonne qu'elle soit sur le papier, si généreuse qu'elle soit même dans ses intentions, n'aura l'acquiescement indispensable de la masse algérienne, si nous ne commençons pas par abattre le mur de méfiance qui existe entre elle et nous, en prenant enfin les mesures propres à la convaincre de notre sincérité et de notre bonne foi, mesures que nous avons inlassablement énumérées...

Pas question de dételer

Ce n'est pas par hasard que j'ai été amené à parler en même temps du drame de notre politique algérienne et de la crise des principes républicains. C'est un seul et même problème.

La recherche d'une solution en Algérie est liée à la reconstruction d'une vie politique démocratique en France, qui exige d'abord que le pouvoir, à Paris et à Alger, ne soit plus aux mains des Sudistes.

L'aggravation du drame algérien, l'impuissance des partis de gauche ou plutôt des hommes de progrès dans tous les partis, sont les fruits de la décadence de la démocratie française. Ce ne sont pas les électeurs dans la nation, ce ne sont pas les militants dans les partis, qui ont choisi la politique algérienne qu'on fait aujourd'hui. Il faut donc leur rendre la parole, il faut assurer la suprématie des républicains dans la République.

Car il n'y a plus de gouvernement républicain. Ou plutôt il n'y a plus de gouvernement du tout. Le pouvoir est morcelé comme ces champs découpés de certains de nos villages. Les Sudistes s'emparent des lopins abandonnés les uns après les autres. Là aussi, le remembrement s'impose, pour la Nation. Il nous faut l'autorité de l'Etat, l'autorité démocratique qui vient du pays, et qui ne sert que le pays.

Nous seuls, les libéraux, les jacobins, les démocrates, nous pouvons assurer la renaissance républicaine, le progrès, la justice pour le peuple et la construction d'un nouvel Empire français, rénové.

Tout est lié. C'est la République, la nôtre, pas celle des intrigants, des affairistes, des sceptiques, des cyniques — c'est notre République qui peut seule assurer la justice entre les Français, la justice sociale — qui peut seule émanciper et associer des peuples de races différentes et leur donner pour tâche commune la gestion et l'exploitation des grandes richesses africaines, garantes de leur promotion et de la nôtre.

Ainsi, pour aucun de nous, il ne peut être question de dételer, de renoncer. Nous ne nous laisserons pas intimider. Ni par la colère des Sudistes qui sentent s'effondrer le monde égoïste et borné d'un passé qui se meurt. Ni par l'ampleur des problèmes. Ni par les déceptions éprouvées.

La bataille continue. Et nous, qui n'avons jamais trahi notre idéal, nous poursuivrons le combat pour la France et pour la République du XX^e siècle.

(1) « Le dossier sur l'Algérie », imprimé sous forme de brochure, qui reproduit les textes (discours, exposés, motions) relatifs à la politique algérienne possible et souhaitable.

SELECTION
DES PLUS BEAUX
VÊTEMENTS AÉRÉS
Tergal, Mohair, Alpaga
Airway, Dacron, etc.
Coupe exclusive
GARY
73, Champs-Élysées, 73
Paris - ELY. 77-76

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

A propos de l'internationalisation du conflit algérien, on a enregistré cette semaine, et de part et d'autre, de surprenantes réactions. Des Français d'Algérie — ceux du bled — ont déclaré : « Pourquoi pas, après tout ? Une commission de l'O.N.U. pourrait arrêter les hostilités et suggérerait **au moins** un partage. C'est mieux en tout cas que la guerre et l'évacuation totale qui peut s'ensuivre.

Quant au leader marocain Allal el Fassi, il est, comme M. Yazid, délégué à New York du F.L.N., ennemi de l'internationalisation. Il craint, pour les Algériens, des résultats « moyen-orientaux ». Comment s'y retrouver ?

★

« UNE dissolution à l'heure actuelle, c'est un crime contre les institutions, un crime contre la Nation. Ne vous laissez pas tenter. »

Cette mise en garde catégorique, adressée par M. Guy Mollet au congrès socialiste de Toulouse, est à noter. Les modérés, en effet, qui estiment avoir le vent en poupe électoralement, se préparent à relancer à la rentrée une campagne en faveur de la dissolution. La formule de M. Guy Mollet indique que les socialistes s'opposeront résolument à une telle éventualité.

★

M. VILLIERS, président du Conseil National du Patronat Français :

« Ce ne sont pas les mesures toujours plus nombreuses, sacrifiant à l'immédiat, qui mettront l'économie en état d'exporter. Aucun effort de redressement n'a été jusqu'ici entrepris.

« Le pays doit être averti des difficultés qui s'annoncent. »

★

DES son arrivée à Toulouse, M. Aneurin Bevan s'entendit demander par un collaborateur de M. Guy Mollet de bien vouloir limiter son intervention devant le congrès à 5 minutes et de soumettre auparavant son texte à la direction de la S.F.I.O.

Celle-ci craignait, en effet, les attaques du leader travailliste contre sa politique ; mais elle redoutait surtout qu'il fasse publiquement allusion à diverses démarches officielles mais secrètes effectuées récemment par l'état-major de la S.F.I.O. auprès des dirigeants du parti travailliste.

Par exemple, à la très vigoureuse protestation qui suivit, au mois de février, la publication dans « L'Express » d'un entretien avec M. Bevan. Ou encore à la démarche très vive effectuée quelques semaines plus tard par le secrétariat général de la S.F.I.O. auprès du Labour Party, lorsque le directeur de l'hebdomadaire « Tribune », M. Michael Foot, ami personnel et ami politique de M. Bevan, protesta dans un message de sympathie à « France-Observateur » contre la saisie de ce journal.

★

M. EDMOND BARRACHIN, au Groupe des Indépendants et Paysans, est le défenseur de la réforme qui porterait à 28 députés au lieu de 14, « l'effectif minimum » d'un groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale.

Conséquence : si cette réforme est votée, 7 groupes devront soit fusionner, soit s'apparenter.

B. G.

Pour l'ÉTÉ
TUNMER
COSTUME deux pièces été, veston droit ville, très léger, 3 coloris : marine, pétrole, gris. 14.300
MOCASSINS sans lacet, velours naturel, semelle caoutchouc, très souple... 3.150
CATALOGUE ILLUSTRÉ SUR DEMANDE
Ouvert les lundis après-midi
TUNMER VOUS EQUIPE
5 PL. SAINT AUGUSTIN PARIS

(Galibert, 1850.)

LE COUP DE CHASSE-MOUCHES
Trois fois, avec le manche.

(*Suite de la page 5.*)

Le 5 juillet, à 13 heures, Alger est conquise. Le ministre des Finances du dey remet au comte de Bourmont le trésor de la Régence (80 millions de francs en or) qui paye largement les frais de l'expédition.

Trente-sept mille hommes convoyés dans 347 bateaux de commerce escortés de trois escadres de 71 bâtiments armés ont quitté Toulon le 25 mai. Les Turcs avaient réussi à réunir 60.000 hommes courageux mais mal commandés. L'armée française n'a eu que 415 morts, dont le propre fils du comte de Bourmont, qui est promu maréchal de France. Pour le gouvernement du roi Charles X, pour le nouveau maréchal de Bourmont, la victoire du 5 juillet est considérable.

Paris est contre

Mais ce n'est pas le sentiment de l'opinion publique française. Rarement, au contraire, victoire fut aussi impopulaire. L'expédition d'Alger a été envisagée, conçue puis décidée contre la nation. Personne ne s'intéressait à l'Algérie, sauf pour déplorer de temps à autre la capture de bateaux égarés près de rivages barbaresques.

La France était en pleine crise politique. Le premier ministre du roi Charles X, le prince de Polignac, était combattu par une opposition grandissante où le libéralisme actif se mêlait aux nostalgies napoléoniennes. M. de Polignac sentait le pays lui échapper ; les élections approchaient. Les rapports de tous les délégués royaux signalaient dans toute la France une vitalité nouvelle de la mentalité révolutionnaire.

A Paris, les journaux les plus actifs, *Le National*, *Le Courrier Français*, *Le Journal des Débats* et l'hebdomadaire satirique *Le Figaro*, s'acharnaient contre les ministres de Charles X sans épargner M. de Chateaubriand, alors ministre des Affaires étrangères.

Lorsque le prince de Polignac décida l'expédition d'Alger, on ne put savoir exactement (et l'on sait mal encore) s'il espérait se servir de l'armée d'Afrique victorieuse pour un éventuel coup d'Etat ou si, comme il le confiait à ses intimes, il espérait recouvrer le prestige et l'autorité morale grâce à une victoire. En tout cas, l'aspect « diversion » de l'expédition d'Alger n'était un mystère pour personne et, parlant de cette expédition, *Le Figaro* écrivait alors qu'elle était :

> « *Un guet-apens militaire organisé contre les libertés politiques (métropolitaines), une diversion vainement essayée en faveur de la gloire, un essai inutile de détourner l'attention de l'opinion publique.* »

La France préparait les journées révolutionnaires de juillet et n'avait de préoccupations qu'intérieures.

Elle reçut dans l'indifférence ou le désaveu l'embryon de son empire nord-africain.

Les corsaires

Depuis trois siècles — exactement depuis l'époque où les Arabes d'Algérie avaient appelé à leur secours les chefs corsaires turcs installés sur les côtes libyennes, tunisiennes et constantinoises pour lutter contre les expéditions espagnoles de Charles-Quint — la Méditerranée était la proie de pirates d'honneur qui rançonnaient les bateaux appartenant aux puissances non musulmanes et faisaient prisonniers tous les chrétiens incapables de payer de fortes rançons. Le 5 juillet 1830, le maréchal de Bourmont délivre 25.000 captifs chrétiens dans la seule ville d'Alger. Au nom de ce mélange de guerre sainte et de banditisme, les corsaires turcs avaient donné à la piraterie une dimension institutionnelle. Le butin était partagé selon des lois rigoureuses. Presque rien ne revenait à l'empire ottoman auquel appartenaient les régences tunisienne et algérienne, sauf un somptueux cadeau annuel que les pachas de Tunis et d'Alger envoyaient aux empereurs turcs pour avoir le droit de prélever en Turquie des tribus de janissaires guerriers qui constituaient leur armée de domination. L'Algérie berbéro-arabe était si morcelée, si divisée en tribus rivales et en factions ennemies qu'il suffisait aux despotes turcs de 20.000 janissaires pour régner sur 3 millions d'Algériens. La seule unité, les Algériens la trouvaient avec l'occupant turc dans la religion. Ni Berbères ni Arabes, les Turcs étaient néanmoins musulmans et c'est eux qui avaient vaincu l'Espagne, ennemie héréditaire de l'Islam. Malgré cela cependant, les Turcs ne dominaient que sur la côte et certaines grandes villes. Ils étaient haïs dans les campagnes et combattus dans les montagnes.

Au Congrès de Vienne

La piraterie avait pris une telle importance en Méditerranée qu'en 1815, au Congrès de Vienne, toutes les puissances européennes réunies chargèrent l'Angleterre d'imposer la suppression des rançons corsaires et l'abolition du trafic d'esclaves.

Pendant toute une période, la France ne s'associa pas aux mesures contre les Turcs d'Alger parce qu'elle se réjouissait des ennuis que ces derniers causaient à l'Angleterre. Cependant, lorsque la piraterie reprit en 1819, la France fit cause commune avec les autres puissances européennes. On espérait du nouveau dey d'Alger, le dey Hussein, qui avait rendu 1.000 captifs chrétiens à l'Europe, et qui manifestait une certaine bonne volonté, un renoncement à ce que les pirates appelaient « le droit de visite » des navires battant pavillon chrétien. Hussein refusa. Les puissances européennes demandèrent alors l'intervention des Turcs qui déclarèrent n'avoir plus d'autorité sur leur ancienne régence.

Le duc et les marchands

Parallèlement à l'activité corsaire, une autre affaire, celle des fameuses « créances livournaises », aggravait de jour en jour les rapports de la France et de l'Algérie. De 1794 à 1796, deux commerçants livournais, installés en Algérie, et brassant au nom du dey d'Alger de très grosses affaires, avaient fourni au gouvernement de la République française des blés pour une valeur de plus de deux millions. Bacri et Busnach, les deux Livournais, s'étaient entendus avec le duc de Talleyrand pour que le règlement de ces créances soit fait par leur intermédiaire. En 1818, à l'avènement du nouveau dey Hussein, la France reconnaissait devoir 7 millions de francs. Mais tandis que le duc de Talleyrand et les commerçants livournais s'étaient arrangés pour faire d'importants prélèvements, le dey Hussein, en droit créancier authentique, voyait réserver par les tribunaux français le remboursement de sa créance.

Trois coups...

En 1824, le dey Hussein, impatient et furieux, réclamait directement au ministre des Affaires étrangères français l'argent qu'on lui redevait. Il lui fut répondu par une fin de non-recevoir, au surplus transmise par le consul de France à Alger, M. Deval, dont tous les historiens s'accordent aujourd'hui à dire qu'il était corrompu et taré. Le dey avait réclamé souventes fois le remplacement du consul. C'est le jour où M. Deval fit part de la réponse du gouvernement français au dey qu'eut lieu le fameux incident du chasse-mouches. M. Deval assure que le dey lui porta « *avec le manche de son chasse-mouches trois coups violents sur le corps* ».

Paris, indigné, réclama des réparations. Hussein refusa. Le blocus d'Alger fut décidé. En 1829, le premier ministre Martignac fut interpellé sur « *l'opportunité de laisser à Alger un fonctionnaire aussi corrompu que M. Deval* ». On envoya alors un nouveau consul, M. La Bretonnière, lequel non seulement n'obtint pas les excuses demandées, mais s'en retourna sur un bateau qui essuya le feu des batteries barbaresques. L'outrage devenait éclatant, il convenait d'y répondre.

Appel à l'Egypte

Avant de se décider en faveur de l'intervention, le prince de Polignae songea à faire intervenir Mehemet Ali contre l'ensemble des régences de l'empire ottoman. L'Eɡypte acceptait

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

CHEFS D'ENTREPRISE...
SYNDICATS PROFESSIONNELS...
et tous ceux qui cherchent à Paris une salle d'exposition bien aménagée, centrale, superficie 450 m2, pensez à le
GALERIE ROYALE
11, rue Royale, PARIS (8e)
ANJou 76-50 ou 51
Quelques expositions :
Draeger - Paris Match - Exposition Féline
Syndicat de la Librairie - Syndicat de la Laine - Fédération du Parapluie - Musée de la Bénédictine - Shell-Berre - Alsthom
Plexigless

en principe de soumettre les Turcs d'Algérie, à la condition de percevoir une avance de 20 millions remboursable en dix ans et de recevoir en cadeau quatre vaisseaux de ligne. La France proposa 10 millions et entendit prêter et non donner les bateaux. (*« Jamais, de l'aveu du roi, des bâtiments sur lesquels a flotté le pavillon français n'en porteront d'autres ! »*) L'Egypte se récusa. Le comte de Bourmont, partisan d'une expédition française, triomphait. Il cherchait depuis longtemps cette occasion.

Un monstre séduisant...

A 26 ans, ce gentilhomme de grands chemins qui devait devenir l'un des personnages les plus pittoresques et les plus discutés de son époque, était le chef d'une armée de Chouans. Prisonnier du Premier Consul, il séduisit Napoléon, qui le libéra pour en faire un général de division. Il fit toutes les campagnes aux côtés de l'empereur, sauf celle de Waterloo. Deux jours avant la défaite, il se mettait au service de la monarchie. Chateaubriand le trouvait *« irrésistiblement séduisant »*. *Le Journal des Débats* écrivait : *« Le traître de Waterloo est certainement un de ces hommes que les femmes appellent monstres avec attendrissement. »* Ministre de la Guerre, sous Charles X, il crut son heure venue avec l'expédition d'Alger.

Mais lorsque Alger serait prise, qu'en ferait-on ? Le gouvernement de Charles X fit la liste des éventualités, et plutôt que de choisir, s'en remit au futur maréchal de Bourmont.

Que faire d'Alger ?

Voici la liste :

1° *Nous retirer après avoir fait une paix qui oblige le dey à nous accorder les trois points indiqués plus haut, et qui, de plus, mette à couvert nos intérêts particuliers, par la stipulation d'une indemnité de guerre de cinquante millions.*

2° *Enlever à la capitale de cette régence les moyens de défense qui l'ont encouragée jusqu'à présent à braver l'Europe ; ainsi : raser les forts, enlever les canons, mais laisser, du reste, le gouvernement tel qu'il est, en lui imposant les conditions ci-dessus.*

3° *Pour rendre plus certaine encore l'impuissance des Algériens à l'avenir, combler leur port après avoir détruit les fortifications du môle et de la ville.*

4° *Reconduire les milices turques en Asie et établir à la place du dey un prince maure ou arabe avec un gouvernement national.*

5° *Après avoir détruit la régence, faire d'Alger un simple pachalik, à la nomination du sultan.*

6° *Donner Alger à l'ordre de Malte.*

7° *Garder Alger et coloniser la côte, nous avons quelque sujet de penser que la Russie et la Prusse inclineraient vers l'adoption de ce parti.*

8° *Partager tout le pays entre les puissances de la Méditerranée, de manière qu'en partant de l'Est et en allant à l'Ouest, l'Autriche aurait Bône ; la Sardaigne, Stora ; la Toscane, Djidjelli ; Naples, Bougie ; la France, Alger ; le Portugal, Tenes ; l'Angleterre, Arzeu ; l'Espagne, Oran.*

Signé : PRINCE DE POLIGNAC.

Vers la conquête

Le maréchal de Bourmont avait choisi quant à lui, et dès le 5 juillet. Lorsque la ville fondée par les Turcs et fortifiée par les captifs chrétiens capitule, il se voit à la tête d'un nouveau royaume.

Mais, le 11 août, il apprenait que les « Trois Glorieuses » avaient chassé Polignac, entrainant la chute de Charles X. Alors, sous son influence, *« quelques officiers supérieurs pensèrent se servir de leurs troupes contre le nouveau régime. Ils durent y renoncer devant l'hostilité de l'armée et de la marine qui arborèrent la cocarde et le drapeau tricolores* (1).

Et M. de Bourmont se réfugia en Espagne.

La conquête de l'Algérie allait, sans lui, durer un demi-siècle.

(1) Ch.-André Julien : *Histoire de l'Afrique du Nord.*

(Suite page 10.)

UNE RÉPONSE FRANÇAISE

par Gaston DEFFERRE

(Charpentier-L'Express.)
M. GASTON DEFFERRE
Les événements se précipitent...

L'OPINION n'a pas eu de répit. Les commentaires de la radio et de la presse sur les débats du congrès socialiste prenaient fin et l'opinion préoccupée, inquiète de ne pas apercevoir une issue au drame, commençait à peine à s'intéresser au nouveau sujet du jour, le marché commun, que le discours du sénateur américain Kennedy et quelques autres interventions ont brutalement remis au premier plan l'affaire d'Algérie.

En demandant non seulement l'indépendance de l'Algérie mais surtout l'internationalisation du problème, le parlementaire américain a sans doute cru bien faire.

Au même moment Aneurin Bevan, qui a assisté aux travaux du congrès socialiste, déclare dans un article que nos alliés anglais ne peuvent pas rester indifférents aux conséquences d'une guerre d'Algérie indéfinie.

Et, de leur côté, plusieurs parlementaires français disent à la tribune de l'Assemblée nationale, dans le débat sur les traités européens, que la prolongation des hostilités en Algérie risque de compromettre gravement les chances de la France en Europe.

L'internationalisation du problème algérien est, en fait, posée.

★

IL ne serait pas sérieux de répondre aux attaque lancées contre nous par d'autres attaques, à ce que nous considérons comme injurieux par d'autres injures. Il faut examiner avec sang-froid les données du problème et prendre position avec fermeté, mais sans nous laisser égarer par la passion.

Il ne suffit pas de déclarer que l'Algérie est une question qui est de la compétence exclusive de la France. Nous devons d'abord chercher à comprendre pourquoi nos alliés veulent intervenir dans cette affaire sinon nous ne pourrons pas les convaincre. Nous devons ensuite leur exposer toutes les conséquences qu'aurait leur intervention, ou celle de l'O.N.U.

★

LES raisons qui déterminent les Anglais et les Américains à intervenir sont claires.

La puissance de destruction atomique de l'U.R.S.S. et des U.S.A. est arrivée à un tel degré qu'il est probable que chacun des deux pays dispose d'assez de bombes pour détruire l'autre.

Mais les U.S.A. ont une grande supériorité sur la Russie : les bases de départ de leurs avions encerclent la République soviétique.

Les Américains ne veulent laisser ouvrir aucune brèche dans ce système de protection. Ils ne veulent pas que leurs bases du Proche-Orient soient menacées par ce qui pourrait se passer en Afrique du Nord.

Quelqu'un a dit qu'ils ne jouaient pas avec nous un double jeu mais un jeu double. Ils ne cherchent pas à nous chasser de nos départements ou territoires d'outre-mer. Mais, tout en étant nos alliés, ils ne veulent pas être pris au dépourvu. Ils veulent être prêts à prendre notre place, directement ou par personne interposée, en cas de défaillance de notre part. Comme ils l'ont fait en Indochine.

Les Anglais veulent maintenir leurs positions dans le Proche-Orient. Ils ont besoin de pétrole qui ne soit pas payable en dollars. Ils ne veulent pas que leurs chances de continuer à jouer un rôle dans cette partie du monde soient compromises par nous.

★

NI les Américains ni les Anglais ne se rendent sans doute compte que le problème algérien est un cas particulier, qui n'a pas d'équivalent, qui ne peut pas être réglé comme celui du Maroc ou de la Tunisie. Et que la perte brutale de l'Algérie, à laquelle nous conduirait fatalement une intervention internationale, aurait des conséquences tellement graves que la situation de l'Europe, et par conséquent de l'Occident, risquerait d'en être bouleversée.

Mais si nous ne trouvons pas une solution au problème, si la situation continue de s'aggraver comme elle n'a cessé de le faire depuis bientôt trois ans, ils chercheront tous à nous imposer le règlement que nous n'aurons pas su trouver nous-mêmes. Et ils en ont les moyens, hélas ! Suez l'a montré.

★

LES interventions étrangères (Amérique, Angleterre, O.N.U....) aboutiraient fatalement, et brutalement, à l'indépendance pure et simple de l'Algérie.

Pourquoi ? Parce que dans une négociation engagée sous la contrainte internationale, ou par l'intermédiaire d'une tierce puissance, la France aurait perdu dès le départ la maîtrise des pourparlers. N'ayant pas choisi sa politique, fixé elle-même sa volonté, défini les limites acceptables, elle serait pratiquement à la merci de l'adversaire. La négociation en vérité n'aurait pas lieu avec la France mais avec les puissances qui y auraient amené la France, malgré elle. Ce serait une négociation perdue d'avance.

Nous serions comme un homme qui au lieu de marcher librement, de déterminer le but qu'il veut atteindre et le chemin par lequel il veut passer, est poussé irrésistiblement par derrière et contraint d'avancer, sans pouvoir se diriger, ni s'arrêter.

Le gouvernement du moment trouverait peut-être dans cette contrainte internationale une excuse, voire une justification, à l'abandon de l'Algérie. Il est plus facile de rejeter les responsabilités de l'échec sur les autres que de les prendre soi-même avant qu'il soit trop tard. On entend déjà ceux qui diraient : « Nous étions sur le point de l'emporter, tout aurait été réglé si les puissances étrangères, ou l'O.N.U., n'étaient pas intervenues... »

Mais l'opinion publique française n'acceptera pas sans réagir une telle « solution ». Le régime n'y résistera probablement pas.

Et le fascisme, qui s'emparerait alors du pouvoir, préparerait, qu'on le veuille ou non, l'accession ultérieure du communisme aux leviers de commande. De là, peut-être, une nouvelle guerre mondiale...

Nos alliés n'ont sans doute pas apprécié toutes les conséquences d'une internationalisation qui conduirait fatalement à l'échec français en Algérie.

★

MAIS il ne suffit pas de le leur expliquer. Il faut qu'ils aient la conviction que nous réglerons nous-mêmes cette affaire avant que leurs intérêts vitaux ne soient menacés, ou compromis.

Il faut que nous proposions nous-mêmes une solution qui soit vraiment de nature à rétablir la paix. Et sans abandon.

Cette solution existe.

C'est l'établissement d'un statut d'autonomie interne avec un Parlement et un gouvernement algériens chargés des affaires intérieures de l'Algérie : finances, économie, travaux publics, agriculture, santé, instruction publique, etc.

Les intérêts communs pourraient être confiés à un haut-commissaire, nommé par le gouvernement français, chargé de la défense nationale, de la politique extérieure, de la monnaie, de la justice de droit français, etc.

Cette autonomie interne doit faire aux Français leur place. Aucune des deux communautés ne doit être sacrifiée. Cela est possible.

Une négociation directe et secrète, engagée par le gouvernement français, en utilisant ceux qui ont intérêt à ce que la guerre cesse en Afrique du Nord, permettrait, aujourd'hui encore, de réaliser un accord sur la mise en place d'un statut de ce genre. A condition de ne pas attendre, de se décider vite, de prendre l'initiative.

★

LE danger effrayant d'une internationalisation du problème algérien ne semblait pas devoir nous menacer avant la prochaine session de l'O.N.U., en septembre-octobre. Le voici qui se précipite. Je suis convaincu que cette alarme va ouvrir bien des yeux.

Ceux qui, au Parlement en particulier, sont convaincus comme moi que la construction de l'Europe est une nécessité vitale ne peuvent ignorer encore que la prolongation de la guerre condamne la France à rester paralysée. Alors que la paix en Algérie appuierait la France de toute la force, et de toute la richesse d'avenir, de l'Afrique.

Je ne cherche pas à avoir raison. Je ne me réjouis pas de voir mes prévisions se réaliser. J'ai seulement le désir passionné que nous nous décidions enfin à agir, avant qu'il ne soit trop tard. Que nous évitions — et nous le pouvons — cette défaite accablante, désastreuse pour notre pays qu'est l'internationalisation prochaine, et la perte, de l'Afrique.

G. D.

(Copyright « L'Express ».)

L'internationalisation de l'Algérie est imminente. Ce serait un désastre. Il faut agir. Et c'est possible...

PARTIS

Comme prévu, la direction du parti socialiste a remporté la victoire au congrès de Toulouse. Mais, dans chaque fédération, des idées nouvelles, inquiétudes ici, espoirs là, ont fait leur chemin...

Les socialistes bouleversés

(De notre envoyé spécial à Toulouse)

« *IL n'y a que ma politique ou l'indépendance de l'Algérie* », a dit M. Robert Lacoste. Le congrès socialiste de Toulouse paraît lui avoir donné raison : par 2.547 mandats sur 3.912, la S.F.I.O. a adopté les conclusions de la direction du parti favorables à la poursuite de la « pacification » en Algérie.

La thèse nouvelle de la négociation pour une autonomie interne présentée par M. Gaston Defferre a recueilli 779 mandats (19,9 %). Celle de la vocation nationale algérienne conduisant à l'indépendance, soutenue par les « minoritaires », a réuni 498 suffrages. Il y avait 45 abstentions et 43 absents.

Ainsi, depuis le précédent congrès socialiste, à Lille, en juillet 1956, la minorité a progressé (de 9,7 % à 12,7 %) et la majorité a nettement rétrogradé (de 88,9 % à 65,1 % des mandats).

Il reste que M. Guy Mollet a été félicité pour sa politique à la tête du gouvernement (où il a accompli « une œuvre sans précédent ») ; que M. Robert Lacoste a reçu quitus pour son action en Algérie ; que les positions officielles de la S.F.I.O. demeurent à peu près inchangées avec l'appui des deux tiers des militants du parti.

Mais ainsi résumée en données statistiques, la conclusion donnée aux délibérations du parti-pivot de la législature est loin de refléter le véritable climat du congrès de Toulouse. Quand l'éditorialiste du *Populaire* écrit : « *Le parti a constaté son unanimité sur tous les problèmes, sauf un : l'Algérie...* » — c'est-à-dire sur l'essentiel — il oublie sans doute que M. Guy Mollet lui-même a reconnu à la tribune : « *J'ai observé dans le congrès une sorte d'inquiétude sur le problème algérien.* »

La formule est faible : « *C'est un parti socialiste à la fois divisé et bouleversé qui sort des assises nationales de Toulouse* », écrit *Le Monde*.

Les signes

Les dirigeants, organisateurs du congrès, en étaient eux-mêmes si conscients que la plus en vue des traditionnelles citations des « grands ancêtres » inscrite sur les murs de la salle en faisait l'aveu. Dès l'accès de l'immense nef, on lisait, en effet, sur une banderole : « *Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont infiniment plus précieuses et fécondes que l'infaillibilité du meilleur comité central. Rosa Luxembourg.* »

En pénétrant dans la salle, les familiers des congrès socialistes ne trouvaient plus l'atmosphère habituelle, un peu sectaire peut-être, mais fraternelle et plutôt dynamique, des assises de la S.F.I.O. Visiblement, l'assistance était inquiète, désorientée ; son accablement contrastait avec le ton de certitude, l'attitude sereine des leaders. Les militants étaient venus chercher à Toulouse un apaisement à leur angoisse : aussi tous les orateurs, même ceux de la minorité, furent-ils écoutés dans un silence tendu d'attention — au contraire de ce qui s'était passé en 1956 à Lille — sinon applaudis et suivis. Peut-être apportaient-ils une réponse, une solution ?

A chaque instant, des incidents mineurs révélaient la gravité de la crise qui apparaît beaucoup plus profonde que celle de la C.E.D. Jamais, au temps de la C.E.D., un militant fidèle du parti n'aurait signé un livre intitulé « Le socialisme trahi ». Jamais surtout on n'a relevé dans les congrès autant d'indices de malaise.

Le maire socialiste de la ville invitante n'est pas à la gare pour accueillir le chef du parti ; donnant une réception à l'hôtel de ville, il n'y prie que les ministres en exercice — ce qui le dispense d'y inviter M. Guy Mollet. Le procédé est relevé à la tribune même du congrès par un militant du Nord, agissant à l'instigation du secrétaire général.

La discipline du temps de parole est souple envers les « majoritaires », même comme M. Max Lejeune, rigoureuse pour les minoritaires, comme M. Mazier, député des Côtes-du-Nord, que le président de séance interrompt définitivement en lui criant : « Va-t-en ! »

A Muret, chez M. Vincent Auriol, qui s'abstient soigneusement de paraître au congrès, sont invités les leaders des différentes oppositions à la direction.

« *Je ne retrouve plus dans mon parti l'atmosphère d'autrefois* », s'inquiète à la tribune M. Charles Lussy, qui poursuit : « *Il fut un temps où on faisait une distinction entre la conquête et l'exercice du pouvoir, où le parti ne pratiquait pas une vocation ministérielle qui n'est pas dans sa nature...* »

Enfin, le représentant du plus puissant des « partis frères », M. Aneurin Bevan, venu apporter le salut des travaillistes anglais, est pratiquement ignoré par les dirigeants, sauf pour limiter à cinq minutes son temps de parole, pour exiger que le texte de son intervention leur soit soumis avant d'être prononcé.

Tout socialisme autre que celui de la direction officielle de la S.F.I.O. est suspect.

La machine

Comment, s'il en était ainsi, cette direction a-t-elle pu faire approuver son action et ses positions par les deux tiers des fédérations ?

Il y avait, à Toulouse, 800 congressistes environ, mais 377 délégués seulement, porteurs de 3.912 mandats. Près du tiers de ces mandats — 1.134 exactement — sont détenus par cinq des « fédérations-bastions » : le Nord (409), le Pas-de-Calais (398), la Haute-Vienne (111), la Gironde (110) et la Seine-et-Oise (106).

Sûre d'être privée cette fois de l'appui des Bouches-du-Rhône (347), la direction avait fait, avant le congrès, un très gros effort sur la Fédération de la Seine (270) où ses partisans ont enlevé les positions des minoritaires et maintenu leur influence. L'une des raisons de cette situation est que la Seine est une pépinière d'officiels du parti, membres des cabinets ministériels, employés permanents, etc.

Les cinq fédérations-bastions énumérées ci-dessus sont monolithiques, c'est-à-dire que, par statut, la minorité n'y est pratiquement pas représentée, ou ne doit pas s'exprimer. Sur leurs 1.134 mandats, que détenaient à Toulouse 80 délégués, il n'en a manqué que 54 à la direction.

Qui sont ces 80 délégués qui imposent ainsi, pratiquement, leur loi au parti ? Il faut cinq années de présence au parti pour siéger au congrès : ce sont donc, en général, de vieux militants, représentatifs des cadres de la S.F.I.O.

Parmi ces cadres on trouve, selon les statistiques officielles, 50,9 % de fonctionnaires et employés et 10,1 % de membres des professions libérales alors qu'un recensement détaillé du parti a fait apparaître dans sa masse 33,3 % seulement de fonctionnaires et employés et 2,6 % de professions libérales. Pour les ouvriers, la proportion est inverse : ils représentent 24,3 % des militants, mais seulement 11,4 % des cadres. A l'Assemblée, on compte actuellement 4 ouvriers socialistes pour 33 fonctionnaires, instituteurs et professeurs.

Comment se situent-ils socialement ? Les personnages influents sont souvent fonctionnaires de l'Etat, comme M. Delabre, cinquante et un ans, du Pas-de-Calais, qui est instituteur, et M. J.-R. Guyon, cinquante-sept ans, inspecteur principal des Contributions directes dans la Gironde. Ou des fonctionnaires municipaux comme M. Augustin Laurent, soixante et un ans, chef de la Fédération du Nord et secrétaire de mairie. Bon nombre de parlementaires exerçaient une profession libérale : ainsi de M. Notebart, quarante-trois ans, représentant de commerce et député du Nord ; de M. Just Evrard, cinquante-neuf ans, directeur commercial et député du Pas-de-Calais ; de M. Le Bail, professeur agrégé et député de la Haute-Vienne. On n'avait guère parlé de la carrière de « journaliste » de M. Pierre Commin, cinquante ans, avant qu'il n'accède au secrétariat général intérimaire et n'entre au Sénat.

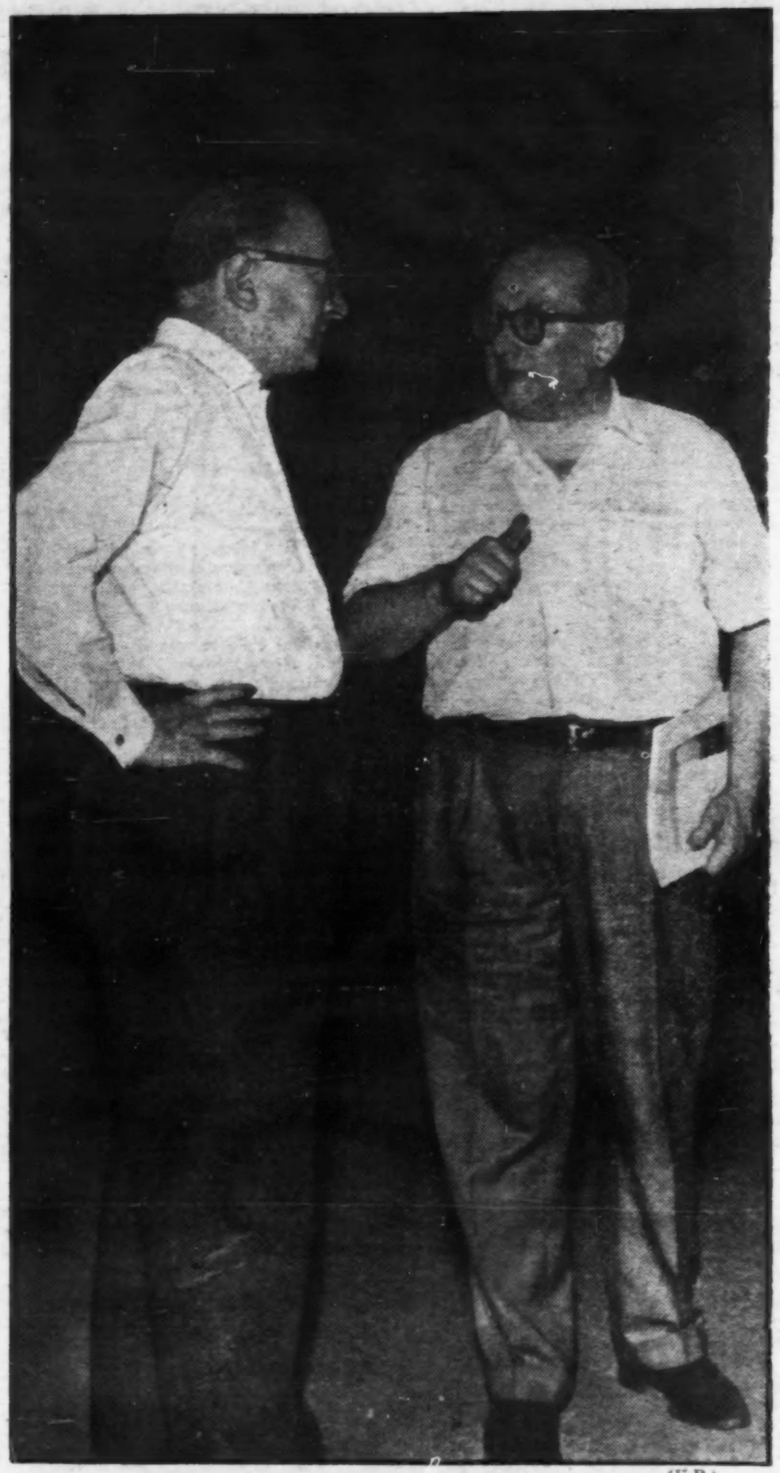
Leur âge enfin : parmi les cadres, 71,5 % ont plus de quarante ans, et les « moins de trente ans » n'atteignent pas 6 % des effectifs.

Pourquoi ?

Fonctionnarisation, vieillissement, dépendance : faut-il penser que les votes de ces 80 délégués au congrès qui, avec le tiers des mandats, forment le gros des troupes de la direction, s'expliquent par le fait que leur vie matérielle, leur carrière administrative ou professionnelle, leur situation sociale dépendent, parfois dans une large mesure, de l'état-major du parti ? Non.

La plupart de ces hommes gardent leur indépendance d'esprit et de jugement. Entrés à vingt ans au parti, sans considérations d'intérêt ou de carrière, et souvent même malgré de telles considérations, ils ont vu dans le socialisme une foi, née d'une colère et d'un espoir. Cette foi s'est bientôt appuyée sur une doctrine presque savante qu'interprétaient les guides sûrs comme Jean Jaurès, Léon Blum ou Harold Laski. De tels chefs ont su di-

(*Suite page* 12.) →



(U.P.)

MM. PIERRE COMMIN ET GUY MOLLET A TOULOUSE
La chemise Lacoste, de rigueur.

Pour tous vos problèmes
CAOUTCHOUC
(NATUREL ET SYNTHÉTIQUE)
AMCO
7, avenue Emile-Massard
Tél. GAL. 85-65 PARIS (17e)
TUYAUX - JOINTS
PIÈCES MOULÉES
ARTICLES
DE PROTECTION

DINER-DÉBAT
des « AMIS DU DROIT »

Mardi prochain 9 juillet, à 20 heures précises, dans les salons du Cercle Républicain, 5, avenue de l'Opéra, la jeune Association des Amis du Droit et la revue « Justice des Hommes » organisent un important dîner-débat sur les sujets « La Justice politique » et « La Justice militaire » auquel participeront notamment MM. Jacques Isorni et J.-L. Tixier-Vignancour, députés, Léo Hamon, sénateur, l'écrivain Marcel Jouhandeau, Me Pierre Stibbe, etc., et... le public.

Le couvert : 2.000 francs ou 1.500 francs pour les membres des Amis du Droit. Tenue de ville. Présence des dames souhaitée. Réservation préalable indispensable ; écrire au Centre national des Amis du Droit, Vendôme (Loir-et-Cher).

Un Commonwealth français

par Aneurin BEVAN

J'AI suivi les débats du congrès socialiste de Toulouse avec une gêne croissante qui s'est finalement transformée en une véritable irritation. J'avoue que je n'étais pas préparé à cette note de chauvinisme aigu qui éclatait dans les discours des défenseurs de la politique française à Suez et en Algérie, et particulièrement dans le discours de M. Guy Mollet.

J'ai d'abord éprouvé quelques scrupules à intervenir dans les controverses qui divisent le parti socialiste français, mais je me suis rendu compte — surtout en écoutant M. Mollet — que nous ne pouvons plus nous en tenir à l'écart car elles nous concernent directement.

De nombreux libéraux et socialistes français m'ont affirmé que le déclenchement de l'affaire de Suez avait été directement lié à l'affaire d'Algérie. La conviction générale, du moins dans les milieux « orthodoxes », semblait être que Le Caire était le principal responsable des difficultés françaises en Algérie. La Grande-Bretagne ayant été le partenaire de la France dans l'aventure de Suez, il nous est donc impossible de nous désintéresser des considérations qui ont déterminé l'attitude psychologique de la France dans cette circonstance. La solution du drame algérien est par conséquent un problème dans lequel les intérêts de la Grande-Bretagne sont engagés à peine moins immédiatement que ceux de la France.

Une fausse idée

SI la note chauvine qui résonnait dans les discours des défenseurs de la politique française en Algérie m'a profondément choqué, c'est qu'elle m'a paru trahir le développement en France d'une psychologie morbide. Une fausse idée de la grandeur passée et les fantômes de gloires anciennes sont devenus les mauvais conseillers de la France. Sans doute cette nostalgie se retrouve-t-elle également dans le parti conservateur britannique, mais elle a été exaspérée en France par les déboires d'une histoire récente dans laquelle la France a joué un rôle plus mineur encore que la Grande-Bretagne.

Ce refus d'accepter les réalités contemporaines et cette fuite dans le passé sont désastreux. Ils créent un état d'esprit dans lequel il est impossible d'arriver à des conclusions saines et qui permet aux avocats d'une politique de « fermeté » de renforcer leur prestige aux yeux d'une grande partie de la population.

Il m'a été pénible d'entendre M. Guy Mollet justifier sa politique à Suez avec des arguments que nous avons souvent entendus en Grande-Bretagne dans la bouche des conservateurs. Ils ne sont pas plus convaincants dans celle de M. Guy Mollet, mais certainement plus affligeants pour des socialistes. Il était particulièrement douloureux d'entendre M. Mollet affirmer qu'il ne regrettait rien d'une opération dont chacun admet aujourd'hui qu'elle nous a menés au bord d'une troisième guerre mondiale.

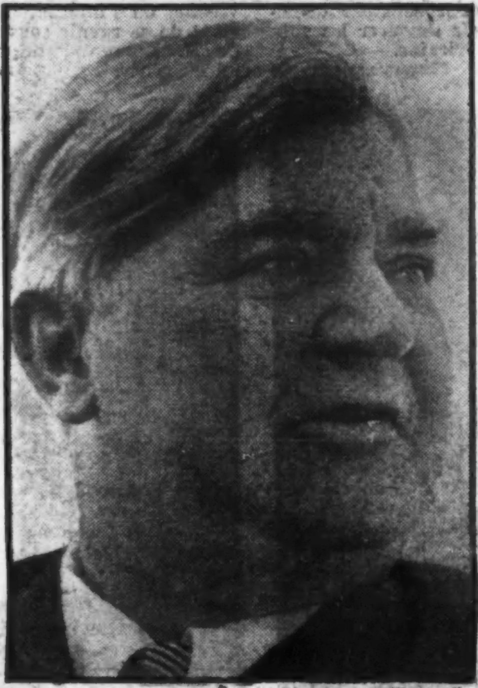
Une surprenante docilité

POUR un Britannique habitué à des congrès socialistes au cours desquels les délégués réagissent avec une franche violence contre les opinions qu'ils trouvent inadmissibles, l'apparente placidité, sinon la docilité des délégués de Toulouse était surprenante. D'après les explications qui m'ont été données, les délégués n'ont pas osé protester contre les paroles de M. Mollet sur l'affaire de Suez car celle-ci, étant toujours mal comprise en France, offre un mauvais terrain d'attaque.

Il me semble qu'il y a là, au contraire, une raison impérative pour exposer franchement à l'opinion française ce que pense le reste du monde de cette absurde aventure. L'isolement ne peut que nourrir la psychologie morbide que j'ai décrite tout à l'heure et je crois que dans la circonstance, une thérapeutique de choc ne ferait que du bien à la France.

Pour justifier sa politique algérienne, M. Guy Mollet n'a rien pu trouver de mieux que d'insister sur le fait que la situation en Algérie est sans parallèle dans le monde. Il a même calculé que si la proportion d'Anglais établis aux Indes était la même que celle des Français en Algérie, ils eussent été là-bas 40 millions. Ces chiffres sont sans doute exacts, mais ne prouvent rien. Ce n'est pas parce que le problème est à cet égard plus difficile en Algérie qu'il ne l'était aux Indes qu'il faut renoncer à le résoudre. Le calcul de M. Mollet ne change rien au principe fondamental selon lequel la majorité des Algériens ne doit pas être privée de ses droits à l'autodétermination pour sauvegarder les intérêts d'une minorité, si importante soit-elle.

M. Guy Mollet a pu dire également avec raison que la situation en Algérie s'était déjà dangereusement détériorée avant que lui et ses collègues arrivent au pouvoir. Mais en quoi cela justifie-



(Reuter.)

M. ANEURIN BEVAN
Une raison impérative pour parler franchement.

rait-il la poursuite de la politique qui a précisément conduit à cette détérioration ? Ce serait au contraire une raison pour en changer. *Je n'ai pu trouver personne à Toulouse, de quelque tendance que ce soit, qui estime que l'actuelle politique algérienne puisse réussir.*

Par ses allusions à la politique britannique en Inde, M. Guy Mollet m'a délivré de la crainte de paraître m'immiscer dans les affaires françaises. Nous avons déjà eu en Angleterre à faire face à des problèmes analogues et c'est ce qui me pousse aujourd'hui à suggérer les éléments d'une solution.

Un rendez-vous loyal

JE pense qu'il faudrait introduire dans la situation un élément catalyseur auquel l'opinion française et l'opinion algérienne seraient toutes deux contraintes de réagir. Accorder l'indépendance à l'Algérie du jour au lendemain est évidemment impossible. L'une des malheureuses conséquences de la politique suivie jusqu'à présent est qu'il n'existe en Algérie aucun groupe de dirigeants jouissant d'une autorité et d'un appui populaire suffisants pour que l'indépendance puisse lui être conférée sans danger. Mais le principe de l'indépendance doit être accepté par la France.

Il ne suffit pas cependant de le proclamer sans engagement précis : les Algériens n'y croiraient pas. La reconnaissance du droit à l'indépendance doit être accompagnée d'une promesse plus spécifique. Il me semble que la France pourrait adopter, comme nous l'avons fait avec succès pour l'Inde — et plus récemment pour le Ghana — la méthode du « rendez-vous loyal » : elle fixerait un délai suffisamment long, par exemple de dix ans, au bout duquel l'indépendance serait effectivement accordée. Les différents groupes algériens auront ainsi le temps d'aboutir à un compromis, de régler leurs différends et de se préparer à leurs futures tâches. Si l'indépendance était accordée dès maintenant, elle serait probablement utilisée comme un moyen de revanche contre la population européenne. Celle-ci ne pourrait donc l'accepter.

Trois éléments

LES trois éléments d'une solution du problème algérien me semblent être les suivants :

1. La proclamation par la France de son intention d'accorder l'indépendance à l'Algérie.
2. L'aménagement d'un délai pendant lequel les différentes tendances de l'opposition algérienne pourraient se fondre dans un large courant.
3. Un effort pour débarrasser la population européenne des craintes qui ne sont légitimes que dans le cadre de la désastreuse politique actuelle.

Il est probable que si un « délai amortisseur » de dix ans était aménagé, il serait difficile, même aux plus extrémistes des Français d'Algérie, de continuer à défendre la politique de force.

D'ailleurs, le « rendez-vous loyal » devra être assorti de mesures immédiates destinées à renforcer les éléments les plus évolués des deux camps. Il est indispensable de tout faire pour consolider leur position en Algérie, car c'est d'eux que dépendra l'avenir de ce pays. Si, en revanche, l'éclatement de la population algérienne vers les deux pôles de l'extrémisme se poursuivait, la situation deviendrait désespérée.

L'histoire montre que dans les situations de ce genre, il importe d'éviter une cristallisation des antithèses qui ne laisserait plus que le choix entre la résignation ou la révolte. Lorsque l'indépendance est octroyée ou conquise dans de telles conditions, il en résulte deux conséquences graves : la population locale réagit si violemment contre tout ce qui vient de la métropole qu'elle va jusqu'à supprimer les institutions qui lui sont le plus utiles, et le groupe qui s'empare du pouvoir, manquant totalement d'expérience et de cadres administratifs, non seulement a tendance à établir une dictature militaire, mais n'a aucune autre possibilité.

Une nouvelle grandeur

SI, comme certains le craignent, les Français d'Algérie tentaient de s'opposer par la force à une solution d'ensemble du problème algérien, s'inspirant de l'exemple des pires éléments de l'Afrique du Sud, alors je suis convaincu que non seulement l'opinion musulmane mais l'opinion socialiste du monde entier serait révoltée. La France se retrouverait alors dans un état d'isolement moral que tous ceux d'entre nous qui vénèrent ce pays et ses grandes traditions ne pourraient que déplorer.

Si la politique que j'ai suggérée ou une politique analogue était adoptée, il est probable que l'amertume et les tensions actuelles seraient oubliées et que l'Algérie, comme la Tunisie et le Maroc, serait prête à maintenir les relations les plus étroites avec la France. A côté du Commonwealth britannique, pourrait naître alors un Commonwealth français qui marquerait le début d'une nouvelle période de grandeur pour la France et pour l'Angleterre, infiniment plus bénéfique pour le monde que celle que nous laissons derrière nous.

A. B.

(*Copyright « L'Express »*.)

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

le
Charbon
richesse
nationale
EMPRUNT 1957
Publi Morin

UNE PENDERIE DANS VOTRE VOITURE
posée instantanément sans clou ni vis
AMERICA supporte 7 cintres et remplace
donc une valise

Pas de vêtements froissés et ils sont tout de suite disponibles à l'arrivée
DEUX AMERICA permettent de suspendre un hamac pour bébé
AMERICA se fixe à cheval sur la vitre de votre portière et lui permet quand même de se fermer entièrement. En vente : Spécialistes accessoires auto et Grands Magasins
PRIX : 695 fr.
Renseignements, gros et exportation :
NOUVEAUTES MONDIALES
12, rue des Coutures-Saint-Gervais, PARIS-3e

VINS D'ALSACE
GEYL et BASTIAN
Maison fondée en 1898
NEGOCIANTS à
VENDENHEIM (BAS-RHIN)
BEBLENHEIM (HAUT-RHIN)

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Suite de la page 10.)

riger le socialisme entre les écueils du nationalisme et de l'étatisme tyrannique qui, tous deux, s'en réclamaient. L'habitude est née ainsi d'écouter les dirigeants du parti, de leur faire confiance. Surtout quand il s'agit de problèmes aussi difficiles que l'affaire d'Algérie : comment ne pas suivre, malgré l'inquiétude que chacun ressent, l'homme qui vient de présider, seize mois durant, le gouvernement et qui est le chef du parti depuis dix ans ?

Seulement, depuis dix ans, le parti a perdu les trois quarts de ses adhérents : 90.000 membres aujourd'hui, contre 360.000. Sa clientèle électorale a changé insensiblement, glissant vers le centre et la droite. Ses chefs ont admis, sinon encouragé, le repli progressif vers des positions conformistes, voire nationalistes.

A Toulouse, M. Robert Lacoste et surtout M. Guy Mollet parlaient constamment à la tribune du congrès des « *copains du gouvernement* », de son « *esprit d'équipe* », de « *Ramadier, ce chic copain dont on veut faire aujourd'hui un bouc émissaire* » et des « *copains du parti* », renonçant presque au vocable traditionnel de « *camarades* » ou à la formule républicaine de « *citoyens* ». Le ton épousait la pensée : pour M. Mollet, les communistes sont « *les bolchos* » ; M. Lacoste parle des « *pisse-copie* » qui écrivent dans les journaux de gauche, dénonce les « *intellectuels fatigués* ». Et M. Max Lejeune... (voir « En plein boom ! », page 4).

La sentimentalité, le « patriotisme de parti » aidant, la machine, une fois de plus, a fonctionné comme prévu. Mais les militants, même les plus disciplinés, ont suivi dans un silence extraordinairement attentif le dialogue tendu qui a opposé les dirigeants à leurs contradicteurs, et en particulier à M. Defferre décrivant une proposition constructive.

On a vu des fédérations animées par un ministre sortant, comme celle de l'Aveyron que dirige M. Ramadier, se retirer en bloc de la majorité ; les « ultras », dont M. Boutbien s'était fait le porte-parole, n'ont pas réussi à obtenir qu'un hommage soit rendu, dans le texte final, à M. Lacoste; pour l'élection au comité directeur, tous les ministres d'hier et d'aujourd'hui — sauf deux — et les trois secrétaires du parti ont perdu des voix. *Et finalement, trente-sept fédérations, au lieu de six seulement l'an passé, n'ont pas donné la préférence au texte de la direction du parti.*

Les convictions, les inquiétudes, la sincérité des militants, n'ont pas pu être vraiment bâillonnées par la bureaucratie, ni apaisées par le « copinage ». Une évolution s'est dessinée. Le parti socialiste, on peut le prévoir dès maintenant, n'acceptera pas jusqu'au bout de rester lié à une politique d'échec.

P. V.-P.

ALGÉRIE

A Washington, à Vienne, à Tunis, à Londres, la France trouve aujourd'hui des conseillers pressants. Ils seront demain des censeurs, peut-être des adversaires...

La pression monte

LA surprise provoquée mardi à Paris par le discours du sénateur américain John F. Kennedy a été d'autant plus grande que l'opinion, jusqu'à ce jour, pouvait considérer les différents témoignages de sympathie que l'administration du président Eisenhower avait donnés à la France comme reflétant fidèlement les sentiments des Américains.

Il y eut, l'an dernier, le discours de M. Douglas Dillon, ancien ambassadeur des U.S.A. à Paris, exprimant sa confiance au gouvernement français pour trouver une solution libérale en Algérie. Il y eut le discours de M. Cabot Lodge, représentant américain aux Nations Unies, discours qui entraina l'assemblée internationale à un vote de non-intervention. Il vient d'y avoir enfin la vigoureuse note de M. Foster Dulles aux ambassadeurs des pays arabes, indiquant que les Etats-Unis n'envisageaient pas d'intervenir dans l'affaire algérienne.

Or c'est précisément trois jours après cette dernière note que le sénateur Kennedy a choisi de rendre public son réquisitoire contre la politique du gouvernement français en Algérie. Sans doute, aux Etats-Unis, le sénateur démocrate passe-t-il pour nourrir des ambitions électorales. M. John F. Kennedy, 40 ans, descendant d'une vieille famille catholique, entendrait prendre la place de M. Adlai Stevenson aux élections de 1960. Pour cela, il lui faut s'attaquer avec vigueur au trio Dulles-Lodge-Dillon sur un thème, la politique algérienne, où les positions de M. Stevenson sont assez conformes à celles de l'administration.

La double politique

Mais, comme le font remarquer les observateurs américains à Paris, plus l'on accuse John F. Kennedy d'ambition, plus on souligne l'impopularité aux Etats-Unis de la politique algérienne de la France : puisque c'est en la dénonçant que le sénateur démocrate croit pouvoir s'assurer les voix des électeurs américains.

En tout cas, l'intervention de M. Kennedy insiste sur des préoccupations qui ont toujours touché l'opinion américaine. Il prend date, face à l'administration Eisenhower, de telle sorte que si une solution n'est pas trouvée rapidement, la politique de « non-intervention » — réaffirmée avec force par M. Foster Dulles dans sa réponse à M. Kennedy — risque d'être vite dépassée.

La politique de M. Dulles présente d'ailleurs plusieurs aspects et peut-être avait-on tort de n'être attentif qu'à ceux qui étaient favorables à la France. En effet, tandis que les Etats-Unis ménageaient officiellement les susceptibilités françaises, les envoyés spéciaux du président Eisenhower, et notamment MM. Nixon et Richards, tenaient au sultan du Maroc et à M. Bourguiba un langage d'une autre netteté. M. Nixon était encore à Tunis lorsque, le 25 mars dernier, M. Irving Brown, représentant les puissants syndicats américains, avait déclaré :

> « *Tout le peuple américain est pour la reconnaissance de l'indépendance algérienne (...) Je rappelle aux Algériens ce que je disais aux Tunisiens durant leur lutte : nous nous tenons à vos côtés et mettrons tout en œuvre pour que notre gouvernement, ainsi que la communauté atlantique, comprennent qu'il faut apporter une aide totale à l'indépendance algérienne.* »

C'est dans cette optique que le congrès de la Confédération internationale des syndicats libres s'ouvre vendredi à Tunis, où se trouve le secrétariat général de l'Union générale des travailleurs algériens, d'obédience F.L.N., l'U.G.T.A., qui fait déjà partie de la C.I.S.L.

Concert critique

Tandis que la guerre d'Algérie empêche la fédération nord-africaine de former, les chefs syndicalistes américains entendent déjà créer la fédération syndicale nord-africaine dont le sultan du Maroc a déclaré qu'elle serait « la préfiguration de l'unité du Maghreb ».

Le changement officiel de la politique américaine à propos de l'Algérie est donc bien préparé par des activités officieuses. Ce changement n'a pas encore eu lieu. Mais il risque de survenir, et plus tôt qu'on ne le craignait, car la politique française en Algérie ne trouve pas qu'à Washington des censeurs sévères. A Vienne, où l'Internationale socialiste vient de se réunir sous la présidence de M. Morgan Phillips, son secrétaire général, M. Aneurin Bevan compte exprimer les craintes que la courtoisie l'a empêché d'exprimer à Toulouse. En tout cas, il sera discuté à Vienne, et par les délégués d'un grand nombre de pays, d'une affaire française : la question algérienne. Pour la première fois, en Suisse, en Belgique et en Allemagne de l'Ouest, des journaux indépendants et modérés ont fait le procès cette semaine de la politique algérienne du gouvernement français. Bref, le conflit a pris une telle dimension qu'un nombre croissant de pays étrangers se sentent concernés par lui et se croient le droit de le juger.

Sans doute les arguments que M. Foster Dulles a avancés en faveur de la France sont loin d'être sans valeur. Il est bien vrai que le colonialisme des Soviétiques qui ont écrasé les tentatives de libération du peuple hongrois devrait davantage accaparer l'attention du monde libre que les difficultés de la France. Mais c'est un fait que les syndicalistes américains, les travaillistes anglais et en général le monde libre pensent que le communisme sera d'autant plus facile à combattre, surtout au Moyen-Orient, que l'on sera sans reproche du côté occidental. La guerre d'Algérie, selon eux, fait au contraire le jeu des communistes. C'est l'explication qui est souvent donnée, depuis quelques jours, à la réserve surprenante dont les Russes font preuve sur l'affaire algérienne.

(Reflet.)

MM. IRVING BROWN ET MORGAN PHILLIPS
A Paris, des oreilles sifflent.

EST - OUEST

Parce que deux savants lui promettent des bombes « propres », Eisenhower hésite à faire un premier pas vers le désarmement...

Un espoir s'éloigne

(*Correspondance de Washington*)

SI M. Zaroubine, qui est ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, avait les mains libres et l'esprit d'à-propos, il remuerait actuellement ciel et terre pour faire accepter au Kremlin les dernières propositions de désarmement de M. Stassen. M. Zaroubine, auquel on attribue du goût pour les petits plaisirs de la vie, se munirait ensuite d'une cargaison de cigares et d'alcool et, calé dans un fauteuil, jouirait du désarroi et de la consternation que l'acceptation soviétique sèmerait à Washington.

Ce n'est plus guère un secret, en effet, que le gouvernement américain redoute maintenant un accord de désarmement ; qu'il a, comme l'écrivait Stewart Alsop, « *subordonné la suspension des explosions atomiques à des conditions que pratiquement tout le monde croit inacceptables pour les Soviétiques* » ; et qu'il règne maintenant, comme l'écrit James Reston, « *une telle désunion dans les milieux dirigeants, que même si les Soviétiques acceptaient toutes les propositions de M. Stassen, il est improbable que le gouvernement américain les ratifierait* ».

Nouvelle bataille

Depuis que le président Eisenhower, le 19 juin dernier, a donné son accord public à une suspension inconditionnelle des explosions atomiques, Washington a de nouveau été le théâtre d'une grande bataille entre les « pacifiques » et les « ultras ». La semaine dernière, encore, son issue était incertaine. Le président, auquel appartient le dernier mot en matière de désarmement, résistait victorieusement à l'assaut des « durs », menés par M. Dulles, l'amiral Radford (chef d'état-major) et l'amiral Strauss (Energie atomique).

L'amiral Radford affirmait qu'il n'avait aucune confiance en la possibilité de vivre en paix avec l'U.R.S.S. M. Dulles faisait valoir que les Russes étaient épuisés et que la poursuite de la course aux armements les contraindrait à un recul sur tous les fronts. L'amiral Strauss, enfin, déclarait qu'une suspension des explosions l'obligerait à fermer ses centres de recherche, car les scientifiques (dont la majorité n'ont pas de contrat) émigreraient vers l'industrie privée, où l'avenir leur paraîtrait plus sûr.

A ces arguments, Eisenhower opposait la « loi du cœur » :

> « *Je vais me répéter,* dit-il aux journalistes, *mais ce que je vais vous dire, je le ressasse jusque dans mes rêves : il ne peut pas y avoir de vainqueurs dans une guerre future.* »

Le président estimait que les grandes puissances devaient donner dès maintenant un gage de bonne volonté (la suspension des explosions atomiques) et que, ce premier pas accompli, la course aux armements le céderait progressivement à une atmosphère de confiance.

Arguments humanitaires

L'amiral Strauss allait s'avouer battu. Mais au dernier moment il fut

REAL SCOTCH TAILOR
1, rue Auber
PARIS (Opéra)

John Baillie

vous souhaite
de bonnes vacances

Un conseil !... Pensez à commander en temps utile, votre costume d'été, d'automne et même d'hiver

Ne ferme pas en août

rejoint à Washington par deux vieux alliés : les professeurs Teller et Ernest Lawrence. Ces deux savants, principaux théoriciens de l'énergie thermonucléaire, avaient déjà bataillé contre le professeur Oppenheimer, et avaient fourni à l'amiral Strauss les armes pour éliminer ce pacifique et scrupuleux savant. Ils allaient cette fois fournir à l'amiral les arguments humanitaires pour « gagner l'esprit du président ».

Pilotés par Strauss, Teller et Lawrence allèrent trouver M. Eisenhower et plaidèrent avec lui durant quarante minutes. « Ils m'ont dit, révéla le président la semaine dernière, qu'ils produisent déjà des bombes dont la retombée radioactive (susceptible d'empoisonner des millions de civils) est inférieure de 96 % à celle des bombes dites « sales ». Mais ils vont plus loin que cela. « DONNEZ-NOUS QUATRE OU CINQ ANS POUR POURSUIVRE NOS ESSAIS, disent-ils, ET NOUS PRODUIRONS UNE BOMBE ABSOLUMENT PROPRE. » Le président ajouta que l'élimination des retombées radioactives serait un grand bienfait pour l'humanité, qu'elle permettrait de ramener la guerre sur le champ de bataille et, emporté par son enthousiasme, il conclut : « *J'espère que les Soviétiques eux aussi apprendront à produire des bombes propres et à s'en servir.* » Un arrêt, même conditionnel, des essais atomiques était exclu par implication.

Attrape-nigaud ?

Pendant qu'au Pentagone on poussait des soupirs de soulagement et se félicitait de ce que le président ait enfin « vu clair », les partisans de la détente et du désarmement (parmi lesquels M. Bohlen, ambassadeur à Moscou) se montraient atterrés. « S'il faut attendre le dernier perfectionnement technique avant de conclure un accord, disaient-ils, l'accord ne se fera jamais. Il y aura toujours quelqu'un pour brandir au dernier moment une nouvelle invention. »

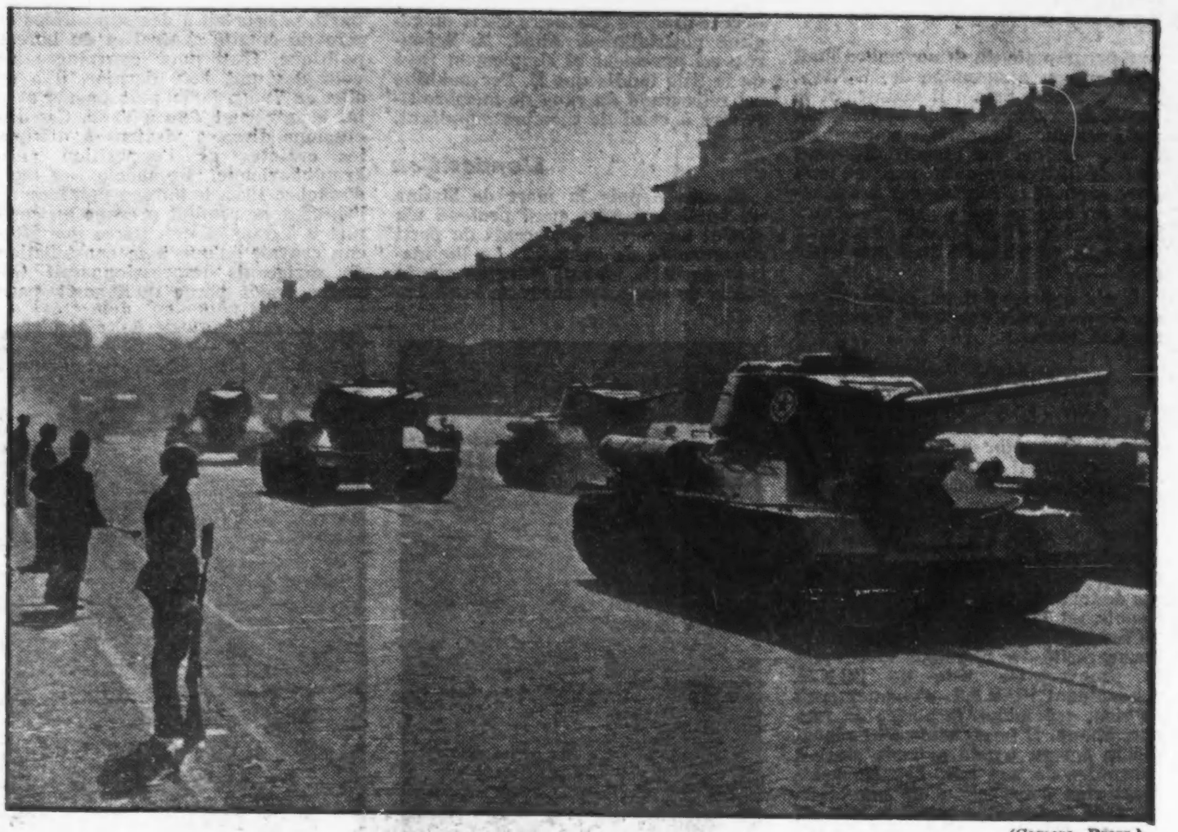
Chez les experts indépendants, on se demandait si la bonne foi du président n'avait pas été surprise. *Time*, par exemple, écrivait dans une enquête sur les « bombes propres » : « Du point de vue militaire, elles ont deux inconvénients : 1° elles sont extrêmement coûteuses ; 2° elles sont précieuses lorsqu'il s'agit d'anéantir une ville qui doit être occupée aussitôt après, mais elles manquent de la puissance des bombes « sales »... L'idée de produire des bombes propres n'est pas issue du cerveau des militaires. Il est probable qu'on cherche surtout à créer des bombes produisant une radioactivité maximum mais de faible durée. On pourrait ainsi dépeupler des pays entiers tout en permettant à l'envahisseur d'habiter, au bout d'un mois ou deux, leurs maisons silencieuses. »

Des savants impartiaux et parfaitement au courant des problèmes nucléaires murmurent que « *la bombe « absolument propre » est un attrape-nigaud* ». Les retombées radioactives, expliquent-ils, proviennent de la fission de l'uranium. Il faudra toujours un détonateur d'uranium pour amorcer une bombe H. Ce détonateur ne peut en aucun cas comporter moins que la masse critique d'uranium, masse qui est de plusieurs livres. Lorsque MM. Teller et Lawrence parlent de bombes « propres », ils veulent simplement dire que les 750 kilos d'uranium bon marché que contenait la première bombe américaine à trois phases peuvent être remplacés dans une large mesure par de l'hydrogène lourd beaucoup plus coûteux. Au demeurant, les 4 % de force explosive qui, dans une super-bombe « propre », continuent à provenir de la fission de l'uranium, ces 4 % représentent encore l'équivalent de 600.000 tonnes de T.N.T. — soit 30 fois plus d'uranium que n'en contient une bombe de type « Hiroshima ». « *Tous les faits scientifiques connus*, déclarait entre autres le correspondant scientifique du « New York Times », *font de la « bombe absolument propre » une impossibilité physique.* »

Une victoire ?

Chez ceux-là mêmes, pourtant, qui, savants, hommes politiques ou simples citoyens, regrettent que le président soit revenu sur sa décision de suspendre les essais atomiques, il ne se trouve personne pour douter de la sincérité d' « Ike ». Faute d'autres sources de renseignements, le président s'est, en toute bonne foi, incliné devant l'avis de ses conseillers scientifiques les plus haut placés.

Les négociations de désarmement de Londres prendront fin dans trois semaines. A ces négociations, que le président considérait le mois dernier comme « les plus encourageantes depuis dix ans », personne n'ose plus prédire une issue positive. « *Le groupe Strauss-Radford*, écrit Stewart Alsop, *a remporté une victoire marquante et probablement définitive. Nous prépare-t-elle des lendemains meilleurs ou pires ? Seule l'histoire nous le dira.* »



(Camera Press.)

LES TANKS DE L'ORDRE A BUDAPEST
La préméditation est établie.

HONGRIE

● ***Crime passionnel ou crime prémédité ? L'assassinat de la Hongrie a été commis de sang-froid. Un document le prouve.***

Un point d'histoire

DANS la nuit du 3 au 4 novembre 1956, à Budapest, trois officiers hongrois faisaient face à trois généraux soviétiques. « Ils discutaient les modalités techniques du départ des troupes russes, la cérémonie de l'évacuation, le remplacement des monuments soviétiques. Vers minuit, les six militaires furent interrompus par l'entrée d'un personnage dont l'uniforme ne permettait pas de distinguer le rang. Il s'agissait du général Serov, chef de la sûreté soviétique. Il annonça que la délégation hongroise se trouvait en état d'arrestation. Surpris, le général Malinine, chef de la délégation soviétique, eut un geste d'indignation. Le général Serov s'approcha de lui et lui murmura quelque chose à l'oreille. Le général Malinine haussa les épaules, puis ordonna aux délégués soviétiques de quitter la pièce. C'est donc en vain qu'à 5 h. 56 M. Nagy invita les membres de la délégation hongroise à rejoindre immédiatement leurs postes. »

Ce récit du rôle du général Serov dans la répression de l'insurrection hongroise se trouve dans le rapport fort détaillé (plus de 400 pages) que vient de publier la « Commission spéciale de l'O.N.U. pour le problème hongrois ». Basée sur les déclarations de 111 témoins directs, cette reconstitution du drame hongrois a, selon les propres termes du rapporteur K. C. O. Shann (Australie), l'allure d'une enquête policière.

Qualifié cette semaine, à Budapest et à Moscou, de « tissu de mensonges », le rapport Shann y a été interdit. Dans d'autres pays, il est en train de devenir un « best-seller » : il apporte des détails inédits et parfois fondamentaux à la compréhension du drame hongrois.

« L'assassinat de la Hongrie » fut-il un « crime passionnel » ? Peut-il être admis au bénéfice de circonstances atténuantes ? Ou s'agit-il, au contraire, d'un « crime prémédité » et exécuté de sang-froid ? Le rapport Shann donne sur ces points les révélations suivantes :

La manifestation d'étudiants qui déclencha l'insurrection, à Budapest, date du 23 novembre au soir. Or, « dès les 20 et 21 octobre, des ponts flottants furent assemblés à la frontière hungaro-soviétique. C'est par ces ponts que les forces soviétiques entrèrent en Hongrie, le 24 octobre, à 1 heure du matin. Les forces soviétiques en Roumanie furent mises en état d'alerte dès les 21 et 22 octobre. Or, à ces dates, le premier ministre hongrois, M. Hegedüs, et le premier secrétaire du P.C. hongrois, M. Gerö, se trouvaient en Yougoslavie. Ils étaient partis le 13 octobre. Ils ne rentrèrent que le 23, dans l'après-midi ». Qui donc a « appelé au secours » les troupes soviétiques ?

Selon la version officielle, soutenue devant l'O.N.U. par M. Chepilov, ce fut M. Nagy, dès sa nomination comme premier ministre, le 24 octobre au matin.

> « *Il est décidément difficile de comprendre*, écrit le rapport Shann, *comment les chars soviétiques purent arriver à Budapest le 24 octobre à 2 heures, en réponse à une invitation adressée le même jour au gouvernement de l'U.R.S.S.* »

Les préparatifs entrepris par les Soviétiques dès le 20 octobre, quatre jours avant l'insurrection générale, détruisent plutôt la thèse selon laquelle le Kremlin, dupé par la clique de Rakosi, aurait été pris de court par l'émeute et y aurait réagi dans un réflexe de panique. Tout porte à croire que les dirigeants russes prévoyaient des troubles et qu'ils étaient résolus à les réprimer impitoyablement.

Nagy prisonnier

Le rapport Shann apporte également des éléments nouveaux sur les efforts délibérés de M. Gerö pour ruiner l'autorité de M. Nagy. Celui-ci fut convoqué le 23 octobre au soir chez M. Gerö alors que l'émeute populaire prenait de l'ampleur. M. Gerö l'accueillit avec ces paroles :

> « *Tout cela est votre faute. A présent vous allez mijoter dans votre propre jus.* »

Le lendemain matin, en dépit de ses protestations, M. Nagy fut nommé premier ministre. En fait, il fut enfermé dans un bureau de la rue Akadémia et mis dans l'impossibilité de communiquer avec le monde extérieur. Dans la matinée du 24, M. Gerö porta à M. Nagy le texte d'un discours et lui dit : « *Lisez-moi ça dans le dictaphone.* » Le discours commençait par cette apostrophe : « Bande de rebelles fascistes », et continuait sur le même ton. M. Nagy refusa de le prononcer, ce refus dût-il lui coûter la vie. Il refusa encore quand, le lendemain, M. Gerö le somma de signer un document antidaté, invitant les troupes soviétiques à occuper la Hongrie. Jusqu'au 28 octobre au matin, M. Nagy fut le prisonnier de l'A.V.H. (police politique) ; des policiers armés le menaçaient, dans son dos, de leurs pistolets, pendant qu'il recevait les délégations populaires. Ce ne fut qu'après un ultimatum du commandant de la police de Budapest que l'A.V.H. se retira du Parlement et que M. Nagy put s'entretenir librement avec les délégués.

Le rôle de Kadar

Quel fut ensuite le rôle de M. Kadar, chef de l'actuel « gouvernement » hongrois ? A-t-il joué un « double jeu » dès son ralliement, le 26 octobre, au gouvernement Nagy ? N'a-t-il fait mine de soutenir celui-ci que pour mieux le trahir par la suite ? Le rapport Shann ne justifie pas cette thèse simpliste. Le ralliement de Kadar au programme de M. Nagy avait toutes les marques d'une profonde sincérité. Le 1er novembre, alors qu'il venait de dénoncer le traité de Varsovie et de proclamer la neutralité hongroise, M. Nagy fut violemment pris à partie par l'ambassadeur soviétique, M. Andropov. Kadar, qui assistait à la discussion, contre-attaqua M. Andropov en ces termes :

> « *Peu m'importe mon avenir politique. Je suis Hongrois avant tout ; je descendrai dans la rue et je lutterai contre vos chars de mes mains nues.* »

Jusqu'au 3 novembre, Kadar resta aux côtés de M. Nagy, ce qui détruit la version officielle, selon laquelle il aurait, dès le 1er novembre, fondé un parti dissident. Dans la nuit du 3 au 4 novembre, toutefois, après une visite à l'ambassade soviétique, M. Kadar prenait la tête d'un « gouvernement » pro-soviétique. Comment expliquer ce revirement ? Selon toute apparence, les Soviétiques invitèrent Kadar à un entretien, dans l'après-midi du 3 novembre. Ils lui déclarèrent vraisemblablement que M. Nagy était inacceptable pour l'U.R.S.S., que la seconde intervention soviétique aurait lieu de toute manière dans la nuit, et que Kadar aurait toute liberté d'effectuer les réformes promises par M. Nagy s'il acceptait de prendre la tête d'un gouvernement pro-soviétique.

Sauver les meubles ?

Kadar, qui est un homme aussi sincère que peu subtil, semble avoir cru qu'en acceptant cette offre, il pourrait « sauver les meubles ». Le fait est que

→

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

→

son programme du 4 novembre était identique au programme de M. Nagy, à deux points près : il maintenait le traité de Varsovie et le système du parti unique. Considéré comme un traître par tout son peuple, dépourvu de tous instruments du pouvoir, tenu pour quantité négligeable par des généraux soviétiques qui « gouvernaient » à sa place et violaient ses promesses, Kadar découvrit qu'il était une triste dupe.

Il n'y a pas eu deux interventions soviétiques, mais une seule, conclut le rapport Shann.

> *« Le départ de l'armée soviétique, le 1er novembre, a été dicté par son désir d'améliorer ses positions en vue d'une intervention plus massive. Des préparatifs à cette fin ont été menés sans relâche à partir des derniers jours d'octobre. »*

Il s'agit donc d'un « meurtre prémédité, avec circonstances aggravantes ». Prononcé par des juges au-dessus de tout soupçon (un Australien, un Danois, un Tunisien, un Cinghalais et un Uruguayen), ce verdict a son poids. La nervosité des réactions soviétiques le prouve. Un vote de l'O.N.U. condamnant l'U.R.S.S. n'augmenterait en rien, cependant, la portée du rapport Shann. Il ferait seulement rebondir la guerre froide et irait ainsi à l'encontre de son but. Les Hongrois n'ont rien à espérer d'un accroissement de la tension mondiale. Ils ont beaucoup à espérer, en revanche, de la détente. C'est pourquoi il n'existe pas actuellement, à l'O.N.U., de majorité désirant voter un blâme à l'U.R.S.S.

U. R. S. S.

● ***Staline avait attendu cinq ans pour éliminer l'opposition. Trois ans ont suffi à Kroutchev. Mais...***

Plus vite que Staline

LA bombe a éclaté jeudi matin à Moscou et dans le monde : au cours d'une session secrète, le Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. révoque trois membres titulaires de son bureau politique et un suppléant.

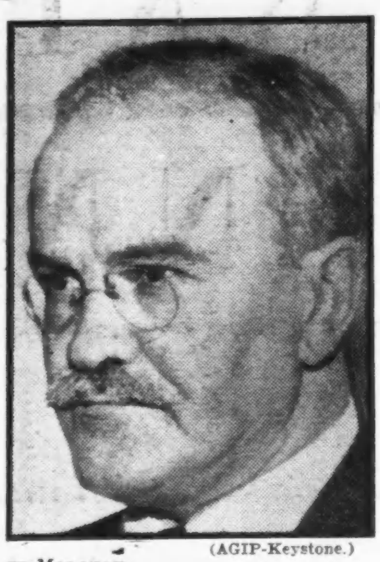
MM. Molotov, Kaganovitch et Malenkov, ainsi que, dans une moindre mesure, M. Chepilov, sont accusés publiquement d'avoir formé un groupe « antiparti » et d'avoir mené une « activité fractionnelle » condamnée par le parti bolchevik depuis le temps de Lénine.

Un long communiqué précise qu'ils ont essayé d'entraver toutes les décisions populaires prises récemment par Kroutchev tant en politique étrangère que sur le plan intérieur, décisions qui laissent espérer aux Soviétiques une période de paix et une augmentation du niveau de vie.

D'autre part, bien que le communiqué reste silencieux sur leurs crimes, la nouvelle composition du bureau politique consacre la disparition ou la dégradation de plusieurs chefs du régime poststalinien. Ainsi, M. Sabourov est purement et simplement rayé de la liste tandis que M. Pervoukhine est rétrogradé du rang de membre titulaire à celui de membre suppléant.

L'opposition

Jamais depuis la mort de Staline un bouleversement aussi profond n'a atteint les cercles dirigeants du parti communiste de l'U.R.S.S. La liquidation de Beria n'avait entraîné que la chute de quelques chefs de la police



MM. MALENKOV ET MOLOTOV
Quoi de nouveau...
(AGIP-Keystone.)

MM. KAGANOVITCH ET CHEPILOV
...depuis Staline ?
(AGIP-Keystone.)

secrète, laissant pratiquement intacts les cadres supérieurs du régime. Le départ de Malenkov du poste de président du Conseil n'avait été accompagné d'aucune épuration d'envergure.

Or, aujourd'hui, le remaniement concerne le successeur désigné de Staline (Malenkov), les « consciences » de la vieille garde du parti (Molotov et Kaganovitch) et les plus brillants représentants de la nouvelle génération de dirigeants (Chepilov, Sabourov, Pervoukhine).

On sait depuis longtemps que M. Kroutchev, premier secrétaire du parti, se heurtait à des oppositions au sein du comité central et du bureau politique. C'est pour convaincre ses collègues que, l'été dernier, il a dû aller en Yougoslavie, puis amener avec lui le maréchal Tito à Yalta. Ces discussions directes visaient à dissiper les craintes de l'opposition antikroutchevienne. De même, au mois d'octobre 1956, le bureau politique de l'U.R.S.S. se rendait presque au complet à Varsovie, non parce que Moscou croyait qu'une telle constellation de dirigeants impressionnerait Gomulka, mais parce qu'il avait paru impossible de déléguer à l'un d'entre eux le soin de régler seul cette question délicate.

Des divergences encore plus graves se manifestaient parmi les dirigeants sur le développement économique de la Russie. Aussi bien pour son plan de défrichement des terres vierges en Asie centrale que pour la priorité des investissements dans les industries lourdes, M. Kroutchev n'avait pu faire triompher son point de vue que d'extrême justesse. Les mesures prises jeudi nous ont appris également que son plan de réorganisation de l'administration économique, voté par le Soviet suprême il y a deux mois, n'était pas le fruit d'un accord unanime entre les dirigeants. Plus même : selon le journal communiste italien « Unita », la discussion engagée sur ce thème prit bientôt la forme d'une véritable bataille pour le pouvoir et précipita la chute des opposants.

Staline a dû attendre jadis de longues années avant de pouvoir épurer des opposants à sa politique le Comité central du parti. Ce n'est qu'en 1927, c'est-à-dire pratiquement cinq ans après la retraite de Lénine de la vie politique, qu'il a pu porter les premiers coups sérieux à son opposition. M. Kroutchev agit aujourd'hui plus rapidement et plus résolument. Son prédécesseur liquidait les oppositions une à une : il frappe en même temps des tendances différentes, même si un acte d'accusation commun à tous les exclus a été dressé.

L'amalgame

MM. Malenkov et Molotov se situaient probablement à des pôles opposés au sein du bureau politique. Le premier s'était distingué, dès son arrivée au pouvoir, comme le partisan le plus résolu d'un changement de méthode du gouvernement. Le second était le plus conservateur et le plus fidèle aux traditions staliniennes de tous les dirigeants soviétiques. S'il leur arrivait de voter ensemble contre Kroutchev dans les réunions du bureau politique, c'était sûrement pour des raisons fort différentes.

Mais le secrétaire général, loin de rendre publique une analyse claire des fautes de chacun, a utilisé la vieille technique de « l'amalgame » pour discréditer ensemble tous ses adversaires. Ainsi M. Malenkov perdra beaucoup de sa popularité dans le pays pour s'être associé à la « fraction » de M. Molotov qui, populaire dans la vieille garde stalinienne, est largement détestée dans l'opinion soviétique comme la gardienne des traditions de l'ancien régime.

La liste des nouveaux membres du bureau politique prouve d'ailleurs que M. Malenkov a été la principale victime de l'opération : tous ses anciens ennemis ont été mobilisés pour qu'elle réussisse. En effet, des hommes comme M. Chvernik ou M. Briejnev ont toutes les raisons d'en vouloir à celui qui, à peine devenu président du Conseil, les a relégués à des postes de second plan. Or ils rentrent au bureau politique, prenant ainsi leur revanche sur leur ancien détracteur. Quant à MM. Sabourov et Pervoukhine, ils avaient commencé une carrière fulgurante sous M. Malenkov et leur étoile n'a commencé à pâlir qu'avec le déclin de leur protecteur. Aujourd'hui, son limogeage définitif les précipite également en disgrâce.

La méthode choisie par M. Kroutchev pour liquider ses adversaires et l'acte d'accusation dressé contre eux relèvent donc d'une technique purement stalinienne et témoignent des grandes ambitions personnelles du nouveau secrétaire général. Cependant, tous les arguments utilisés contre MM. Malenkov, Molotov et leurs compagnons sont des arguments antistaliniens. Ce fait confirme l'ampleur de la déstalinisation en Russie et aussi que les Soviétiques exigent qu'elle soit vigoureusement poursuivie. Il est symptomatique également que les exclus ne soient pas « liquidés physiquement » comme au temps de Staline et que leur éviction ne s'accompagne pas d'une purge monstre de tous leurs partisans.

Le climat nouveau

Mais ceux qui viennent d'être ainsi limogés savent bien le sort qui les attend si M. Kroutchev réussit dans ses desseins et devient peu à peu un second Staline. Ils savent que Staline aussi d'abord a exclu l'opposition en usant d'arguments politiques et que, beaucoup plus tard (neuf ans, dans certains cas), il l'a traînée devant des tribunaux où il n'était plus question de simples divergences idéologiques, mais de crimes contre l'Etat. On peut être assuré que, pour éviter un sort semblable, les exclus, d'aujourd'hui ne feront pas l'erreur de l'ancienne opposition qui cherchait à amadouer Staline par des concessions de toutes sortes.

Après la décision de jeudi, la lutte politique entre les dirigeants soviétiques risque de prendre de l'ampleur. Dans cette épreuve, M. Kroutchev — quelles que soient les craintes que peuvent inspirer ses ambitions personnelles — ne représente pas, et de loin, vu de l'extérieur, la mauvaise politique. Au contraire, en Yougoslavie et en Pologne et dans le camp des déstalinisateurs en général, on poussera un grand soupir de soulagement en apprenant la disgrâce de MM. Molotov et Kaganovitch. Et celle aussi de M. Chepilov, qui s'était acquis une triste notoriété en se posant comme un nouveau Jdanov dictant des consignes aux intellectuels communistes. Des sentiments plus nuancés s'exprimeront sûrement quant au sort réservé à M. Malenkov. Mais, ici aussi, le mystère qui entoure encore la vie politique du Kremlin ne permettait pas de décrire avec certitude l'ensemble de ses conceptions, surtout dans le domaine de la politique étrangère.

Comme il y a un an, dans son rapport secret contre Staline, M. Kroutchev semble de nouveau vouloir prouver qu'il « déstalinisera » son pays. Mais le pli est pris : tous ses actes, même lorsqu'ils sont dirigés contre les staliniens, portent l'empreinte des méthodes staliniennes.

K. S. K.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.

Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES	200 fr.
3 SEMAINES	300 —
1 MOIS	400 —
2 MOIS	650 —
3 MOIS	750 —

Règlement à **L'EXPRESS**, 37, Champs-Elysées
soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris

LE DOCUMENT DE LA SEMAINE

LE RAPPORT KENNEDY

Le sénateur démocrate Kennedy a présenté cette semaine devant le Sénat américain un rapport sur l'Algérie que toute la presse a commenté mais qui n'a pas encore été publié en France. "L'Express" donne ici le texte intégral de ce document.

JOHN KENNEDY

LA guerre d'Algérie place les Etats-Unis dans l'impasse diplomatique la plus grave qu'ils aient connue depuis la crise indochinoise. Mais nous avons jusqu'ici évité d'affronter résolument ce problème, refusant même d'admettre qu'il nous concernait. Nulle question n'exige plus d'efforts de la part de nos stratèges politiques et pourtant il n'en est pas une qu'ils n'aient davantage négligée. Je déplore d'avoir aujourd'hui à faire cette analyse, car j'espérais, lorsque j'ai entrepris il y a quinze mois l'examen de cette affaire, que le Département d'Etat s'en chargerait devant le Congrès et l'opinion. Mais j'estime aujourd'hui que le Sénat a le droit d'être mis au courant des données essentielles de la crise.

Je déplore plus encore d'avoir à m'ériger en censeur de notre plus ancien et plus fidèle allié. Nous n'oublierons jamais l'aide que la France nous a apportée quand nous combattions pour notre propre indépendance, ni le rôle constructif que ce pays a toujours joué dans l'histoire. Je ne veux pas que notre politique soit antifrançaise, pas plus que je ne la veux antinationaliste. Et je suis convaincu qu'un nombre croissant de Français, devant la patience et l'endurance desquels je veux m'incliner, sont prêts à comprendre que les préoccupations que j'exprime dans ce discours vont dans le sens de leurs véritables intérêts.

L'Algérie concerne-t-elle directement les Etats-Unis ?

LES diplomates français et américains se sont entendus depuis plusieurs années pour déclarer que l'Algérie ne constitue pas un problème de politique étrangère américaine, ni un problème international. On postulait qu'il s'agissait d'une affaire intérieure française, d'un soulèvement local. Mais quelles qu'aient pu être jadis la validité et la véracité de ces thèses, les faits brutaux sont là : l'évolution des nationalismes africains et l'extension de la crise ont fait aujourd'hui de l'Algérie une affaire internationale qui intéresse nécessairement les Etats-Unis.

400.000 soldats français font la guerre en Algérie et les forces continentales de l'O.T.A.N. sont de ce fait réduites à l'état de squelette. La guerre en Algérie a considérablement affaibli les espoirs que les Occidentaux mettaient dans le Marché commun, elle a compromis sérieusement les réformes de l'O.E.C.E. en imposant à la France une réduction de ses importations et une véritable économie de guerre. A maintes reprises, on a demandé la discussion de cette affaire par les Nations Unies. Mais nos déclarations équivoques et notre opposition à l'examen de la situation ont chaque fois porté préjudice à notre position de leader et à notre prestige au sein de cette organisation. Cette guerre a sapé nos relations avec la Tunisie et le Maroc qui ont naturellement conscience de leur solidarité avec les buts des leaders algériens et qui nous reprochent de faire dépendre notre aide de l'accord de la France, alors que cette dernière prend à leur égard des mesures de représailles économiques parce qu'ils soutiennent les nationalistes algériens.

Elle a amoindri la force et l'efficacité de la doctrine Eisenhower pour le Moyen-Orient et porté préjudice à nos programmes d'information et d'aide à l'étranger. Elle a mis en danger l'existence de certaines de nos bases aériennes du plus haut intérêt stratégique, et menacé les avantages géographiques acquis au détriment de la zone d'influence communiste. Elle a affecté notre position aux yeux du monde libre, notre prestige et notre sécurité. Elle a fourni de puissants arguments aux propagandistes anti-occidentaux en Asie et au Moyen-Orient et elle sera encore le problème le plus épineux lors de la conférence qui réunira en octobre prochain, à Accra, les nations libres d'Afrique. L'espoir de ces nations est pourtant, en facilitant le passage des anciennes colonies à l'indépendance, de frayer des voies qui permettront au grand continent africain de rester lié à l'Occident.

La guerre d'Algérie enfin a progressivement amenuisé les ressources et sapé le moral de l'un de nos plus anciens et plus importants alliés — une nation dont la vigueur est absolument vitale pour le monde libre. La France a été contrainte par ce conflit de remettre à plus tard des réformes intérieures. Elle a dû abandonner d'importants projets de développement économique et politique en Afrique noire, au Sahara et au sein de l'Union européenne. L'un des résultats de la guerre d'Algérie, c'est que la France doit affronter un parti communiste plus puissant que jamais au moment où le communisme recule partout en Europe. Elle l'amène à poursuivre la presse libre et à réprimer toute critique, à donner libre cours à la colère et au sentiment de frustration d'un peuple qui ne connaît aucune stabilité ministérielle. Elle l'a conduit à l'expédition « casse-cou » de Suez.

L'Algérie n'est plus aujourd'hui un problème pour la France seule et elle ne le sera plus jamais. Et bien que la susceptibilité française s'oppose à l'examen de cette affaire par notre pays ou par l'O.N.U. — ce qui est compréhensible — la discussion franche et complète d'une →

LE RAPPORT KENNEDY

→

question aussi grave pour nous que pour la France devrait être appréciée des deux côtés de l'Alliance atlantique si celle-ci a quelque sens.

Il ne faut pas attribuer la moindre valeur à la façon dont les Etats-Unis ont abordé dans le passé ce problème ou d'autres, similaires. Il ne s'est agi que de tièdes encouragements et de conseils moralisateurs donnés aux deux parties ; d'une neutralité circonspecte à l'égard de tous les véritables problèmes ; d'une réaffirmation de notre évidente dépendance à l'égard de nos alliés européens ; de notre dévouement néanmoins proclamé aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais de notre désir non moins clair de ne pas être mêlés à cette affaire. Nous nous sommes persuadés à peu de frais que nous satisfaisions les deux camps et ne mécontentions personne par cette politique d'autruche. Mais en vérité nous nous sommes seulement attiré la méfiance de tous.

Il est temps par conséquent de nous pencher sur les vrais problèmes que nous pose l'affaire algérienne. Ces problèmes ne pourront être éludés plus longtemps, ni aux Nations Unies, ni à l'O.T.A.N. Et il devient chaque jour plus difficile de leur trouver des solutions, alors qu'une guerre implacable détruit l'un après l'autre les quelques espoirs de règlement raisonnable qui peuvent subsister. Chaque mois rend la situation plus tendue et tant du côté français que du côté algérien, les extrémistes acquièrent de plus en plus d'audience et de force. Le gouvernement que l'Assemblée nationale française vient d'investir a à sa tête un homme qui s'est identifié clairement à une politique hostile à toute concession valable. Bien que les mêmes partis soient au pouvoir, le Conseil des ministres français a été épuré de tous les membres de l'ancien gouvernement associés d'une manière ou d'une autre à une politique de négociations en Algérie. *Abstraction faite de la personnalité du président du Conseil, le gouvernement français semble rivé aux mêmes formules rigides.* Et le seul signe d'espoir est le souci que manifestent certains intellectuels indépendants français d'un règlement. Un exemple notable est celui de M. Raymond Aron qui vient de faire paraître un livre particulièrement bien pensé, intitulé : « La tragédie algérienne ».

M. Aron, l'éditorialiste du journal conservateur *Le Figaro*, réclame la « constitution d'un Etat algérien » comme le « moindre mal ». Mais il y a peu de chances pour qu'un tel règlement soit retenu ou offert par le gouvernement français, du moins si on se base sur les échecs passés des partisans de la négociation. En février de l'année dernière, en effet, M. Guy Mollet, bombardé de pierres et de tomates, capitula devant la colère de la populace algéroise et remplaça le ministre résidant soupçonné de vouloir rapidement aboutir à un règlement.

A l'automne dernier, après que M. Guy Mollet lui-même eut autorisé des émissaires français à engager des négociations pour un cessez-le-feu avec les nationalistes à Rome et ailleurs, et alors qu'il encourageait les contacts dans ce but entre les rebelles et les gouvernements tunisien et marocain, les principaux chefs de la rébellion algérienne étaient capturés par les Français au moment où ils se rendaient en avion de Rabat à Tunis dans le cadre de ces discussions. Cette action — apparemment due à l'initiative du ministre des Affaires étrangères français et du ministre résidant — non seulement ruina toutes les chances d'un cessez-le-feu, mais eut les répercussions les plus défavorables pour la France à l'étranger.

Lorsque les passions soulevées par l'affaire de Suez furent apaisées, le président Bourguiba tenta à nouveau de trouver un terrain d'entente. Avec beaucoup de difficultés, il réussit à convaincre les représentants des nationalistes algériens d'accepter le principe d'élections sous contrôle international, à condition que les Français se déclarent prêts à en accepter les résultats. Une fois de plus, M. Mollet torpilla ces efforts. Plus récemment encore, M. Bourguiba se vit infliger l'affront d'une interruption arbitraire de l'aide économique française à la Tunisie. Une nouvelle explosion de violence a été annoncée récemment au cas où l'intransigeant ministre résidant, M. Lacoste, serait remplacé par un modéré.

M. Lacoste et le gouvernement vont jusqu'à financer l'une des organisations extrémistes qui clouent Mendès France au pilori, ainsi que tous les partisans de réformes modérées. Et le gouvernement français continue à affirmer que des négociations ou des élections ne seront possibles que lorsque les hostilités auront cessé — position qui, comme je l'expliquerai plus loin, ne fait qu'éloigner, comme autrefois en Indochine, la possibilité d'une négociation et d'un cessez-

Quelle a été l'attitude américaine vis-à-vis de l'Algérie ?

LE pénible exposé de la position adoptée pendant toute cette période par nos représentants à Washington, à Paris et à l'O.N.U., est d'une importance particulière pour nous, sénateurs, et plus particulièrement pour le Sous-Comité des Affaires étrangères chargé des questions de l'O.N.U., dont j'ai l'honneur d'être le président. Au lieu de contribuer à la recherche d'un cessez-le-feu et d'un règlement, nous avons laissé les Français utiliser contre les rebelles du *matériel militaire américain*, notamment des hélicoptères que les Algériens craignent et haïssent tout spécialement. Au lieu de reconnaître que l'affaire algérienne est le plus grave des problèmes diplomatiques qui restent à résoudre en Afrique du Nord, l'émissaire spécial que nous avons envoyé cette année dans cette zone, notre distingué vice-président, n'a même pas *mentionné* ce difficile problème dans son rapport. Au lieu de reconnaître le refus de la France d'engager des négociations de bonne foi avec les dirigeants nationalistes et d'accorder les réformes antérieurement promises, notre représentant à l'O.N.U., M. Cabot Lodge, dans ses discours de cette année comme dans ceux des années précédentes, et notre ancien ambassadeur à Paris, M. Dillon, dans une déclaration faite l'an passé et qui reflétait apparemment la position des plus hautes sphères de l'administration, ont tous deux exprimé leur entière confiance dans la façon dont le gouvernement français réglerait l'affaire.

Dans sa déclaration, l'ambassadeur Dillon a rappelé avec fierté que « *les Etats-Unis ont régulièrement soutenu la France lorsque le problème algérien a été discuté à l'O.N.U.* » et que du matériel militaire américain, en particulier des hélicoptères, avait été mis à la disposition des Français pour être utilisé contre les Algériens. « *Les Etats-Unis*, a dit l'ambassadeur Dillon, *soutiennent résolument la France dans sa recherche d'une solution libérale et équitable des problèmes algériens.* » Notre fière tradition anticolonialiste, a-t-il ajouté, ne considère pas le problème algérien sous le même angle que les problèmes tunisien et marocain.

Les Français furent évidemment enchantés de la déclaration de l'ambassadeur Dillon. Le président Mollet exprima la joie de son pays « *d'avoir les Etats-Unis à ses côtés en cette heure* ». *Le Monde* décrivit l'événement comme « *une victoire du camp pro-français du Département d'Etat sur les champions de l'anticolonialisme et de l'apaisement vis-à-vis des Arabes* ». Mais le chef du mouvement national algérien, du fond de sa prison française, manifesta sa déception de voir les Etats-Unis rompre avec leurs traditions démocratiques pour s'allier au colonialisme français et pour encourager « *la reconquête militaire de l'Algérie au mépris du droit de son peuple à l'autodétermination* ».

De même, en 1955, lorsque la Commission de l'ordre du jour des Nations Unies examina la demande d'inscription de la question algérienne, notre représentant insista sur le fait que l'Algérie faisait partie intégrante de la République française et que ce problème ne pouvait être examiné par une instance internationale. Un porte-parole algérien déclara alors que son peuple « n'arrivait pas à comprendre comment les Etats-Unis pouvaient s'associer à une politique de répression coloniale contraire aux traditions politiques et aux intérêts américains ».

L'Assemblée générale, comme vous vous en souvenez, passa outre à la décision de la Commission et inscrivit la question algérienne à son ordre du jour, provoquant ainsi le retrait de la délégation française. Une fois de plus, les Etats-Unis avaient voté contre l'inscription. Deux mois plus tard, bien sûr, l'affaire était abandonnée et les Français pouvaient revenir. Au cours de la session de 1955-56, les Etats-Unis firent de gros efforts pour faire adopter une résolution de compromis renvoyant l'examen de la question à la session suivante, afin de permettre aux Français de régler l'affaire comme ils le jugeraient bon.

C'est un bilan qu'on ne peut considérer avec fierté à quelques jours de l'anniversaire de l'Indépendance.

Si complexes que soient les problèmes posés par la rébellion algérienne, il n'en reste pas moins que l'attitude des Etats-Unis a été dans cette affaire, comme dans d'autres, caractérisée par un abandon des principes d'indépendance et d'anticolonialisme, que ne justifient ni les amabilités diplomatiques, ni les subtilités juridiques, ni même les considérations stratégiques invoquées pour leur défense.

Le bilan apparaitra plus affligeant encore si l'on songe que nous avons constamment refusé, pendant plusieurs années, d'appuyer la prise en considération par l'O.N.U. des affaires tunisienne et marocaine.

Quels sont les obstacles à une solution algérienne ?

JE réalise très bien qu'aucune démonstration d' « anticolonialisme » ne peut suffire à surmonter les obstacles considérables qui s'opposent à un règlement accordant aux Algériens le droit à l'autodétermination et les distinguant cependant des Tunisiens et des Marocains. Mais examinons le sens profond de chacune de ces objections et de ces obstacles pour savoir si le Département d'Etat doit continuer à se laisser paralyser par eux.

I. — Le *premier* obstacle est l'affirmation que l'Algérie fait légalement partie intégrante de la France métropolitaine et ne peut pas plus en être séparée que le Texas ne pourrait l'être des Etats-Unis ; cet argument est utilisé non seulement par les Français, mais par des porte-parole américains qui craignent de créer à l'O.N.U. un précédent d'intervention dans les affaires intérieures d'un Etat.

Mais cette objection a été largement battue en brèche par les Français eux-mêmes, comme je le soulignerai dans un instant, et par le rythme des événements en Algérie qui en font un problème international, comme je l'ai déjà dit.

II. — Le second obstacle est constitué par l'importante population française d'Algérie, justement alarmée, et qui se sent menacée dans ses droits de citoyens français, dans ses biens et dans sa vie même, et qui compare sa situation à celle des colons américains qui ont refoulé les Indiens. Leur problème, à mon sens, mérite de trouver une solution spéciale dans le règlement final en Algérie — mais il ne doit pas empêcher de parvenir rapidement à un tel règlement. Au contraire, la menace qui pèse sur la sécurité et les droits les Français d'Algérie s'accroit au fur et à mesure du retard apporté à trouver une solution qui, de toute manière, est inévitable.

III. — Une troisième objection fréquemment invoquée est l'aide et l'encouragement qu'un tel règlement apporterait aux extrémistes, aux terroristes et aux saboteurs qui se sont infiltrés dans le mouvement nationaliste, aux communistes, aux Egyptiens et aux autres provocateurs étrangers anti-occidentaux qui, incontestablement, ont imprégné le mouvement.

Le terrorisme doit être combattu, non pardonné, dit-on ; il n'est pas bon de « négocier avec des assassins ». Encore une fois, il s'agit là d'un problème que ni les retards, ni la conquête ne peuvent résoudre.

La feuille de température de toute révolution victorieuse — y compris bien sûr la révolution française — révèle une courbe ascendante de terrorisme et de contre-terrorisme ; mais ceci n'invalide pas les objectifs de la révolution à l'origine.

La plupart des révolutions politiques — dont la nôtre — ont été acquises par une aide extérieure en hommes, en armes et en idées.

Au lieu d'abandonner le nationalisme africain aux agitateurs anti-occidentaux et aux agents soviétiques qui espèrent en prendre la direction, les Etats-Unis, nés d'une révolution politique, doivent redoubler d'efforts pour gagner le respect et l'amitié des leaders nationalistes.

IV. — Finalement, on s'oppose à la négociation avec un mouvement nationaliste parce qu'il n'a pas de direction, d'unité, de doctrine et d'organisation comme les Tunisiens en avaient avec Bourguiba ou les Marocains avec le Sultan Ben Youssef après sa folle déposition en 1953 (l'actuel Mohammed V).

Le manque d'homogénéité parmi les Algériens s'est reflété dans la composition des forces nationalistes. Les Algériens ne sont pas prêts, dit-on, à gouverner leur propre pays sans les chefs et les experts requis par tout Etat moderne. Mais ces objections viennent malencontreusement d'un gouvernement français qui a délibérément refusé cette formation aux Algériens, a mis en prison, exilé ou exécuté leurs chefs et déclaré hors la loi leurs partis politiques.

Les mêmes objections ont été faites dans le cas de la Tunisie et du Maroc où l'autonomie n'a amené ni chaos économique, ni terrorisme racial, ni anarchie politique ; d'ailleurs, le problème d'une société composée d'éléments ethniques différents est maintenant en Afrique le cas général et non l'exception.

Devons-nous nous opposer à nos alliés français à propos de l'Algérie ?

LA raison essentielle de notre attitude favorable à la France dans l'affaire d'Algérie est notre répugnance à combattre un ami de toujours et un important allié au moment où une crise l'accable.

Nous avons été troublés par les réponses alarmistes de la France à toute perspective de négociation, par l'affirmation que l'on ne peut en attendre que le désastre politique et économique, « la valise ou le cercueil ».

Et pourtant n'avons-nous pas appris en Indochine — où nous avons reculé devant les mêmes avertissements — que nous aurions infiniment mieux servi la France et notre propre cause en prenant position beaucoup plus fermement et beaucoup plus tôt que nous ne l'avons fait ?

Cette affaire tragique ne nous a-t-elle pas appris

LE RAPPORT KENNEDY

(que la France le veuille ou non, l'admette ou le refuse, ait ou non notre appui) que les territoires d'outre-mer, tôt ou tard, l'un après l'autre, gagneront leur liberté et se méfieront des puissances occidentales qui auront entravé leur marche à l'indépendance ? Selon le mot de Turgot : « *Les colonies sont des fruits qui ne tiennent à l'arbre que jusqu'à ce qu'ils mûrissent.* »

Je veux souligner que je ne sousestime pas les difficultés de nos alliés français. Cela bouleverse l'imagination de penser que la France n'a cessé de faire la guerre depuis 1939 — contre l'Axe, puis en Syrie, en Indochine, au Maroc, en Tunisie, en Algérie. Cela n'a pas été facile d'admettre le retrait successivement de Damas, de Hanoï, de Saigon, de Pondichéry, de Tunis et de Rabat. Chaque départ nouveau a dégonflé un peu plus un grand mythe. Mais le problème n'est plus de sauver le mythe de l'empire français. Le problème est de sauver la nation française en même temps que l'Afrique libre.

La politesse mutuelle, les vœux pieux, la nostalgie du passé ne devraient aveugler ni la France, ni les Etats-Unis sur le fait que si la France et l'Ouest doivent continuer à avoir une influence en Afrique du Nord — et je suis naturellement favorable au maintien de l'influence française dans cette zone — l'étape essentielle est maintenant de réaliser l'indépendance de l'Algérie comme cela a été fait en Tunisie et au Maroc.

Si l'on avance concrètement dans cette voie, alors il y aura encore une Afrique du Nord française. Sans cela nous allons à la catastrophe.

Comme le dit David Schœnbrun dans son excellent livre sur la France : « *La France doit parler sur l'amitié d'une Afrique du Nord indépendante ou abandonner définitivement l'Afrique du Nord. Il devrait être évident, après le fiasco de l'expédition d'Egypte, que la France ne peut pas imposer sa volonté indéfiniment à quelque 22 millions d'Africains. Tôt ou tard, la France devra reconnaître l'existence d'un Etat algérien. Plus tôt ce sera, moins cela coûtera en hommes et en argent, avec une chance de sauver quelque chose de l'écroulement de l'Union française.* »

Le seul espoir qui émerge de cette triste image est l'impression que la France a compris l'erreur de la politique algérienne en prenant des mesures extrêmement libérales et généreuses en A.O.F.

Sous l'impulsion de M. Félix Houphouet-Boigny, le premier ministre noir de l'histoire de France, le gouvernement français a institué le collège électoral unique que l'Algérie n'a jamais eu, le suffrage universel, des mesures de décentralisation et d'autonomie interne.

Là-bas, on suit la voie qui permettra de conduire les aspirations nationalistes à une évolution graduelle vers la liberté politique.

Ce que nous avons appris en Indochine en Tunisie, au Maroc

LES Français, toutefois, n'étaient pas les seuls qui durent se convaincre de l'inutilité et du coût d'une lutte du type algérien. Les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux engouffrèrent argent et matériel en Indochine, dans une tentative désespérée pour conserver aux Français un pays qui désirait rompre avec eux et leur livraient une guerre dans laquelle, comme je l'ai plusieurs fois souligné au Congrès, l'ennemi se trouvait partout et nulle part à la fois. Des années durant, nous nous sommes laissé persuader que la victoire était pour le lendemain, que l'Indochine serait bientôt libre, que cette question ne concernait que les Français et eux seuls.

Et même après que nous eumes constaté les conséquences tragiques de notre indécision, les gains constants des communistes et la destruction du potentiel militaire et de l'efficacité politique des Français, nous n'en avons pas moins accepté les mêmes prédictions, les mêmes promesses et les mêmes arguments lorsqu'il s'agit de la Tunisie ou du Maroc. L'attitude résolument pro-occidentale que ces pays adoptent en dépit des séductions communistes, est un hommage aux qualités de dirigeants comme le premier ministre Bourguiba, dont l'appréciation des valeurs démocratiques occidentales ne fut jamais entamée par ses années de relégation.

Le bilan français en Tunisie et au Maroc

CETTE attitude pro-occidentale n'a assurément pas été déterminée par un comportement éclairé des Français. Bien qu'ils eussent laissé en Tunisie et beaucoup plus encore au Maroc, dont l'économie est plus diverse et plus souple, des réalisations économiques impressionnantes, les fruits de ces progrès ne furent point distribués de façon équitable aux populations autochtones ; dans les domaines de l'éducation et des droits politiques, rien de comparable ne fut réalisé. Bien que dans chacun des deux pays des partis politiques nationalistes — l'Istiqlal au Maroc et le Néo-Destour en Tunisie — ne cessassent de gagner en force, ils furent paralysés par l'étroite surveillance française, par de longues périodes d'illégalité, par l'arrestation, la relégation ou l'emprisonnement de presque tous leurs leaders politiques importants, et par l'impossibilité d'assumer une part réelle de la responsabilité politique. Les syndicats qui, en Afrique, sont un des meilleurs lieux de formation politique, n'eurent que peu de liberté pour se développer.

Durant les années d'après-guerre, une série de commandants militaires et de résidents généraux, tant à Tunis qu'à Rabat, semblèrent considérer que leur mission en Afrique du Nord consistait essentiellement à maintenir l'ordre public, à réprimer par la force tout signe de mécontentement et à étouffer systématiquement toute manifestation de nationalisme. L'Istiqlal fut déclaré dissous de 1952 à 1954, et aucun journal marocain ne put être publié qui ne fût contrôlé par les Français et les Espagnols. 90 p. 100 des Marocains étaient illettrés et le nombre des illettrés tunisiens n'était guère moindre.

Deux années avant la proclamation de l'indépendance marocaine, les Français exilèrent le Sultan et lui substituèrent le fantoche Ben Arafa, pure créature des Français et du Glaoui, Pacha de Marrakech, lequel avait conspiré avec le maréchal Juin en vue de déposer le Sultan. Ces mesures brutales, la tentative d'imposer au Maroc une solution militaire et le sabotage, par le gouvernement et les colons français, des sincères tentatives de réforme faites en 1955 par le résident général Grandval, ont en fait hâté l'indépendance marocaine. Car l'opinion publique se rallia sans réserves au Sultan exilé, et les Français éprouvèrent des difficultés croissantes à tenir en échec l'Armée de Libération Marocaine et l'Istiqlal clandestin.

En Tunisie, la politique militaire française ne fut pas aussi vindicative et intransigeante — mais aucune concession réelle ne fut accordée, et Bourguiba, leader du Néo-Destour, fut gardé en résidence surveillée.

Bilan américain en Tunisie et au Maroc

MALHEUREUSEMENT, Tunisiens et Marocains savent également que les Etats-Unis ne les ont guère aidés à recouvrer leur liberté. Sans doute notre soutien constant de la position française a été assaisonné d'occasionnels lieux communs sur le self-government et de vœux pieux pour une « solution juste ». Par bonheur, notre gouvernement ne reconnut pas Ben Arafa après la déposition du Sultan Ben Youssef avec lequel le président Roosevelt avait conféré lors de la conférence de Casablanca. Mais durant toutes les discussions qui, dès 1951, furent entamées à l'O.N.U. sur la Tunisie et le Maroc, les Etats-Unis, qu'ils aient un gouvernement démocrate ou républicain, firent chaque fois valoir ou bien que l'O.N.U. n'était pas compétente pour s'occuper de ces problèmes, ou bien qu'en s'en occupant elle ne ferait que verser de l'huile sur le feu. Bref, à chacun des votes de l'O.N.U. sur les problèmes marocain et tunisien, nous nous révélâmes incapables de voter contre la France et avec les pays dits anticolonialistes d'Afrique et d'Asie.

Relations actuelles entre le Maroc, la Tunisie et l'Occident

HEUREUSEMENT pour les Etats-Unis et pour la France, et en dépit de notre attitude passée, ni la Tunisie ni le Maroc n'ont de propension naturelle à se rapprocher de Moscou, de Pékin ou du Caire. Il n'en est pas moins évident que ces trois capitales constituent des pôles d'attraction possibles pour le cas où les nations occidentales deviendraient trop paternalistes ou trop tyranniques. En Tunisie, l'opposition politique à Bourguiba, conduite par l'exilé volontaire Salah Ben Youssef, cherche manifestement à gagner le soutien des gouvernements égyptien et russe. Au Maroc, des forces plus réactionnaires et plus traditionalistes, et qui pourraient prendre le pouvoir au cas où l'actuel gouvernement pro-occidental échouerait, semblent chercher le soutien du Caire et probablement aussi de Moscou. Nous sommes parfaitement conscients, aux Etats-Unis, que la Russie possède un arsenal efficace de séductions économiques et politiques ; que l'Egypte mobilise avec succès contre l'Occident les aspirations unitaires du nationalisme africain, et que la Chine communiste offre aux pays fraîchement libérés une formule toute prête pour avancer rapidement vers la puissance économique.

Si dans ces régions, les Etats-Unis désirent **tenir tête à ces forces qui, alors que nous restions silencieux, ont aidé les mouvements d'indépendance tunisien et marocain, ils ne peuvent rester liés plus longtemps aux Français** qui font dépendre leurs négociations politiques et leur aide économique de l'attitude que les pays bénéficiaires adoptent envers l'Algérie. Nous ne pouvons plus nous permettre de tergiverser, comme nous le fîmes l'année dernière, lorsqu'il s'agit de livrer du blé à la Tunisie. Nous ne pouvons nous permettre d'offrir à ces nations une aide économique *à tel point inférieure à leurs besoins* — et qui ne constitue qu'une petite fraction de l'aide que nous avons fournie à leurs voisins moins pauvres, moins démocratiques et moins amicaux — que même un ami aussi fidèle que le premier ministre Bourguiba a été forcé de rejeter l'offre de l'ambassadeur Richards — de même qu'il avait rejeté une offre soviétique trente fois plus importante ! Au Maroc également, notre aide a été de loin inférieure aux besoins élémentaires de cette nouvelle nation.

Nous devons d'autre part résister à la tentation d'offrir, à l'exemple des communistes, des remèdes tout faits et des cures de cheval qui le plus souvent ne provoquent que déception. Mais nous pouvons apporter une contribution réaliste aux programmes susceptibles de renforcer l'économie et de combattre la famine, la sécheresse et d'autres fléaux...

Nous pouvons d'autre part accroître immédiatement le nombre d'étudiants nord-africains désirant se former aux Etats-Unis, et nous pouvons parallèlement augmenter nos missions éducatives et techniques dans cette région. Ces pays ont un besoin vital de fonctionnaires, d'administrateurs, de techniciens qualifiés, et la formation de quelques hommes supplémentaires dans ces domaines se traduira par un progrès considérable, une stabilité et une amitié accrues.

De cette façon, nous pouvons démontrer au monde qu'une nation neuve, avec son héritage arabe, peut adopter une tradition occidentale tout en résistant avec succès tant à l'attraction du féodalisme et du fanatisme arabes, qu'à l'attraction de l'autoritarisme communiste.

Quelles sont les conditions françaises à un règlement en Algérie ?

LES leçons tunisienne et marocaine, de même que la leçon indochinoise, démontrent pleinement l'inutilité de l'actuelle politique française en Algérie et les dangers de la position figée des Etats-Unis. Un règlement rapide est une nécessité urgente — pour l'Afrique du Nord, pour la France, pour les Etats-Unis, pour l'O.T.A.N. et pour le monde occidental. Et pourtant quelles sont les conditions que la France, en laquelle nous avons placé toute notre confiance, met de temps à autre à un règlement algérien ? Elles sont au nombre de trois :

1) Reconquête militaire ou « pacification » ;

2) Réformes économiques et sociales ;

3) Union politique avec la France.

Je me permets de suggérer que ces trois conditions ne représentent aucune espèce de règlement et qu'en y insistant constamment on recule seulement le jour d'une solution finale. Permettez-moi d'examiner brièvement chaque point.

En premier lieu vient l'insistance française sur la « pacification » de cette région, qui est en réalité une reconquête, et qui est mise comme condition à l'engagement de pourparlers. Cette politique rend en réalité un règlement aussi peu probable qu'un cessez-le-feu.

Car elle encourage les nationalistes à engager une bataille d'usure et à croire que la patience et la ténacité des hommes politiques français finiront par s'épuiser, comme ce fut le cas pour l'Indochine en 1954.

La politique dite de pacification de M. Lacoste comprend sans doute des mesures autres que de répression militaire, puisque dans certaines localités, elle tente de combiner l'élimination de l'activité terroriste avec des mesures de réforme sociale et de reconstruction.

Mais la rébellion est maintenant trop contagieuse pour être traitée avec des méthodes de « pacification ».

Et cela resterait encore vrai, même si les Français pouvaient accroître considérablement les effectifs qu'ils déversent déjà dans cette région.

Car, comme le soulignait fort justement l'année dernière le général Wingate, « lorsqu'on a

→

LE RAPPORT KENNEDY

→

affaire à une population favorable aux rebelles, un millier d'hommes résolus et bien armés peuvent paralyser indéfiniment 100.000 soldats » ; et c'est là exactement ce qui s'est passé en Algérie. Les Français semblent considérer le problème de la rébellion algérienne comme un jeu d'échecs militaire, alors qu'en réalité chaque rebelle a derrière lui le soutien tacite ou avoué d'un grand nombre d'autres Algériens. Ainsi, près d'un demi-million de vaillants soldats français affrontent un ennemi sans force organisée, sans stratégie qui vaille, sans installations militaires et sans lignes de ravitaillement localisables. Ils ne se battent pas avec le même zèle qu'ils mettraient à défendre leur propre liberté, et ils se battent en vain — car il a été vain de tout temps de vouloir briser la liberté d'un autre peuple.

Les Etats-Unis, qui alimentent la puissance militaire française et refusent d'insister en vue d'une médiation et d'un cessez-le-feu, ont apparemment avalé la longue série de déclarations contradictoires par lesquelles les Français tentent d'expliquer pourquoi la guerre d'Algérie n'est pas terminée depuis longtemps. De temps en temps, on nous dit que la guerre ne se poursuit qu'à cause des immixtions et de la propagande du colonel Nasser, ou que la rébellion ne reste en vie qu'à cause de l'attention des Nations Unies, ou à cause de l'aide fournie par le Maroc et la Tunisie, ou à cause des ingérences de diplomates et de journalistes américains, ou enfin par la faute des Russes et des communistes. Aucune de ces explications qui tendent à faire endosser aux étrangers la responsabilité de la rébellion algérienne, ne réussit plus à convaincre, même en France, comme l'attestent les nombreuses tentatives récentes pour réduire au silence des journaux ou des hommes publics.

En deuxième lieu, les Français ont constamment informé l'O.N.U. de leurs actuelles et futures réformes économiques et sociales en Algérie, promettant une vie meilleure pour tous, s'ils réussissaient jamais à mettre fin aux combats. Il est exact que les Français ont fini par offrir de meilleurs postes de travail aux musulmans, qu'ils ont confisqué certaines terres en vue de leur redistribution et qu'ils ont fait certains efforts en vue d'augmenter les salaires des ouvriers agricoles. Mais le caractère tardif de ces réformes et l'esprit borné de la minorité française en Algérie — qui, durant plus de vingt années, a saboté les efforts de réforme des rares ministres libéraux — ont donné une telle impulsion à la vague nationaliste et lui ont permis de pousser des racines si profondes, que

les palliatifs sont trop maigres et viennent trop tard en regard des proportions prises par la révolte.

Il nous faut, je le crains, accepter la leçon que nous enseignent tous les mouvements nationalistes : à savoir que les réformes économiques et sociales, même lorsqu'elles sont offertes sincèrement et appliquées efficacement, ne résolvent ni se satisfont la revendication de la liberté. En fait, la plupart des peuples acceptent de payer leur indépendance politique du prix de leur progrès économique.

En troisième lieu et pour conclure, la conception française d'un règlement s'accroche avec obstination à l'idée que l'Algérie doit rester partie intégrante de la France. Il faut toutefois rappeler que cette région n'a été conquise par la France qu'il y a un peu plus d'un siècle — la région désertique du Sud a toujours été gouvernée par Paris comme une colonie de la couronne — et bien que la fertile région côtière du Nord eût été déclarée territoire français en 1871, ce n'est qu'en 1947 que les indigènes algériens furent faits citoyens français. Même alors, ce geste fut accompli en vue de resserrer le contrôle français plutôt qu'en vue d'accorder l'égalité aux Algériens ; car en même temps on introduisit un système de représentation électorale donnant un pouvoir égal à deux groupes électoraux strictement séparés, dont l'un comportait plus de sept millions d'Algériens et l'autre un million et quelque colons français. 75.000 Algériens africains seulement possédaient le plein droit de vote et seuls 30 députés d'Algérie, la plupart politiciens français, furent élus à l'Assemblée nationale française. (Ces 30 sièges sont actuellement inoccupés, les élections de 1956 n'ayant évidemment pas eu lieu en Algérie.)

Ce gouffre entre les paroles et les actes et le refus persistant des Français d'octroyer autre chose que des réformes mineures et spasmodiques, ont fini par aliéner la plupart des secteurs de l'opinion algérienne, si bien que l'assimilation est devenue une politique vide de sens. Il y a eu de plus en plus d'Algériens africains pour se détourner du programme d'intégration avec la France et se joindre au mouvement d'indépendance (l'exemple le plus notable étant celui de Ferhat Abbas, l'un des leaders nationalistes les plus capables, qui a longtemps défendu la politique d'assimilation et n'a renoncé à tout espoir dans ce sens qu'à la fin de 1955, lorsqu'il adhéra au F.L.N.).

Si l'égalité politique avait réellement été étendue de façon progressive à tous les Algériens ; si réellement, après une certaine période de temps, ceux-ci avaient atteint un niveau politique égal à celui des Français ; si le statut de 1947 avait réellement été appliqué, il est possible qu'une solution acceptable eût été trouvée. Il y a seulement deux ans, il eût peut-être suffi, pour gagner l'adhésion des musulmans, de leur promettre pour une date précise un droit électoral égal à celui des Français en ce qui concerne leur représentation à l'Assemblée nationale française, et une représentation au moins paritaire dans les conseils municipaux algériens. Mais les Français se refusèrent à admettre près d'une centaine de députés musulmans dans leur Parlement et à étendre aux Algériens les services sociaux et scolaires de la métropole, services qui n'eussent pas coûté davantage que l'actuelle guerre d'Algérie. C'est cette incapacité des Français à tirer les conséquences pratiques de leur propre conception qui a pour toujours fermé la porte à une réelle Union française et qui a fait de l'Algérie, de manière irréversible, un élément de la lutte africaine pour l'indépendance politique. En outre, on ne peut juger le nationalisme africain d'après les arguties juridiques avancées par les Français et acceptées jusqu'à présent par le Département d'Etat. Le sentiment national prend souvent une allure explosive qui tout simplement ne rentre pas dans les fresques traditionnelles de l'histoire, particulièrement dans une région de tradition islamique dont la plupart des peuples — y compris les voisins immédiats de l'Algérie — ont déjà obtenu leur indépendance politique. De nouvelles nations émergent à un rythme rapide — hier c'était Ghana, demain ce sera peut-être la Nigeria et des colonies d'Afrique centrale obtenant le statut de Dominions. Quoi qu'en puissent dire les livres de droit et d'histoire, nous ne pouvons nous soustraire au témoignage de notre époque, surtout pas nous, Américains, dont l'expérience constitue un modèle qui inspire aujourd'hui beaucoup de ces nouvelles nations.

Quelle devrait être l'attitude des Etats-Unis en Algérie ?

J'EN reviens maintenant, monsieur le président, à mon point de départ. L'heure est venue où notre gouvernement doit reconnaître qu'il ne s'agit plus là d'un problème purement français ; l'heure est révolue où les réformes de détail ou même des tentatives de dernière minute pour incorporer pleinement l'Algérie à la France, pourraient avoir la moindre chance de succès.

Le moment est venu où les Etats-Unis doivent faire face aux dures réalités de la situation et assumer leurs responsabilités de leader du monde libre — aux Nations Unies, à l'O.T.A.N., dans la gestion de nos programmes d'aide et dans l'exercice de notre diplomatie — pour tracer la voie vers l'indépendance politique de l'Algérie.

Notre gouvernement ne devrait pas se donner pour but d'imposer une solution à l'une des parties en présence ; mais il devrait contribuer activement à briser le cercle vicieux dans lequel tournoie le problème algérien.

Je ne prétends pas que la lourde procédure des Nations Unies soit nécessairement la mieux adaptée au règlement d'un conflit de ce genre. Mais des recommandations et une action directe des Nations Unies seraient préférables à la stagnation actuelle. De toute façon,

lorsque la question algérienne reviendra à l'ordre du jour de l'O.N.U., les Etats-Unis devront réviser radicalement la position Dillon-Lodge qui paralyse notre politique depuis trop longtemps.

Qui plus est, bien que la résolution adoptée à la dernière cession de l'Assemblée générale ait appuyé les efforts de la France pour résoudre localement le conflit, elle posait cependant une condition : le gouvernement français devrait faire la preuve de progrès sensibles avant la prochaine session de l'Assemblée générale, et la France n'était donc qu'en sursis. La moitié de ce sursis s'est déjà écoulée et la situation n'a fait que se détériorer davantage. Pour empêcher qu'elle ne soit plus grave encore à l'automne prochain, notre Département d'Etat devrait chercher dès maintenant les moyens de sortir de l'impasse.

Et je demande à cette Assemblée, comme elle l'a déjà fait avec succès dans le cas de l'Indochine et de l'Indonésie, de guider l'Administration et de montrer la voie au monde dans cette affaire capitale.

La résolution que je vous présente aujourd'hui contient l'exposé de ce qui me paraît être la meilleure façon d'obtenir la paix et un règlement en Algérie. Elle demande que le président et le secrétaire d'Etat soient fortement encouragés à mettre l'influence des Etats-Unis, soit par l'intermédiaire de l'O.T.A.N., soit par celui du premier ministre de Tunisie et du Sultan du Maroc, au service des efforts qui sont faits pour aboutir à une solution dont les deux éléments principaux seront la reconnaissance de la personnalité indépendante de l'Algérie et l'établissement des bases d'une interdépendance entre la France et les pays d'Afrique du Nord.

Cette résolution traduit ma conviction qu'il n'est plus impossible de sortir de l'impasse et de résoudre un problème qui concerne si directement l'O.T.A.N. et les éléments médiateurs des autres pays d'Afrique du Nord. C'est dans l'intervention des gouvernements tunisien et marocain, dont aucun n'est membre de la Ligue arabe et qui veulent tous deux maintenir leurs liens avec l'Occident, que réside le plus grand espoir. Ces deux gouvernements ont d'ailleurs déjà offert leur aide, comme nous l'avons dit, à la fin de l'été et au début de l'automne dernier. Il y a quinze jours, M. Bourguiba a lancé un nouvel appel pour un règlement de la question algérienne dans le cadre d'une fédération nord-africaine orientée vers la France. Le gouvernement indien lui-même, souvent accusé de défendre le nationalisme « par principe », a offert l'été dernier de servir d'intermédiaire pour la recherche d'une solution qui garantirait l'indépendance politique de l'Algérie, mais assurerait la protection des citoyens français et maintiendrait l'Algérie dans une fédération économique avec la France.

Les médiateurs raisonnables et les terrains de médiation ne sont pas impossibles à trouver. Le problème, en Algérie, est de définir le cadre d'une *indépendance politique* qui soit compatible avec une *interdépendance économique* avec la France. Ce n'est pas un but impossible à atteindre. La plupart des dirigeants nationalistes algériens sont de langue française ; l'Algérie a un intérêt primordial à ce que ses liens culturels et économiques avec la France, et plus généralement avec l'Occident, soient maintenus. Mais ces liens naturels avec la France vont se dissoudre si un changement de politique n'intervient pas rapidement. En novembre dernier, alors que l'O.N.U. discutait de la question algérienne, le président Bourguiba a exprimé l'angoisse des dirigeants nationalistes d'Afrique du Nord devant le développement de la situation en Algérie.

« La Tunisie libre votera contre la France, mais ce serait une erreur de croire que ce conflit ne nous affecte pas. J'ai espéré que la Tunisie pourrait être un pont entre l'Occident et l'Orient et que notre premier vote indépendant pourrait être favorable à la France. Bien que cela n'ait pas été possible, je refuse de désespérer — ce serait la première fois de ma vie — de la sagesse du peuple français et de son gouvernement. Le jour viendra peut-être encore, si le gouvernement de la République agit suffisamment vite, où la civilisation française sera fermement défendue dans les assemblées internationales par les dirigeants d'une confédération franco-nord-africaine. »

Les Etats-Unis doivent être prêts à faire tous leurs efforts pour aboutir à un tel règlement et pour aider à résoudre les problèmes économiques qu'il posera.

Ce n'est pas une tâche que nous assumerons avec joie et d'un cœur léger. Mais aucun des efforts que nous pourrions faire dans d'autres régions ne contribuerait davantage à nous rendre l'initiative dans les affaires mondiales, à démontrer notre fidélité aux principes de l'indépendance nationale et à nous attirer le respect de ceux qui, depuis fort longtemps, jugent sévèrement notre attitude négative et vacillante sur les problèmes coloniaux. Nous devons d'autre part faire comprendre très clairement aux Français comme aux Nord-Africains que nous ne cherchons à obtenir aucun avantage économique dans cette région, que nous ne songeons pas à prendre la place économique de la France, ni à exploiter les ressources africaines.

Si nous voulons conquérir l'amitié des Arabes, des Africains et des Asiatiques — et c'est indispensable, même si M. Dulles affirme que nous ne sommes pas engagés dans un concours de popularité — il faudra autre chose qu'un programme d'aide étrangère d'un milliard de dollars. Ce n'est pas en les rendant dépendants de nos dons que nous pourrons conquérir leur cœur. Ce n'est pas non plus en leur vantant la libre entreprise, en leur décrivant les dangers du communisme ou la prospérité des Etats-Unis, en limitant nos accords avec eux à des pactes militaires que nous préserverons leur liberté. Non, la force de séduction que nous pouvons avoir aux yeux de ces peuples — et il s'agit bien, en vérité, de la *nôtre*, et non de celle des communistes — réside dans notre conception ancestrale et profondément vécue de la liberté et de l'indépendance des peuples du monde entier.

Peut-être est-il déjà trop tard pour que les Etats-Unis puissent sauver l'Occident d'une catastrophe complète en Algérie. Peut-être est-il trop tard pour abandonner notre politique négative, pour vaincre la méfiance à l'égard de l'Occident accumulée pendant des dizaines d'années, pour travailler résolument et audacieusement à la naissance d'une nouvelle amitié entre des Etats égaux et indépendants. Mais nous n'oserons pas y renoncer *« Les cœurs des hommes espèrent en nous »*, a dit Woodrow Wilson en 1913.

« Des vies d'hommes sont en jeu. Des espoirs d'hommes sont tournés vers nous, dans l'attente de nos décisions. Comment se hausser au niveau d'une telle confiance ? Mais qui oserait ne pas le tenter ? »

UN VOYAGE EN U.R.S.S. avec Jacques LANZMANN

UN éditeur d'art a eu l'idée d'offrir à Jacques Lanzmann, jeune romancier, 30 ans, (La Glace est rompue, Le Rat d'Amérique), *nourri depuis son enfance du lait communiste, une croisière dans la mer Noire.*

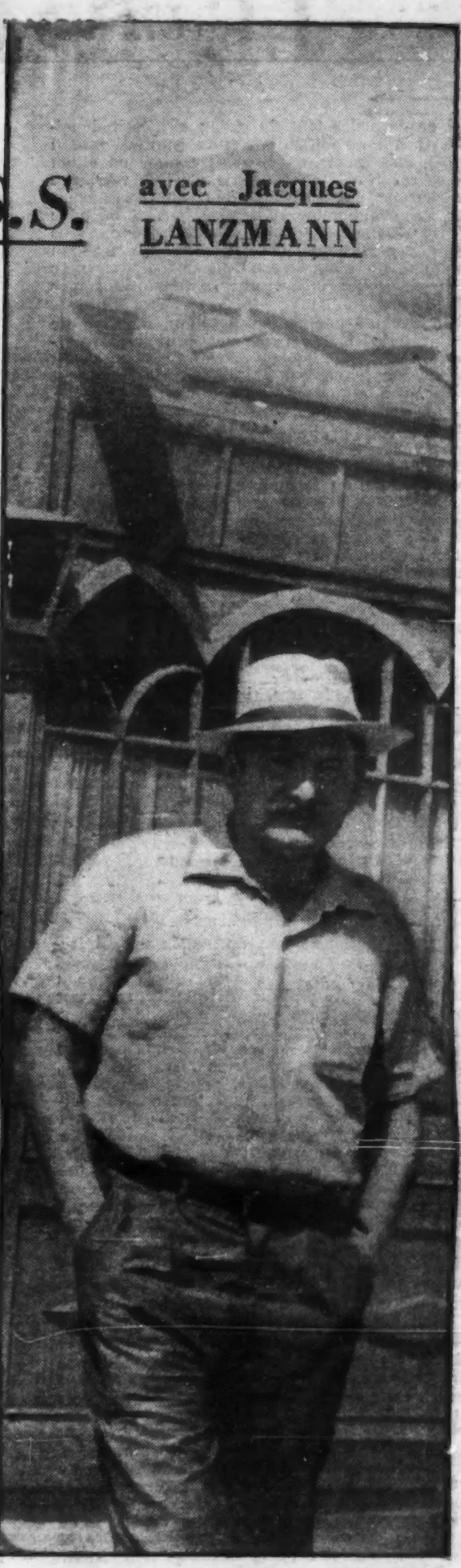
Lanzmann, qui fut toujours un voyageur impécunieux, et qui a pour l'U.R.S.S. plus que de l'admiration, de la tendresse, s'est donc trouvé brusquement catapulté, pendant huit jours, sur la terre de ses rêves.

Il a tiré de sa croisière et de son séjour un récit singulier : celui d'un homme qui ne respecte aucun tabou et qui ne prétend à rien, sinon à restituer avec sincérité de brèves impressions.

Ce récit, à la fois drôle et mélancolique, va paraître en librairie sous le titre « Cuir de Russie » (Julliard). Nous en avons publié la semaine dernière quelques extraits, en particulier celui où Lanzmann reçoit le premier choc : Odessa et découvre que l'U.R.S.S. n'est ni un paradis, ni un enfer, mais un pays peuplé d'hommes et de femmes qui vivent mal et qui travaillent fortement pour vivre mieux.

Voici d'autres aspects de son voyage.

JE CHERCHE LA FEMME...



(Gilles Ehrmann.)
JACQUES LANZMANN EN RUSSIE
« Plus d'un espion américain m'aurait envié... »

EN U.R.S.S., de même qu'en Grèce ou en Turquie, je me suis mis à chercher la femme. C'était une réaction humaine, et socialement juste, que nul commissaire du peuple n'aurait pu me reprocher. Chercher la femme voulait dire avant tout éviter la foule russe et sa gentillesse, laquelle, quand elle vous agrippait, ne vous lâchait plus. Comment éviter la foule ? Je fus le seul à trouver et à mettre mon système en pratique.

Je m'achetai un pantalon long, une chemisette ukrainienne, ainsi qu'une sorte de grand chapeau de trappeur en paille, à la mode de cette région. Restait la moustache que je ne me résignai pas à couper, mais que je camouflai de mon mieux, en posant dessus mon mouchoir, comme si j'avais eu quelque rhume particulièrement infectieux. Dans l'obscurité et en prenant la démarche du bœuf qui vient d'être castré, l'illusion était parfaite et plus d'un espion américain, j'en suis sûr, m'aurait envié.

Croyant les femmes russes sérieuses et quasiment intouchables, et n'imaginant pas non plus qu'il pouvait exister des p... dans le camp du socialisme (bien que quelques Arméniens rencontrés le matin même m'eussent affirmé le contraire avec conviction, mais sans précisions), mon entreprise, vous en conviendrez, était courageuse, en même temps que vouée, croyais-je, à l'échec. Je savais bien que « là où il y a des femmes, il y a toujours des possibilités » ; n'empêche, j'avais beau me réconforter avec d'anciens dictons, mon audace n'allait peut-être pas payer son homme. J'avais déjà loupé deux de mes soirées : une à Odessa, l'autre à Yalta, et je me donnai ce soir-là une dernière chance de faire l'amour avec une Russe. Chose que tout journaliste, reporter, de la gauche ou de la droite, se devait d'avoir faite. D'aucuns m'ont reproché de laisser l'Opéra et le théâtre pour les parcs, mais ne savaient-ils pas, eux, ces érudits, que les parcs soviétiques recèlent des trésors insoupçonnés ? Je ne parle pas là des bustes de Lénine ou des portraits de Gorki, en gouache et mis sous verre, ni des athlètes de marbre blanc qui ont la faucille et le marteau gravés maladroitement sur les fesses, je parle de trésors autrement palpables, vivants, inoubliables.

Sotchi, ancienne résidence d'été des tsars, aujourd'hui transformée en un vaste hôpital pour anémiés et en un lieu de vacances pour ingénieurs et fonctionnaires à l'aise, est sise dans un parc luxuriant où la botanique compte autant d'espèces que le ciel d'étoiles.

Le lieu est paradisiaque et le calme désertique; le ressac de la mer Noire et l'accordéon des militaires en retraite sont les seules résonances que les autorités permettent.

VERS les dix heures du soir, le cœur battant doublement : j'étais en U.R.S.S. et j'allais chercher la femme (deux situations grisantes en elles-mêmes), je m'élançai sous mon déguisement vers un extrême de la ville, ayant choisi au flair celui que je croyais le plus propice à la chose.

Les villes de plaisance n'étant là-bas qu'une suite d'hôpitaux et de maisons de repos posées dans la verdure, je ne risquais pas de trouver un quartier sympathique avec appareils à sous et guinguettes enguirlandées. Où pouvait se trouver la femme, à supposer qu'elle existât, sinon au bord des flots, dans un grand parc qui tirait à lui la plage comme une couverture ? Ne craignant ni les voleurs, ni les bandits, ni la N.K.V.D., je marchais d'un pas léger, tel que je l'aurais fait sur la route qui va de Saint-Tropez à Ramatuelle, goûtant, malgré mon désir, le charme de la promenade. Quelques flâneurs en chemisettes et qui marchaient par couple, me saluaient au passage, comme les gens de la campagne auxquels on apprend la politesse en même temps que le catéchisme. « *Spokoininotche* » (bonne nuit) ; « *Spokoininotche* sur vous », répondais-je, inconsciemment influencé par la célèbre formule arabe : *Salam, alaikoum, alaikoum essalam.* » Plus j'avançais vers le parc, plus le chemin de pierre que j'avais emprunté devenait désert. Le doute me prit alors à cette raison : « Jamais, me dis-je, les femmes ne viendraient en cet endroit, au risque de repartir seules », ce qui était toujours, selon ma raison, l'antithèse de la profession. Au moment où le doute, au plus fort de son pouvoir, me conseillait de m'en retourner vers un autre quartier, je débouchais près d'un groupe de petites maisons de bois, genre isbas de l'ancienne Russie. Mon cœur ne fit qu'un bond, et je me félicitais déjà de n'avoir pas failli à la persévérance si propre aux grands explorateurs !

Ne craignant plus, en cet endroit, l'emprise de la foule russe, je remis mon mouchoir dans ma poche et ôtai mon chapeau. C'était même mon intérêt de ne plus passer pour Russe auprès de cette population. Je me devais au contraire d'user de ma qualité de Français pour faire baisser les prix. Pourquoi étais-je si certain de trouver des femmes en ces maisons ? Voilà qui est curieux.

Sans doute était-ce le grand pressentiment des émotifs, qui noie l'imagination quand celle-ci est devenue sèche. Quand le pressentiment est si fort, l'accélération du cœur devient son copain, et l'homme forcément un peu pantelant devant l'événement qu'il a si fortement prévu.

JE fis le tour des maisonnettes sans oser entrer ; les volets étant tirés, je ne pouvais voir ce qui se passait à l'intérieur, je n'avais pour tout indice que le son des accordéons qui semblaient jouer tout seuls, comme si on avait oublié de les remettre dans leur boîte. Je ne sentais pas la vie trépidante à l'intérieur de ces maisons et j'en fus déçu, en même temps qu'un peu effrayé. La peur — est-ce le propre de mon caractère ? — a le pouvoir de me faire réfléchir non pas à ce que je ferai, mais à ce que j'ai fait. C'est peut-être cela qu'on appelle « avoir mauvaise conscience ». Je me reprochai tout à coup de n'avoir pas changé ma manière de penser en U.R.S.S. et trouvai abominable le fait de m'occuper du dessous de la ceinture, pendant que les autres touristes se renseignaient sur le coût de la vie, prenaient des notes, émettaient des jugements définitifs, établissaient des comparaisons. J'en étais là de mes réflexions quand la porte d'une des maisons s'ouvrit, jetant la lumière en vrac sur le seuil. Je fus surpris comme un oiseau de nuit et n'eus pas le réflexe de m'enfuir, surpris comme un oiseau de nuit et cloué à la lumière comme un papillon.

Deux hommes sortirent, bras dessus bras dessous, en chantant. Quand ils m'aperçurent, ils s'interrompirent et crièrent de la même voix aiguë : « *Spokoininotche, tovaritch.* » « *Spokoininotche, tovaritch* », répondis-je en roulant les « r » du mieux que je pus. Les hommes hésitèrent un moment, partirent d'un éclat de rire bruyant et s'éloignèrent en s'entraidant avec beaucoup de fraternité.

Je me tâtai... j'hésitai... La porte était restée ouverte et l'accordéon couvrait maintenant l'obsédant crieri des criquets... Une femme parut sur le pas de la porte ; elle était dépeignée. Je remar-

→

quai ce désordre tout de suite ; elle était dépeignée, fumait un cigare et s'étira des deux bras à la fois, puis bâilla, exactement comme un chien qui se réveille. Autant que je pouvais voir, elle avait l'aspect d'une marchande des quatre-saisons, avec l'air bonhomme et négligé qui est de mise sur les marchés. Sa robe était coupée dans ce tissu gris à pois dont on fait les tabliers ; aucun ornement, sur elle, si ce n'était ce fameux cigare de Géorgie, qui faisait une dentelle de fumée à la nuit.

J'étais cloué comme un papillon, mais ça ne m'empêchait pas de remarquer ce qui était remarquable. La femme, à force de s'étirer, rota, c'était un gros rot franc, qui sentait déjà l'Orient tout proche.

Je fis un pas en avant pour essayer de me libérer de cette magie russe. J'y parvins, mais non sans peine et sans bruit ; on aurait dit, suivant la formule classique, que j'avais du plomb dans mes souliers. La femme tourna la tête et m'aperçut, ou plutôt elle vit une ombre, car elle se ramassa sur elle-même, pour mieux scruter la nuit, ce qui, d'ailleurs, ne lui servait à rien. Voulant lui épargner cette peine et ne tenant pas à passer pour un maraudeur, je m'avançai dans le champ de lumière. J'avais retrouvé l'aisance de ma démarche, me sachant vu, je me sentais libéré.

LA femme, instinctivement, passa sa main dans ses cheveux, des cheveux blonds filasse, habitués aux plus terribles intempéries. La surprise se lisait sur son visage, un bon gros visage de ménagère qui ne laissait pas prévoir de secrète profession. Elle repassa sa main dans ses cheveux et garda un long moment la bouche ouverte, avant de se décider à parler.

— *Douchinka, douchinka !* appela-t-elle.

Ne sachant ni quoi faire ni quoi dire, je répondis mécaniquement :

— *Spokoininotche, tovaritch.*

— *Douchinka, douchinka...* psst... psst...

Ce psst, c'était un signe, un maître signe international qui me comblait d'aise, de surprise et d'émotion. Je n'avais pas envie de la femme ; c'était la situation qui me captivait et puis il était trop tard pour refuser l'engagement de l'amour. Cette femme aurait-elle eu quatre-vingts ans révolus que je n'aurais pu la refuser. J'étais venu ici pour elle, j'avais traversé trois mers pour elle, j'avais rêvé longtemps d'elle, peu m'importait à présent qu'elle ne remplît plus tout à fait l'exigence de mon rêve. Je l'avais cherchée, je l'avais méritée, elle devait être à moi, elle faisait partie du voyage, de mon voyage, des choses à voir, des choses à manger, des choses à toucher. Quel touriste refuse un souvenir ? Quel écrivain refuse une expérience ? Quel homme refuse un coup ?

— *Douchinka, douchinka...*

Elle m'appelait doucement en s'approchant, elle se faisait douce et inoffensive comme la paysanne qui veut attraper un poulet pour le manger.

Quand elle fut en face de moi, elle me dit une longue phrase en russe, que j'écoutai sans comprendre.

Dès qu'elle eut terminé sa demande, le silence devint obsédant, et je rougis de bêtise et de rage parce que je me sentais bête de ne pas avoir compris, bien qu'ayant hoché la tête à plusieurs reprises et pris un air grave. Ma sympathie doit se nourrir de mots, de phrases, de formules. Les gestes, non accompagnés de sons, donnent le côté sourd et muet à l'amour. En face de celle qui m'appelait déjà son *douchinka*, force m'était de sourire éternellement pour racheter ce que je ne pouvais lui dire avec mes lèvres — sourire et hocher la tête, faire l'intelligent en ayant l'air bête, répéter beaucoup de *da, da* et de *holala*, de *sharacho*. J'usai avec cette Russe du même langage que les touristes américains avec le *gay Paris !* Cela me rendait nerveux, irritable, trop sensible au ridicule ; il fallait, je le sentais, faire, dire quelque chose, ne fût-ce que pour préserver mon petit peu de désir, qui risquait de se geler sous l'effet désastreux de l'incompréhension mutuelle des peuples.

Ma voix tonna, emplit la nuit, en même temps que mes bras se levèrent au ciel et retombèrent contre mes cuisses en signe d'impuissance :

— Ah ! ce que c'est c..., que c'est c..., nom de Dieu, que c'est c... de ne pas parler la même langue !

L'IMAGE que je dus lui donner en cet instant de libération dut être assez terrible, car la femme recula, fort effrayée.

— N'ayez pas peur, ajoutai-je, ce n'est rien ; ça va déjà mieux.

Je tendis la main vers elle et souris ; elle me sourit à son tour et prit ma main. Je me sentais mieux, elle savait maintenant qui j'étais.

— *Frantzouski ?*

— *Da, da, frantzouski,* dis-je.

— *Frantzouski Papadopoulos ?*

— *Da, da, Papadopoulos,* dis-je.

— *Kouchi, kouchi,* dit-elle, *oh ! la, la, missiè madame, cobien amor.*

Elle dit cela très vite, en riant et en me montrant ses dents qu'elle avait blanches et pointues. C'étaient les seuls mots de français qu'elle connaissait ; à son tour, elle faisait son petit *Paris by night.*

De l'intérieur, on appelait :

— Tatiana, Tatiana...

Tatiana me poussa devant elle.

L'isba était plus vaste que je ne l'avais imaginé. La pièce dans laquelle on me fit entrer avait l'aspect d'une salle de ferme. Sombre et d'une propreté paysanne, on devinait que le ménage était fait au petit matin, entre six et sept heures, avec un long balai de genêt. Les meubles, les murs, le plafond n'étaient pas sales, mais simplement culottés. Autour d'une grande planche posée sur deux tréteaux, trois hommes et deux femmes, la tête entre leurs mains et le corps avachi, finissaient à l'aide de ce qui leur restait de force, un pichet de vodka. Quand ils me virent, ils ne bougèrent pas, mais ils se mirent à ricaner d'une certaine façon plus incohérente que déplaisante. Etait-ce moi, ou Tatiana, qui les faisait se moquer ? Ou les deux à la fois ? Ou ma moustache ? Me prenaient-ils pour un zazou de Moscou venu passer ses vacances en mer Noire ? Une des femmes, dont le physique était frère de celui de Tatiana, invectiva cette dernière. Je perçus cela au son de sa voix et à la rougeur qui monta aux joues de Tatiana. Comme pour s'excuser ou se faire craindre, elle leur lança ma nationalité à la tête : « *Frantzouski* ». Suivit une assez longue conversation au cours de laquelle revint plusieurs fois le nom de notre bateau. Pendant ce temps, j'en profitai pour regarder. C'était le premier intérieur russe que je visitais. J'y vis deux choses extrêmement modernes, une radio et une machine à coudre électrique. Aux murs, deux reproductions de Riépine, et un portrait de Staline en uniforme. Trois grands lits recouverts de couvre-pieds d'inspiration folklorique occupaient les côtés d'une fenêtre à large rebord, sur lequel poussaient des plantes grasses entretenues avec soin.

LA conversation, à laquelle j'étais resté étranger par la force des choses, prit fin. Les hommes qui, jusqu'alors, n'avaient pas bougé, levèrent le coude et burent à la régalade, en me regardant de côté...

— *Golaveluk, douchinka,* dit Tatiana.

Je la suivis — que pouvais-je faire d'autre ? — et nous entrâmes dans une chambre, qu'il serait plus juste de nommer chambrette, tant l'espace y était rare. A peine avions-nous tiré la porte, que le lit, une sorte de monstre de lit qui envahissait autant la hauteur de la pièce que sa largeur, nous accueillit.

Accroupi à la russe sur le lit — de combien aurais-je préféré une chaise qui m'aurait permis de voir venir — j'attendais qu'elle prît l'initiative. Je n'attendis pas longtemps, elle enleva ses chaussures à lacets qui sentaient le cuir mal tanné et fit un geste de la main qui ne souffrait point d'équivoque :

— *Roubli, douchinka.*

Quel idiot j'étais de ne point y avoir pensé avant ! Quel pays, quelle p... ne demande pas son dû d'abord ? J'aurais dû avoir le tact d'offrir, avant qu'on ne me demandât. Au pays du socialisme, j'avais des tendresses de cœur insupportables. Je sortis cent roubles de ma poche, c'était tout ce qui me restait pour terminer mon séjour ; de l'argent de poche, qu'on appelle ça...

— *Niet, niet...*

Elle ouvrit ses mains toutes grandes, deux fois, en souriant et en montrant ses dents blanches, ses dents pointues dans son visage rond.

Je donnai mes cent roubles et elle m'en rendit quatre-vingts, sans pour autant me demander le petit cadeau classique et international que j'aurais accordé bien volontiers ; mais peut-être n'avait-elle pas de fille en nourrice, ni de caïd à nourrir. C'était une honnête travailleuse, cela se voyait sur son visage.

Elle ôta ses bas de laine, fit sauter assez sauvagement son chignon, tira sa culotte de dessous sa robe, une culotte-gaine à première vue extrêmement ouvragée et qui possédait autant de boutons roses que le clavier d'un accordéon.

Passant sa main dans l'échancrure de sa robe, elle fit sauter son soutien-gorge, qui était (quelle ne fut pas ma surprise !) le haut d'un deux-pièces de bain en laine noire. D'un geste vif, elle ouvrit le lit géant et se glissa sous les draps avec sa robe de marchande des quatre-saisons qu'elle se refusait de quitter.

(Jacques Lanzmann poursuit alors son récit en reporter consciencieux. En dépit de la décence de son langage, nous ne pouvons pas le suivre, ici, dans les péripéties de cette rencontre. Il en résulte que, dans ce domaine-là, Odessa et Tatiana ressemblent à tous les ports et à toutes les Tatiana du monde.)

« ENTRE FRANÇA

(...) LE *Papadopoulos* accosta Soucoumi un matin à six heures. Soucoumi, notre avant-dernière escale, en était une de demi-luxe, le bout de la « Côte d'Azur russe », quelque chose comme La Ciotat par rapport à Cannes. Une ville qui ne se vide pas en hiver, mais qui atteint le niveau de son trop-plein en été (...).

De nouveau, c'est les cartes postales et les boutons de culottes à échanger, des fleurs plein les bras, des enfants qui veulent des pièces blanches. On donne, on reçoit, on se débat et l'on réussit à se frayer un passage à petits coups d'épaule tendres. Juste avant d'être jeté dans les rues par cette même foule qui suit l'étranger aussi méthodiquement que le laboureur sa charrue, que le jaloux sa femme, une voix m'interpelle, une voix qui vient d'au-dessous de moi, une voix timide, mais atrocement présente :

— Hé ! pardon, vous n'êtes pas de Marseille ? Y'a pas de Marseillais avec vous ? Y'a pas de Marseillais à bord ?

Maintenant c'est dix voix, vingt voix qui me posent cette question. Devant mon étonnement de trouver tant de voix marseillaises à Soucoumi, chacun s'explique :

« On est là depuis 1947 ; on est les fameux Arméniens que Staline réclamait » ; « on est venus sept mille de France » ; « on est Marseillais, nous autres » ; « on est Français » ; « putain ! que ça fait plaisir de revoir des potes ! »

A chaque coin de rue, d'autres jeunes gens, d'apparence aussi russe que les Russes, quémandent : « Y'a pas de Toulousains à bord ? Y'a pas de Bordelais ? ». Parmi les touristes, l'émotion devient générale. Des Français heureux retrouvant des Français malheureux... Pensez dur... Ceux qui sont de Bordeaux, de Toulouse et de Marseille, partent avec ceux qui les réclament. Moi, je m'en vais en ville avec ceux qui ne sont de nulle part, de Martigues ou de Cogolin, des lieux pas très définis.

Immédiatement, les Arméniens vident leur cœur dans le nôtre, qui est là tout exprès pour recevoir la douleur des immigrés. Ce qu'ils nous livrent d'eux est si minable, si tragique, et à la fois si profondément vrai et faux, que l'émotion l'emporte sur le doute qui est constamment en moi,

LES ARMÉNIENS-FRANÇAIS D'U.R.S.S. ENTOURANT M. CHRISTIAN PINEAU, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A SOCOUMI (Match.)
« La France a poussé dans leur esprit comme une sorte de grande plante paradisiaque. »

IS, VOYONS, MON CHER... »

comme la vigie sur son mât. Historiquement, je pense qu'ils ont tort, mais humainement, je crois qu'ils ont raison. Tandis qu'ils nou. pressent de questions sur la France, nous traversons la ville, jusqu'à un faubourg désolé qui tient à la fois de Saint-Ouen par les terrains vagues et de la rue des Rosiers par l'orientalisme dirigé. On me fait entrer dans un café tout sombre, plein d'hommes qui jouent aux dominos.

— Oh ! ici, tout le monde parle français. Ecoute donc toi-même.

— Regarde-moi ce con qui ouvre avec le double six...

— Hé ! Katia, amène-moi le pastis...

Un jeune m'explique :

— Ils disent le pastis, mais c'est de la vodka qu'on leur sert, manière de se rappeler Marseille, façon de parler, quoi...

La Katia, une grosse jeune fille qui n'a pas dix-huit ans, me dit :

— Allez voir ma cousine à Nice ; vous verrez, je suis bien sûre qu'elle a gardé la ligne, elle, mais ici, à quoi ça sert, la ligne ? Avant de me faire embarquer chez Kadaquian, je cassais des pierres au bord des routes ; c'est pas en France qu'on ferait faire ça à une jeune fille.

J'aurais pu lui répondre qu'en France, des jeunes filles de dix-huit ans deviennent folles rien qu'à suivre la cadence de la chaîne de montage ; qu'elles gagnent quinze mille francs par mois en travaillant de six heures du matin à huit heures du soir dans les boulangeries du XVIe arrondissement ; qu'elles touchent vingt mille francs par mois à vendre des hot-dogs par moins 10°, devant les milk-bars du boulevard des Italiens ; j'aurais pu lui donner bien des exemples de cette terrible vie française, mais à quoi bon ? Ce n'est pas en racontant à l'assoiffé de Tombouctou qu'il y a de l'eau fraiche en Norvège, qu'on étanche sa soif.

Pour Katia, ce qui comptait c'est qu'elle avait une cousine heureuse en France, une cousine de dix-huit ans, élégante, parfumée, avec un coffret plein de bijoux et de colifichets, une cousine qui allait au bal le samedi soir, au cinéma quand elle voulait.

LES jeunes Arméniens qui m'entourent ont entre vingt-cinq et trente ans, et ils se souviennent assez de la France pour la faire cheminer nuit et jour dans leurs souvenirs. Le mirage aidant (avec les pays, ce n'est pas comme pour les amants), loin des yeux, près du cœur ; la France a poussé dans leur esprit comme une sorte de grande plante paradisiaque, une plante rare et d'une douceur exquise, qui est le drapeau, l'insigne des immigrés.

Katia verse la vodka sans faux-col dans nos grands verres bombés. Elle se boit comme du petit lait et il faut faire claquer la langue après, pour mieux digérer la brûlure. Du jeu de dominos, plus question pour les jeunes. Seuls, quelques vieux s'entêtent encore dans leur coin, insensibles aux courants fraternels qui chamboulent la salle. De temps à autre, un groupe de touristes ému aux larmes, franchit la porte du café, précédé, suivi, poussé, adoré, par un groupe de jeunes Arméniens de Marseille ou de Biarritz. Presque tout le bateau s'attable ici en conférence extraordinaire.

— Ah ! mes frères, mes chers frères, c'est si bon de se retrouver, disent les Arméniens qui ont pour eux la grandiloquence orientale et le don de redonner aux mots leur vrai sens, grâce à l'accent des catastrophés.

— Nous vous envions, mais de vous, nous ne voulons que des souvenirs. Racontez-nous Marseille... Est-ce que la Canebière a toujours d'aussi jolis magasins ? Et les cafés de marins du quai des Belges ? Et Notre-Dame de la Garde ? Et le château d'If ? Et Marius et Olive ?

— Ah ! mes pauvres amis, disent les Français, qui prennent les adresses et promettent d'envoyer des revues de mode pour satisfaire aux désirs des jeunes filles qui veulent recevoir *Elle* et *Le Nouveau Fémina*. Bien sûr que les jeunes filles acceptent aussi les bas, les robes, les fanfreluches qu'on leur donne. Les Français qui n'ont pas encore échangé leur montre aux Soviétiques contre des caméras, les offrent spontanément :

— Entre Français, acceptez cela, entre Français, voyons mon cher, ne me remerciez pas.

Je ne peux m'empêcher de penser que ces mêmes Français, en France, auraient traité ces Arméniens de métèques et de bougnoules ; de penser que la plupart d'entre eux ne savent pas différencier, ni de face ni de profil, un Arménien d'un Nord-Africain. Aucun d'entre eux n'aurait donné sa montre à un Algérien ni dit à un bougnoule : « Entre Français, voyons mon cher, ne me remerciez pas. »

Quand nous eûmes suffisamment parlé de la France, dit ce que l'on peut dire d'elle, et même ce que l'on ne doit pas dire (à chaque orateur selon sa conception), les Arméniens, à leur tour, nous racontèrent leur histoire étonnamment uniforme (...).

QUAND l'homme se décide à émigrer, c'est qu'il est malheureux là où il est et qu'il a l'espoir d'être plus heureux là où il va. Cela tombe sous le sens, mais ce sens n'est pas toujours unique. Les Arméniens français qui regagnèrent l'U.R.S.S. après l'appel de Staline faisaient, comme on dit à l'armée, « exception à la règle ». Pour la plupart artisans, tailleurs, cordonniers, menuisiers, ils s'embarquaient avec leurs enfants, leurs machines, leurs meubles, leur matelas, leur petit capital, convaincu qu'on les laisserait s'établir librement en république d'Arménie, comme en tout territoire de leur choix.

C'était là faire preuve de beaucoup d'inculture politique. Ces gens, devenus membres du parti communiste français, ou sympathisants en pleine clandestinité, lors de l'avance de l'armée rouge qui sauvait la civilisation mondiale (cette armée rouge, qui comptait dans ses rangs un bon nombre de leurs frères), n'avaient sûrement pas lu les manuels d'économie politique édités par le parti, pas plus qu'ils n'avaient pris connaissance des ouvrages de Karl Marx, de Lénine ou de Staline sur la question du collectivisme. Ignoraient-ils jusqu'à la nationalisation ? C'est difficilement croyable, mettons qu'ils n'y croyaient pas tout à fait (entre ce qu'on lit et ce qu'on vit ; entre ce qu'on dit et ce qu'on fait) et qu'ils espéraient pour eux un régime de faveur, ce qui prouvait bien qu'ils étaient avant tout communistes par sentimentalité, communistes de cœur, ce cœur qui battait si fort à l'appel du pays natal.

Venant d'un Etat prospère et ayant quitté leur négoce en plein essor, ils espéraient bien trouver là-bas l'équivalent de ce qu'ils laissaient ici. Tout sentimentaux qu'ils étaient, ils amenaient avec eux, à ces fins, capitaux et outils (...).

Si leurs parents retournaient en U.R.S.S. pour y réinstaller leur atelier, les jeunes, eux, avaient bien l'intention, une fois arrivés, de laisser tom-

→

→

ber la famille et de se lancer à corps et idéal perdus dans le grand engrenage mécanique du socialisme. Coudre des semelles et des cols de vestes, les jeunes le sentaient, n'était plus de ce nouveau monde ; ils laisseraient gentiment tomber leur famille et (comme en U.R.S.S. il n'est jamais trop tard pour bien faire) iraient à l'école pour devenir ingénieurs.

Ingénieur... ce mot sonnait comme un triomphe à leurs oreilles. « Existe-t-il, en France, des ingénieurs arméniens ? » Que non ! pensaient-ils, en France, les Arméniens sont marchands de tapis, ils traitent entre Arméniens, ils se marient entre Arméniens, ils se volent entre Arméniens (...).

UNE aube, après que le navire eût ralenti sa marche de nuit pour ne pas manquer son rendez-vous avec cette aube, les machines firent reprendre connaissance au silence et la chaîne de l'ancre commença à se dérouler dans l'océan. Le long cri aigu des treuils qui est le coq des gens de mer prévint les immigrés qu'ils étaient arrivés. Mais les immigrés n'avaient pas besoin d'être prévenus, ils étaient depuis longtemps sur le pont, debout, immobiles, émus. A leurs pieds, les valises, les baluchons, les bébés dans leurs paniers d'osier (...).

Une vedette aérodynamique et qui fendait les flots avec son drapeau rouge accosta bientôt le navire. C'était la douane, la douane pour les immigrés qu'on faisait revenir ! La douane, la police et les officiels... La police pour les immigrés qu'on faisait revenir, les officiels, eux, on ne savait trop pourquoi, pour accueillir ou pour punir ? De l'aube au crépuscule, on remplit des fiches, des papiers avec leurs doubles, leurs triples. On appuya son pouce cent fois sur des cartes, sur leurs doubles et sur leurs triples. On prit des photos de profil, de face et de trois quarts... Et les bagages, les matelas, et les bébés dans les paniers d'osier, étaient toujours à terre, sur cette terre de planche qui était plus sonore qu'accueillante. Au contact de cette bureaucratie, et bien que celle-ci fût plus mondiale que soviétique, les jeunes qui se croyaient attendus dans l'enthousiasme, les vieux, qui espéraient leur fameux « régime de faveur », sentirent en eux une lassitude qui n'était point le signe d'une saine fatigue. La nuit vint, et au loin, les lumières de la côte et du port brillèrent comme autant de petits espoirs auxquels se raccrocher. Le pont du navire aussi s'illumina, mais ce soir-là on n'y vit pas de danse, on n'y entendit pas de chœurs... Et la douane fouinait toujours dans les cales, les machines, les autos (1) étaient examinées avec curiosité, on tâtait, tripotait, et l'on faisait remplir de nouveaux papiers (...).

LE deuxième jour, au matin, le bateau leva l'ancre et fonça droit sur Batoum. Le débarquement se fit à quai devant la population réunie.

A peine débarqué, ce fut le contact avec la vraie réalité soviétique qui n'avait plus rien d'idyllique. La famille, les amis se chargèrent d'enlever les dernières illusions des immigrés, et la bureaucratie gouvernementale, plus diabolique que Staline lui-même, leur porta un coup fatal, duquel ils ne se relevèrent pas.

Des baraques avaient été construites pour recevoir ces Occidentaux repentis et leur matériel. Chacun s'installa et installa ses machines vaille que vaille, avec beaucoup d'ingéniosité et très peu d'espace. Quand tout fut prêt, quelques jours avant que le rythme du travail ne commençât à faire oublier à ces gens leur déception, le « régime de faveur » fut levé, les ateliers nationalisés, les patrons déplacés. Les plus chanceux d'entre eux réussirent à rester gérant de leur propre affaire ; les autres se virent imposer des directeurs qui n'y connaissaient rien. Ce fut la gabegie, la pagaïe, la mort des machines, le sabotage. Ceux-là mêmes qui gagnaient leur vie en France, sans exploiter qui que ce soit, qui touchaient chaque fin de mois soixante mille francs, juste de quoi vivre décemment en se permettant les quelques petits extras qui donnent l'illusion d'une certaine importance sociale, ceux-là mêmes se voyaient appointer au tarif du minimum vital soviétique, ce qui équivalait, pouvoir d'achat calculé, au salaire mensuel de quinze mille francs. Il y eut des protestations, des meetings, mais aussi des condamnations, des déportations.

Les jeunes de dix-neuf à trente-cinq ans, qui avaient pour la plupart déjà fait la guerre, combattu avec la Résistance, ou terminé leur service militaire en France, durent revivre le temps des armes deux années entières. Deux années entières, ce ne fut qu'une longue course en camions, d'un bout à l'autre de l'Union. (...) Et partout c'était le même désert, la même dureté. Les Arméniens-Français ne reconnaissaient qu'une seule qualité au socialisme tel qu'il existait là-bas, celle d'avoir apporté la culture au peuple, d'avoir réveillé sa conscience en même temps que sa science. C'était, constataient-ils, la seule valeur effective dans tout ce laisser-aller totalitaire.

Etouffés par tant de tristesse humaine, baignés par le dénuement des campagnes, il était bien normal que les Arméniens, qui n'étaient pas des économistes mais des tailleurs, fussent bien plus perméables à la détresse sociale que touchés par les réalisations industrielles. On avait beau leur dire que ce pays était en pleine gestation et que l'erreur était aussi le petit de l'homme, ils croyaient quand même juste de souligner le présent quand on tentait de leur avancer l'avenir sur un plateau doré. Leur présent, à eux, butait éternellement contre leur passé français. Le capitalisme occidental que l'on disait en U.R.S.S. agonisant, ils le savaient, était plus florissant que jamais. Les frigidaires, les autos, les restaurants, les rasoirs électriques, la bonne viande, le petit luxe... Ça battait aussi son plein de pauvres gens, mais ici, les pauvres gens battaient la semelle d'un bout de l'Union à l'autre, convaincus qu'ailleurs, c'était bien pire que chez eux.

Les mois usant leurs jours sur le calendrier caché, ils se rendirent compte que l'Union soviétique aurait bien besoin d'une autre révolution pour balayer toutes les impuretés, tous les fonctionnaires, tous les flics qui étouffaient le régime par cupidité ou bêtise. Ils se rendaient compte que le chapardage était là-bas monnaie courante et servait à améliorer les fins de mois.

Eux-mêmes, pour vivre, continuer à vivre, volaient le cuir ou le tissu à l'atelier, ils clouaient, livraient la chaussure française ou la jupe portefeuille à la femme du haut fonctionnaire.

Les fonctionnaires étant les principaux bénéficiaires du marché noir, celui-ci prit une tournure quasi officielle et reconnue d'utilité extrapublique. Tout ce qu'il y avait de rare, aussi bien les produits d'Etat comme le caviar, que les parfums français ou les pièces de tissus anglais ou les ombrelles chinoises ou les disques d'Yves Montand, se vendait sous le manteau.

La semaine prochaine :
« C'est comme de par chez nous... »

Les Arméniens se prirent à haïr le régime actuel et ses fonctionnaires, qui, sous le couvert de la carte rouge, manigançaient ces étranges arrangements (...).

Ils se prirent à haïr ce régime et commencèrent à comparer à haute voix, à parler très fort de leur vie passée, de cette vie française qui, avec le recul du temps, leur apparaissait maintenant tout à fait heureuse... Et à force de parler, de dire, d'injurier les fonctionnaires, il leur arriva des ennuis. Il plut des coups, des peines de prison, puis il y eut les camps, des fusillades... Il y eut un temps noir, épais, qui s'acheva avec le règne de Staline. Staline disparu, les [illegible]sons s'ouvrirent et les fortes têtes connurent [illegible] nouveau le soleil. Mais à part ce soleil, le petit boulot d'ouvriers tailleurs et le marché noir des jupons, que pouvaient-ils faire d'autre et de mieux ?

Par-dessus leur désespoir et leur chagrin, ancré en eux comme un morpion, l'ennui, le terrible ennui étirait son ciel gris.

LOGEANT à plusieurs dans une chambre vide, comme l'Algérien de la Goutte d'Or, ils n'avaient de ressources que de descendre dans la rue une fois le travail terminé, descendre dans la rue et boire la vodka, boire la vodka et entretenir vaguement des relations avec une fiancée arménienne, embrasser la fiancée et chercher de quoi manger mieux et boire plus, et parler longtemps de Marseille, de ses musettes, de ses cinés, des copains qui maintenant devaient avoir leur auto, des magasins, des vitrines, des jolies filles, de la coquetterie, des journaux, des revues, des livres légers et de la liberté de s'embarquer sur un cargo, d'aller du quai des Belges à Anvers, d'Anvers à Londres, et de Londres aux Bahamas. Boire, boire de la vodka et penser à Pineau... Eh oui ! à notre Pineau national qui a laissé à ces gens, lors de son voyage en mer Noire, la promesse d'arranger les choses sous le couvert de la diplomatie. « Pensez donc, Mme Pineau pleurait, en face de notre détresse ; elle sanglotait et son mari, lui, retenait avec peine ses larmes d'homme d'Etat... »

« Notre réserve de foi, c'est Pineau. » « Pineau a promis, Pineau fera. » « Pineau est français, nous aussi. »

Boire de la vodka, et écrire chaque soir de longues lettres à Pineau pour se rappeler à son bon souvenir, écrire à Pineau et attendre les réponses de Mme Pineau.

Les vieux, qui avaient fini par laisser leurs dominos, s'étaient approchés de nous. On sentait entre les deux générations une sorte de rideau de gêne. Les vieux s'excusaient sans cesse, comme pour éviter le moindre heurt, mais les jeunes étaient trop occupés avec nous pour admirer la délicatesse de leurs aînés.

Nous devinions que les jeunes reprochaient aux vieux cette aventure, et que les vieux expiaient cette faute dans la résignation (...).

ET soudain, dans le café, chez Kadaquian, il y eut un étrange incident. Un jeune homme bondit sur moi :

— Attention, ne parlez plus, c'est un rouge.

Puis, m'agrippant par le col de ma chemise, il me lança :

— Alors, tu vas aller nous dénoncer en sortant d'ici, tu vas aller raconter aux flics qu'on crache sur le régime... Tu vas nous vendre, dis ?...

Le groupe m'interrogeait des yeux... Il y eut tout à coup, dans ce café, un suspense de film.

— Pour qui me prenez-vous ? dis-je. Je suis rouge, d'accord, mais je ne suis pas un mouchard. Le mouchard, c'est celui qui vous a dit que j'étais rouge.

— Mais comment peut-on encore être rouge ? dit quelqu'un.

— Je vous assure, dis-je, je n'ai rien d'un flic ; je suis journaliste...

— Et qu'est-ce que tu vas écrire sur nous ?

— La vérité : qu'il faut que vous reveniez en France. Moi non plus, je ne pourrais pas vivre ici.

— Mais tu es rouge quand même ?

— Je suis rouge pour d'autres raisons. Je ne suis pas Russe, moi. Mais pour les Russes, bon Dieu, c'est quand même mieux qu'avant, ne le niez pas. Vous vivez tous de contrastes. Vous opposez naturellement, mais injustement, la vie française à la vie soviétique ; vous êtes déçus, effarés, et il y a de quoi ! Eux ils opposent très justement la vie russe à la vie soviétique ; admettez que la différence est grande ?

— Et les persécutions, les déportations, tu les nies, toi ?

— Je ne les nie pas, je viens de les apprendre, mais du temps des tsars, c'était bien pis.

— C'était pis, peut-être, mais le gouvernement tsariste ne se réclamait pas de la dictature du prolétariat.

— On ne va pas parler politique, dis-je. Je suis à la fois trop près et trop loin de vous. Moi, je suis prospère, vous ne l'êtes pas ; je suis libre, vous ne l'êtes pas ; je suis heureux, vous ne l'êtes pas. Je peux vous comprendre, mais vous, vous ne me comprendrez pas.

— Ça t'est facile d'être rouge, tu as tout, alors tu t'en fous ; t'es rouge en France parce que, en France, être rouge c'est comme être chrétien : c'est charitable, c'est facile, c'est bien vu, c'est moral, c'est une raison sociale, un culte.

— Vous voyez bien que vous ne me comprenez pas, dis-je.

Je ne trouvais pas mes mots, je ne trouvais pas ma foi, je ne trouvais pas même nécessaire de m'expliquer.

— T'es rouge parce que tu sais très bien que le régime n'a aucune chance de voir le jour chez toi. Ça nous dépasse, tu nous dépasses. T'as raison, on ne te comprend pas...

— Dis-moi un peu quel intérêt on aurait de te raconter ce qu'on t'a raconté ? Tu vois bien comment on vit, c'est pas du décor, c'est pas de la mise en scène, c'est pas du bidon. Tu le vois bien, que tout est foutu. Tu le vois bien, qu'on est foutu, si on nous tire pas d'ici. Oui, c'est ça : nous on est foutu, archi-foutu ; la politique on l'a au cul, la politique c'est du décor, c'est de la mise en scène, du bidon, du flanc...

— Tu es français, t'habites Paris, tu écris ; qu'est-ce que tu veux de mieux ? Reste français, habite Paris et écris, t'occupe pas du reste !... T'occupe pas du reste, c'est un conseil qu'on se permet de te donner parce qu'on était comme toi, on y croyait. On voulait devenir ingénieur, on est devenu des voleurs, on voulait donner le meilleur de nous-mêmes à ce pays, maintenant on fait du marché noir ; on voulait devenir des hommes, qu'est-ce qu'on est ? des cloches... des cloches sentimentales, des glas, des pauvres mecs, quoi...

— On veut pouvoir danser des valses et des javas ; on veut pouvoir serrer des jolies filles dans nos bras. « Ne plus faire l'amour à la sauvette dans les parcs avec des ménagères. » « On veut se payer une bagnole, on veut voir des gens heureux, on veut voir du bon cinéma. » « On veut avoir de beaux habits. Ça nous fait mal de voir nos sœurs et nos fiancées fringuées dans des sacs. » « Bien sûr que nous autres, on pourrait se fabriquer des habits, mais pour peu qu'on sorte un peu de l'ordinaire, on serait trop vite repérés. » « Les fonctionnaires, eux, c'est pas pareil ; ils roulent en voiture, tu comprends, ils fréquentent un certain milieu, une élite bureaucratique. » « Maintenant c'est trop tard, le pays nous sort par les yeux, on le bave, on le dégueule, on n'en peut plus ; on ne se sent pas Russes, nous autres : on se sent Français et ici on est des Arméniens ! Des Arméniens, des Arabes, quoi ! » « C'est comme si on était nés deux fois : la première dans l'or, la seconde dans la m... On est des immigrés, et les immigrés seront toujours des paumés. On voudrait errer, tenter sa chance ailleurs, mais pour aller seulement à Odessa, quelle histoire ! »

JE voulus payer les verres, offrir des cadeaux. Je voulus offrir la pureté de ma conscience, mon amitié. Je voulus offrir en bloc la preuve de ma compréhension de rouge. Rien de ce que je voulus payer et offrir ne fut accepté. Les verres me furent offerts, et de petits cadeaux aussi. Ma conscience resta sans valeur, ma compréhension suspendue comme un glaive au-dessus de moi-même. Mon amitié, elle, je ne sus rien de son devenir.

Dans la soirée, Soucoumi disparut derrière nous. A bord, au son d'une musique de jazz, les couples projetaient leurs corps dans tous les sens.

(A suivre.)

(Copyright Ed. Julliard.)

(1) Certains Arméniens avaient cru bon d'embarquer aussi leur automobile.

SCIENCES

● *La Terre est une planète pas comme les autres. Cent cinquante milliards vont être dépensés pour le montrer.*

Une Terre inconnue

CINQ MILLE hommes débarquent pacifiquement sur l'Antarctique, une fusée américaine monte à 112 kilomètres à la verticale de la Terre, le Groenland est examiné à la loupe par des régiments de savants, on découvre des explosions géantes sur le soleil ; l'année géophysique est commencée et les premiers résultats vont bientôt affluer.

L'année géophysique, qui a débuté le 1er juillet 1957, a été qualifiée de « plus vaste entreprise scientifique de tous les temps ». 10.000 stations météo et 25.000 savants de 70 nations y participent. Les chiffres donnent la mesure de l'entreprise. Il s'agit de connaître la Terre. Et, pour y arriver, d'étudier la haute atmosphère, les rayons cosmiques, les volcans, les glaciers, les aurores boréales, les courants marins, les marées, en somme tous les phénomènes qui font de la Terre une planète « pas ordinaire », une planète habitée.

Le coût de cette mobilisation scientifique a été estimé à 150 milliards de francs. Selon les spécialistes américains, il s'agit là d'une estimation très modeste. Les satellites artificiels, vedettes de l'année géophysique, valent à eux seuls cette somme. Il est vrai que l'on n'est pas encore certain de leur participation. Les satellites artificiels se rodent encore en laboratoires en attendant le jour de la tentative.

Le « Vanguard » américain, 50 cm de diamètre, une dizaine de kilos, devait être lancé à la pointe d'une fusée, dans les premiers jours de l'automne.

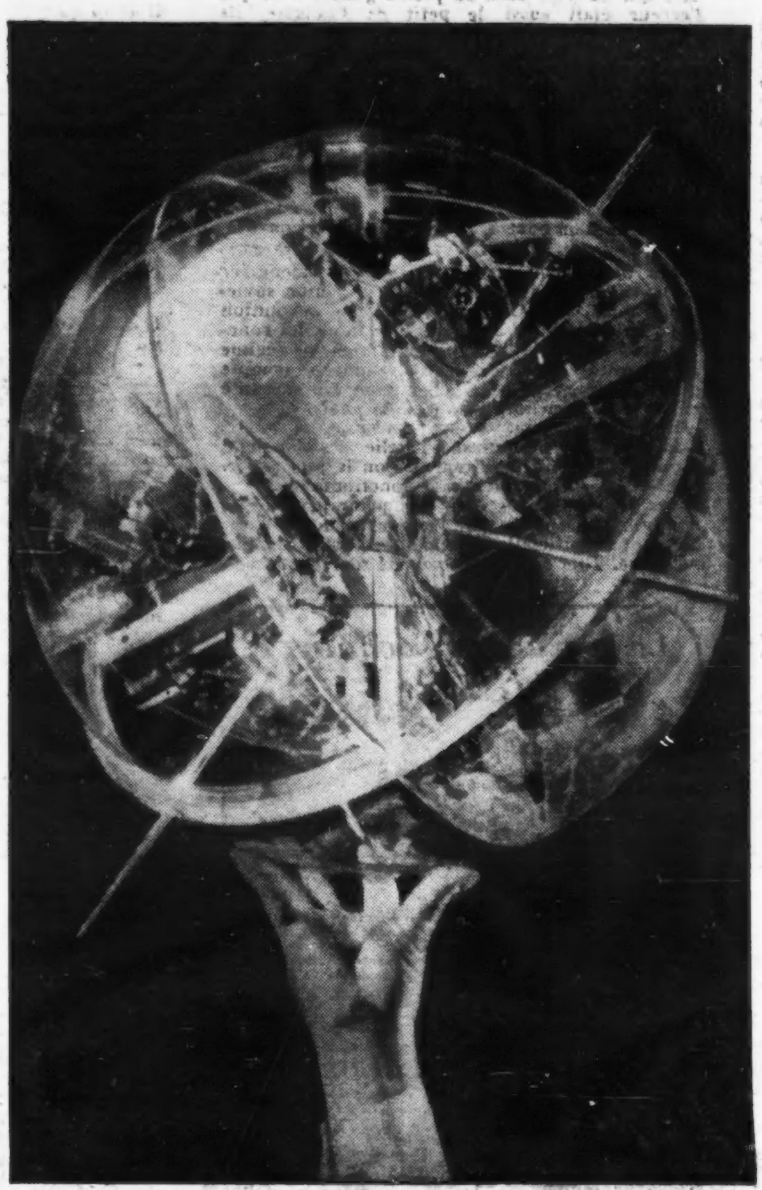
On parle maintenant avec quelque timidité du printemps 1958. Les spécialistes russes maintiennent que leur satellite à eux sera prêt avant la fin de l'année. L'échec ou la réussite de l'opération, si on la tentait, ne saurait cependant faire oublier que pendant dix-huit mois, tous les observatoires et tous les postes d'observation scientifique du monde seront en état d' « alerte permanente » et transmettront à un brain-trust de savants des sommes de renseignements de la plus haute importance. Jour après jour, un état-major international triera ces renseignements, dépouillera les rapports, établira des statistiques.

Les travaux du « Comité spécial de l'année géophysique internationale » feront progresser à pas de géant des sciences qui piétinaient faute de moyens financiers : la météorologie, la sismologie, l'océanographie.

Ballons-sondes

Le rayonnement cosmique qui affecte de façon mystérieuse les êtres humains sera l'un des phénomènes étudiés. Américains et Russes lâcheront des milliers de ballons-sondes qui enregistreront le « bombardement » cosmique sous tous ses angles. L'exploration de l'Antarctique par des missions de douze pays constituera la plus belle opération d'ensemble de l'année géophysique.

La France dispose sur le « sixième continent » de deux bases : Dumont-d'Urville et Charcot. Comme ceux des autres pays participants, les savants français se sont installés durant l'été austral de janvier-février 1956. Quarante-six bases sont disséminées dans l'Antarctique : vingt d'entre elles se sont entassées les unes sur les autres sur la « Terre de Graham » — l'Argentine, la Grande-Bretagne et le Chili en revendiquaient la possession. Le matériel scientifique étant installé, les observations commençaient dès le premier jour de l'année géophysique.



(A. P.)

LE SATELLITE ARTIFICIEL AMÉRICAIN.
Connais-toi toi-même.

UNIVERSITÉ

● *Plusieurs milliers de scientifiques travaillaient clandestinement depuis trois mois sur un projet qui leur était cher. La consigne du silence, respectée jusqu'alors, vient d'être levée.*

Le secret des professeurs

LES scientifiques français sont parvenus à réaliser un tour de force à peine croyable : tous les professeurs des Facultés des Sciences, du Collège de France, du Muséum — c'est-à-dire plusieurs milliers d'hommes — sont parvenus à garder un secret depuis plusieurs mois sans qu'il y ait eu la moindre fuite.

Il y a trois mois, après la fermeture des Facultés des Sciences, un petit groupe de professeurs scientifiques du Collège de France et de la Faculté des Sciences de Paris se mit au travail, dans le silence et presque dans la clandestinité, pour élaborer un projet de refonte totale de notre enseignement scientifique. Il y avait parmi eux des sommités comme Jean Leray, Louis Glangeaud, Lichnerowitz, André Maréchal, Schwartz, Prenant, Wyard et Zamanski, soucieuses d'assurer la formation des cadres scientifiques et techniques de la France et de prévoir la mise en place d'un système cohérent et efficace.

Prise de conscience

Leur projet rédigé, ils formèrent le 16 mai 1957 un comité provisoire à la tête duquel se trouve M. Leray, l'un des plus grands mathématiciens de notre temps et fondèrent le « Mouvement National pour le développement scientifique ».

Discrètement, un exemplaire de ce projet fut adressé à chaque membre des Facultés des sciences, du Collège de France, du Muséum, etc., afin de permettre par des critiques et des suggestions l'amélioration du projet initial. Ces personnalités prirent également contact avec des organisations de techniciens, avec des étudiants des sciences, l'Union des Grandes Ecoles. Ce fut partout l'enthousiasme. Les Facultés des sciences firent savoir par leurs assemblées qu'elles approuvaient les principes de l'action envisagée.

Entre temps, le comité poursuivait ses travaux sans relâche, parfois fort tard dans la nuit. Il semble qu'il ait terminé la rédaction détaillée des horaires et programmes scientifiques de l'enseignement du second degré, sa nouvelle structure, la mise sur pied de l'organisation de la première année des études scientifiques. Le travail concernant les études scientifiques proprement dites serait très avancé et le comité préparerait un plan des Facultés des Sciences appliquées.

→

« L'ÉCHO D'ALGER » JUGÉ

ALAIN DE SÉRIGNY

L'ECHO D'ALGER, représenté par Me Jacques Isorni et Me Bijeon, a intenté un procès à L'Express, défendu par Me Georges Izard.

L'audience a eu lieu le 18 juin, devant la 17e Chambre correctionnelle.

Le jugement est intervenu mardi. En voici l'analyse détaillée :

1 M. de Sérigny, directeur de L'Echo d'Alger, poursuivait L'Express en diffamation pour un article paru dans notre journal le 11 mai 1956, qui exposait que L'Echo d'Alger était une « entreprise de démoralisation » incitant quotidiennement à des sentiments de révolte contre la métropole.

Le Tribunal Correctionnel a considéré que cette allégation ne devait pas être jugée diffamatoire ni ayant un caractère injurieux. M. de Sérigny est débouté de sa plainte et condamné aux dépens.

2 M. de Sérigny poursuivait L'Express en diffamation pour un deuxième article du 31 mai 1956 où il était dit « qu'il faisait partie d'une puissante coalition dont les inspirateurs ont été, selon le moment, les députés ou sénateurs milliardaires qui sont les maîtres incontestés de l'Algérie. » Et « qu'ils ont réussi à ce que leurs intérêts personnels dominent, neutralisant la politique de la France pour le malheur de leurs compatriotes. »

Le tribunal correctionnel de la Seine a jugé que ce texte ne devait pas non plus être considéré comme diffamatoire et qu'il n'outrepasse pas les limites de la polémique admissibles.

3 M. de Sérigny poursuivait enfin L'Express pour un dernier texte où il était dit que lui et les autres maîtres de l'Algérie, « affolés par la tempête de sang et de larmes qui maintenant les emporte, ne s'apprêtaient pas à mourir sous les décombres, tels autrefois les sudistes américains », mais à quitter l'Algérie. L'article précisait qu'un homme d'affaires de la famille de Sérigny était déjà en Uruguay où il avait acheté la propriété « Los Ranchos », dans le Rio Negro.

Notre défenseur, Me Izard, a plaidé la bonne foi de l'analyse de L'Express et il a exposé que, bien qu'aucune preuve ne puisse être fournie en matière de faits articulés pour l'avenir, les événements avaient donné raison à la prophétie publiée.

En effet, l'avocat de M. de Sérigny a confirmé à l'audience que son client résidait maintenant à Paris depuis huit mois, où il avait été nommé, par M. Bourgès-Maunoury, auditeur représentant la presse aux cours des hautes études de Défense Nationale. L'avocat a également admis à l'audience que l'homme d'affaires de la famille Sérigny (Les Duroux) était bien en Uruguay et y avait acquis une propriété conformément aux informations de L'Express (cf. sténo du procès p. 32).

Le Tribunal Correctionnel de la Seine a jugé que ce dernier texte ne devait pas non plus être considéré comme diffamatoire.

Mais il a décidé que les « expressions employées » constituaient « des injures envers un particulier ». M. de Sérigny, sur cette plainte, demandait deux millions de dommages et intérêts. Le Tribunal a apprécié le préjudice à la somme totale de vingt mille francs.

LES CROISIÈRES BLEUES
12 JOURS A BORD DU SUPER-YACHT
« STAR OF MALTA »
MONACO - VILLEFRANCHE - PORTO FINO
ILE D'ELBE - CIVITTAVECCHIA - ISCHIA
NAPLES - CAPRI - PALERME - TERRA NOVA
AJACCIO - MONACO
Ski nautique - Excursions - Détente
DEPARTS : 14, 28 JUILLET - 11, 25 AOUT
8, 22 SEPTEMBRE
Places disponibles de 53.900 à 156.800 francs
LASRY 16, rue de la Paix, PARIS - OPE 06-89
GEP

Ni les hommes, ni les projets, ni les méthodes ne ressemblent à rien de ce que nous connaissons. Aucune étiquette ne peut convenir ni au comité, ni au mouvement.

La puissance de ce mouvement qui ne fera que croître se révèle au moment où le pays est au bord de la catastrophe.

Les Facultés des Sciences ont pris conscience de leur force et de leur rôle fondamental dans l'avenir de la nation. Elles sont décidées à en user.

(Agip.)

BRIGITTE BARDOT
Question de vocabulaire ? —

ÉGLISE

Succession

LE R.P. Ducatillon, 58 ans, Provincial des Dominicains de la province de Paris, est mort le 26 juin des suites d'un accident de la circulation.

Il avait été nommé au poste qu'il occupait, à la suite de la démission des trois provinciaux de France, en février 1954.

Nous croyons savoir que, pour la désignation de son successeur, les Dominicains retrouveront le droit d'élection que prévoient leurs constitutions et qui avait été provisoirement suspendu.

Le chapitre qui procédera à cette élection se tiendra probablement au mois d'octobre prochain.

FORUM

Les jeunes préparent une surprise

par Roger VADIM

L'AUTRE jour, en ouvrant un journal, j'ai appris qu'une délégation de parents de la ville d'Angers était venue demander au préfet d'interdire la projection de mon film « Et Dieu créa la femme... ». Motif : ils craignaient que ce film n'engage leurs enfants sur la voie dangereuse empruntée par d'autres J3 tristement célèbres.

Je demeurai quelque peu ébahi d'apprendre que la vue d'une femme dénudée pouvait inciter des jeunes gens à voler des voitures et à assommer des voyageurs dans les trains.

Les parents désorientés

Après avoir refermé le journal, je me suis dit que certains parents devaient se trouver bien désorientés pour faire endosser à une paire de jambes trop voluptueuses la responsabilité de la crise d'amoralité et d'« asocialité » de leurs enfants.

Pour ma part je vois entre la nouvelle génération (dont je ne fais presque plus partie, déjà, hélas !) et ses aînés un divorce, provoqué d'abord par une façon différente de voir, de penser, de ressentir, ce qui n'est pas alarmant, loin de là. L'évolution technique du monde est si rapide qu'il faut avoir grandi avec les transports aériens et la télévision, avoir connu enfant ou adolescent la bombe atomique pour s'adapter de cœur et de peau au rythme actuel, pour évoluer avec lui au lieu d'être sans cesse dépassé.

Malheureusement, ce divorce est fondé aussi sur un profond malentendu.

Des générations ont appris à vivre confortablement entre leur conscience, leurs aspirations, leur foi et les réalités de leur société grâce à un code moral subtil mais précis et rigide. A toute époque la fougue de l'adolescence a bousculé ces règles avec plus ou moins de violence pour revenir presque toujours sur ces « erreurs de jeunesse » et accepter les règles du jeu.

La grande différence aujourd'hui c'est que les jeunes ne bousculent plus ces règles, ils ne dépensent plus leur énergie à se révolter — ce stade est dépassé — ils ignorent purement et simplement le « code ». Le fossé est trop grand. Ils ne cherchent pas à se justifier : ils savent qu'ils ne seraient pas compris.

Et c'est là qu'existe le malentendu.

Les aînés pensent que sans leur code de morale il n'y a pas de notion du bien et du mal possible. Les jeunes trouvent au contraire que ce « code » a fini par fausser toute notion de bien et de mal. Négligeant une morale mais ne possédant pas clairement les règles d'une nouvelle éthique, ils réagissent en face des situations selon leur cœur et leur tempérament. Le terme « amoral » peut donc effectivement leur être appliqué et il est compréhensible que beaucoup s'engagent sur une mauvaise pente (la proportion des jeunes délinquants n'a d'ailleurs pas augmenté autant qu'il pourrait y paraître. C'est leur publicité qui est beaucoup mieux faite). En revanche, ceux qui tiennent le coup sont vraiment sains et solides et on peut compter sur eux autant — sinon davantage — que sur des hommes qui ne bâtissent qu'avec des formules engendrées par la tradition.

Si beaucoup de jeunes (pas tous ! pas tous, je sais !) ne reconnaissent pas les règles de morales ancestrales, c'est parce qu'ils sont victimes d'un malaise, d'une habitude de tout mettre en doute à chaque instant, d'un manque total, absolu, irrémédiable de confiance ou d'admiration pour leurs aînés.

Les grands mots

Les grands mots sonnent creux : Famille... les gouvernements poursuivent leurs expériences atomiques, il nous faudrait conserver intact un sens de la famille bâti sur la sécurité des siens et la continuité de la lignée ! Si je pense sérieusement à l'avenir, je vois autre chose qu'un bambin rose gambadant parmi les massifs de mon jardin.

Patrie... Etait patriote le Hongrois qui tirait sur les Russes mais bandit ou rebelle l'Indochinois qui portait l'uniforme viet-minh (ou le contraire selon les optiques). Etait patriote celui qui risquait sa vie pour abattre les soldats du général Speidel. Sont toujours patriotes ceux qui vont servir sous les ordres de ce même général.

Je ne veux pas porter de jugement sur les faits eux-mêmes, mais je n'ai pas la souplesse d'esprit nécessaire pour conserver à ce mot « patriotisme » un sens parfaitement clair et précis.

Respect d'autrui... Quand on a dix ans, ou quinze, ou un peu plus et qu'on apprend qu'un monsieur civilisé, habillé d'un complet comme vous et moi, a décidé un jour que deux villes entières avec femmes, jeunes filles, enfants et bébés, que deux villes allaient disparaître, ça fait un drôle d'effet. On se dit que deux ou trois cent mille âmes ce n'est pas grand-chose sur la conscience d'un honnête homme. Alors ensuite quand on nous dit qu'un autre monsieur, Français celui-là, et catholique, et très bien élevé d'ailleurs, a pris sous son autorité « l'annihilation physique » de quatre-vingt mille Malgaches on a à peine un cillement...

Quatre-vingt mille, il n'y a pas de quoi fouetter un chat.

On nous a appris depuis quelques années à compter la vie pour trop peu de chose. A force de trouver de bonnes raisons de justifier les massacres collectifs dans le monde, on émousse le respect de la vie d'autrui, ce sentiment qui est la base même de la condition d'homme.

Il y a comme ça beaucoup de grands mots, beaucoup de notions qui sont évidemment immuables pour nos aînés mais qui nous semblent à nous un peu floues.

Un long voyage

Tout cela (et combien d'autres choses) d'une façon directe ou par osmose, a éloigné beaucoup de jeunes de leurs aînés. Ce n'est pas une bouderie passagère, c'est un grand voyage. Ce n'est pas de la colère, ce n'est pas de la révolte, c'est un sentiment de détachement, d'éloignement, de solitude et parfois de dégoût — de dégoût contre personne, de dégoût contre la société. Mais cette société pour l'instant appartient toujours aux aînés.

Quand la nouvelle génération arrivera à sa maturité sociale, elle réservera une grande surprise. Du moins je le crois.

Pour revenir d'un mot au départ de ces propos, je conseille aux mamans d'Angers de chercher ailleurs que dans mon film un sujet d'inquiétude pour l'avenir de leurs enfants. Ils peuvent même aller le voir (je ne touche pas de pourcentage). Ils peuvent même aller voir des films policiers. Là au moins, on sait qui est le mauvais, qui est le bon, et on est sûr que le mauvais sera puni.

C'est excellent pour la santé de l'esprit.

R. V.

(Copyright Express.)

CHALEUR

• ***L'homme est-il fait pour travailler quand il fait chaud ? Des chercheurs français ont étudié ce problème à propos des travaux entrepris au Sahara.***

A la sueur de son front

LA chaleur est devenue, du Groenland à l'Espagne, le souci n° 1. En une seule journée, près de 250 cas d'insolation ont été enregistrés en France. Le vainqueur probable du Tour, Charly Gaul, a été contraint d'abandonner. Et tandis que sur les plages les premiers estivants recherchaient l'ombre, dans les bureaux et les ateliers l'activité de chacun connaissait une baisse de régime d'autant plus prévisible que l'action de la chaleur sur le rendement a déjà été mise en équation par les statisticiens.

La « zone euphorique », c'est-à-dire la température idéale, se situe entre 15° et 20°. Au-delà de 22°, la courbe rendement s'effondre et le nombre des accidents du travail monte en flèche — cette remarque vaut pour les hommes, car les femmes supportent beaucoup mieux les températures élevées: elles ne sont pas victimes de plus d'accidents du travail pendant la canicule.

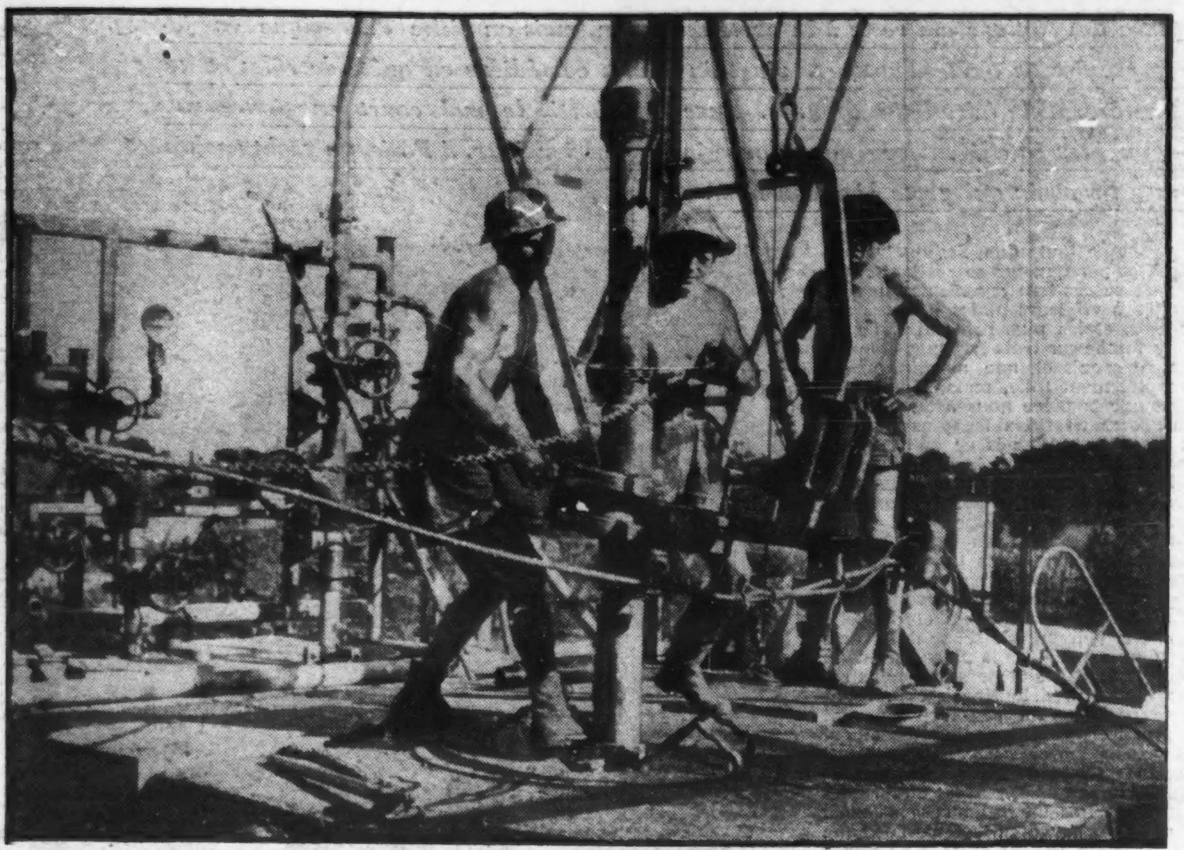
Comment lutter contre la chaleur et diminuer les risques qu'elle fait courir ? A cette question de récentes études réalisées par des chercheurs français permettent de donner un début de réponse. L'importance que le Sahara est appelé à prendre dans notre vie a incité M. Louis Armand, président du Bureau Industriel Africain, à créer un « Centre d'études et d'information des problèmes humains en zones arides », animé par le Dr Francis Barrey.

Les premiers rapports établis par le centre fourmillent d'indications qui peuvent être utiles aux habitants de l'Europe, transformée temporairement en « zone aride ».

Vêtements flottants

Tout Occidental vivant en « zone aride » souffre, on l'imagine aisément, de déshydratation. On a pu mesurer, chez des foreurs travaillant au Sahara, des déshydratations dépassant deux litres à l'heure.

Pour limiter cette dangereuse évaporation, précisent MM. Francis Barrey, Claude Vigan et André Senet, une prescription est impérative : il faut exposer le minimum de peau nue à



(Keystone.)

DES TRAVAILLEURS SOUS LE SOLEIL
Question d'habitude ?

l'insolation directe, et toujours porter au moins une chemisette. Les Africains autochtones le savent de tradition ancestrale : ils sont toujours couverts d'un vêtement flottant et large.

La sudation est inévitable, et d'ailleurs nécessaire : un litre et demi de sueur, par exemple, permet de dissiper en s'évaporant 870 calories et diminue considérablement la sensation de chaleur.

Pas d'alcool

Mais il convient de remplacer l'eau évaporée, ce qui pose l'important problème des boissons. Sur ce point, tous les hommes de science sont d'accord : il faut, en tout cas, ne pas boire de boissons alcoolisées qui ont des effets désastreux.

Au Sahara, les puits locaux produisant une eau magnésienne dont l'action irritante sur l'intestin n'est pas négligeable, on a été amené à fournir aux travailleurs européens des eaux minérales, puis de l'eau douce mise en bouteille et gazéifiée. L'essai n'ayant pas été concluant, on distribue actuellement une eau de grande marque réputée pour sa faible teneur en sels minéraux.

Autre problème : celui du sel. L'excrétion d'un litre de sueur entraîne la perte d'environ 3 grammes de sel dont la concentration dans l'organisme doit rester à peu près constante. Il convient donc de procéder à son remplacement. C'est ce qui se fait au Sahara sous la forme de comprimés de chlorure de sodium associé à du lactose, mis à la disposition du personnel sur les tables du réfectoire.

Mais depuis quelques années, on s'est aperçu, aussi, du rôle considérable que tiennent le potassium et le magnésium à l'occasion des déperditions importantes d'eau. Des travaux sont actuellement en cours à ce propos. Certains techniciens envisagent de mettre au point une véritable « sueur artificielle ». Ce serait une boisson hygiénique, non alcoolisée, équilibrée en sels minéraux, qui compenserait exactement les effets de la transpiration.

La lutte contre la déshydratation est d'autant plus importante que l'évaporation massive d'eau peut entraîner la mort.

Si l'issue fatale reste exceptionnelle, des manifestations mineures ont une influence considérable sur l'état physique et mental du travailleur qui souffre successivement de crampes musculaires, de troubles caractériels (petits délires) et d'un affaiblissement fonctionnel progressif.

Comment faut-il se nourrir en « zone aride » ? Les animateurs du Centre d'études et d'information des problèmes humains insiste sur la nécessité d'une nourriture fraîche. Même au Sahara, la consommation de conserves est réduite au strict minimum.

Autour des puits de pétrole, les travailleurs disposent de produits de toute première qualité (viande sous cellophane, poissons de la baie d'Alger pêchés la veille), transportés par avion dans des « containers » — refroidis à la neige carbonique — et stockés dès leur arrivée en chambre froide. Une ration quotidienne du « travailleur au Sahara » a été calculée, qui prévoit des proportions convenables de « principes nutritifs énergétiques ». L'apport en « principes spécifiquement indispensables » est garanti par une forte consommation de beurre frais et de crudités. Malgré ces précautions, les médecins du Sahara estiment que la nourriture en « zone aride » n'est pas encore au point.

L'absorption de vitamines C et B1 permet de mieux lutter contre la fatigue aiguë au Sahara et dans les pays chauds où le « stress » (la pression) climatique aggrave sensiblement la fatigue due à l'effort manuel ou intellectuel.

Sanatoria de nuit

Malgré toutes les précautions qui ont pu être prises, des cas de fatigue aiguë sont en effet souvent enregistrés en « zone aride ». On a ainsi été amené à prévoir, dans le cadre des infirmeries de santé, ce que les auteurs russes appellent des « sanatoria de nuit ». Les consultants qui y sont hébergés sont soumis à un regonflage accéléré, mettant en œuvre des techniques telles que l'oxygénothérapie, l'injection d'extraits glandulaires, et le sommeil conditionné.

Cette notion de fatigue aiguë conduit naturellement à se demander si l'Européen peut s'adapter aux températures élevées et combien de temps il lui faut pour réagir efficacement contre la chaleur. Le professeur Lemaire, de Dakar, s'est intéressé à ces questions. Il a pu noter que certains sujets se plaignent d'angoisse respiratoire, de soif d'air, en arrivant par avion dans un pays chaud. Il a constaté également une augmentation du rythme cardiaque, accompagnée, chez certains, de palpitations. La masse sanguine, dans les premiers jours d'un séjour en milieu chaud, diminue, et des vertiges surviennent chez le sujet transplanté passant de la station assise ou couchée à la station debout. Les troubles digestifs sont une constatation fréquente. L'anorexie est de règle, ou tout au moins une diminution de l'appétit. Enfin, les réactions du système nerveux complètent le tableau ; l'insomnie n'est pas exceptionnelle, elle s'accompagne de nervosisme, d'irritabilité, de tremblements.

Le plus souvent en quelques jours — au maximum une semaine — l'accommodation est réalisée.

Toutefois, chez certains sujets qui sont atteints d'insuffisance des mécanismes thermo-régulateurs, l'organisme ne peut s'accommoder aux heurts climatiques. On observe alors un état de déséquilibre fonctionnel progressif, « le syndrome d'inadaptation primitive », qui aboutit le plus souvent à la constitution d'un état psychique grave imposant le rapatriement immédiat.

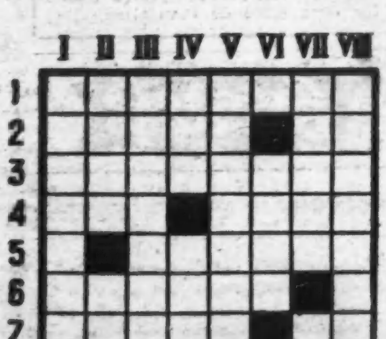
Si la plupart des Européens peuvent, quand même, s'adapter et trouver un nouvel équilibre en pays chauds, s'ils peuvent y exercer une activité intellectuelle et physique normale, il faut noter, en tout cas, que la mortalité paraît plus élevée en zones tropicales ou arides.

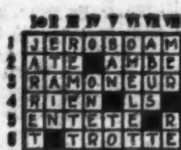
Si l'on tient compte des statistiques données par la Caisse des Retraites des Fonctionnaires français d'outremer, l'âge moyen de ce personnel se situerait aux alentours de 56 ans. (Voir p. 30 l'article : « Fraîche et rose »).

Mots croisés n° 90

Horizontalement. — 1. Ancien village qu'illustra récemment certaine personne à l'esprit dérangé. — 2. Groupe dont il vaut mieux éviter la rencontre. Réchauffe et assèche depuis plus de quarante siècles. — 3. Ne s'occupe pas des ballons. — 4. Pour le week-end de Marius. Protège le crustacé et permet de juger l'homme. — 5. Dérobée aux regards et un peu abritée. — 6. Préservée du courant. — 7. Qualifie aussi désagréablement une enfant qu'une marchandise. Souvent attendu du Kremlin. — 8. Peut être bienfaisante ou dévastatrice, selon qu'elle est minérale ou végétale. Ancien berceau. — 9. Excellente façon de parler. S'éprouve dans les mauvais jours. — 10. Ennemie de l'Est, sans aucune idée anticommuniste.

Verticalement. — I. Longtemps nocif, mais à petite échelle, il symbolise aujourd'hui les grandes destructions. — II. Homme libre, chez les Madécasses. A peu près café au lait. — III. Certains échinodermes ne sauraient se passer de sa lanterne. — IV Domina Troie et Cnossos. Parménide et Zénon. — V. Ne doit pas cependant évoquer certain vêtement couleur d'azur. — VI. Désinence de noms de métier. Intéresse triplement le météorologue, pêcheur et assoiffé. — VII. Inspiré par saint Augustin, il inspira Bossuet. Se produit au stade et se consomme au café. — VIII. Pseudonyme tout indiqué, pour tenir la rubrique ménagère, dans une gazette de province (deux mots).





Solution du n° 89

JE, TU, IL...

● FRANCIS BODENAN, 33 ans, suspecté d'être l'instigateur du double meurtre de Montfort-l'Amaury (juin 1955), fait la grève de la faim pour protester contre la décision du président Chapar qui le maintient en prison. Au cinquième jour de son procès, devant les assises de Versailles, l'affaire a été renvoyée pour complément d'information, sur un coup de téléphone anonyme donnant un renseignement d'ailleurs faux. Chacun sait maintenant comment il faut s'y prendre pour faire suspendre un procès.

● CHRISTIAN LABALETTE, 23 ans, international de football, qui jouait avec l'équipe de Sochaux, a été tué d'une rafale de mitraillette tirée d'une voiture américaine alors qu'il bavardait, à 1 h. du matin, rue Fontaine, avec l'un de ses amis, François Chiappe. Les enquêteurs s'interrogent.

● HENRI, COMTE DE CLERMONT, 24 ans, fils du comte de Paris, épouse ce vendredi, à Dreux, Marie-Thérèse de Wurtemberg, 22 ans. Parmi les cadeaux, celui du général de Gaulle, une pendulette accompagnée d'une lettre qui n'a pas fini de faire parler : « ...pour chaque Français, ce mariage est une raison de se réjouir, car la vie de votre famille s'identifie avec l'Histoire de France. Ce qui vient de vous dans le présent est exemplaire, quant à votre avenir et à celui du prince Henri, ils sont intégrés dans les espérances françaises. Je salue cette union que Dieu bénit comme un grand événement national. »

VACANCES
à l'Etranger

4 jours de plus !

grâce aux circuits en AUTOCAR
« CHANTECLER »
partant des villes frontières

Vous voulez visiter l'Italie, l'Espagne, l'Europe Centrale, la Scandinavie, les Balkans, etc. ?
BRAVO !

Mais pourquoi perdre
2 JOURS ENTIERS
pour atteindre la frontière en car et autant pour en revenir ?

Soit 4 précieux jours
qui réduisent vos vacances
et grèvent votre budget...

PARTEZ (de PARIS ou de VOTRE VILLE)
par TRAIN RAPIDE DE NUIT

vous arriverez ainsi le lendemain matin frais et dispos POUR FAIRE VOTRE CIRCUIT EN AUTOCAR A TRAVERS

LES PAYS ETRANGERS
ET VOUS BENEFICIEREZ
D'ETONNANTES
REDUCTIONS :

40 % sur le TRAIN
30 % environ sur l'AUTOCAR

Demandez la brochure gratuite des 14 circuits « CHANTECLER »
durée de 5 à 25 jours

PRIX SANS CONCURRENCE
depuis .... 12.900 fr.

Cie FRANÇAISE
DE TOURISME
3, RUE VIGNON
(Métro : Madeleine)
PARIS (8e) - RIC. 77-09

PARIS EN PARLE...

● **THEATRE** : *au Théâtre des Nations, on reste à la porte du Japon, mais on visite l'Amérique en famille. Quatre jeunes compagnies en quête d'auteurs, vingt-six jeunes comédiens en quête de rôles et un nouveau mémorialiste s'efforcent de faire leurs preuves. Avec Audiberti, le mal court en Bourgogne* ● **CINEMA** : *à Berlin, un jury intelligent couronne douze jurés consciencieux. A Paris, un yacht anglais fait eau* ● **MUSIQUE** : *un Français qui porte bien son nom.*

THÉATRE

Extrême Japon

LE THÉATRE DU NO DE TOKYO.

au théâtre des Nations.

DE tous les spectacles que le théâtre des Nations nous a présentés, voici sans doute le plus étranger : non seulement parce que la langue japonaise est particulièrement lointaine pour notre esprit et notre oreille, mais parce que l'art traditionnel et symbolique du nô, avec son strict déterminisme des attitudes, des gestes, des couleurs, des sons, des paroles, est comme une langue dans la langue, une langue étrangère à la seconde puissance.

Théâtre contemporain des « miracles » de notre moyen âge, pièces dont la trame très simple, magico-religieuse semble-t-il, se déroule avec une fixité presque liturgique, voix qui psalmodient, gestes dont le dessin et la lenteur sont également calculés : Paul Claudel a admirablement analysé les éléments de l'envoûtement par le nô. Mais il faut bien dire qu'il n'est pas question d'entrer de plain-pied dans cet univers, comme nous avons l'impression d'entrer par exemple dans le Japon des grands maîtres de l'estampe comme Outamaro ou Hokusaï, ou celui des films comme *Rashomon*. Ici, faute d'une culture suffisante, d'une suffisante préparation à ces raffinements et à cette sagesse, l'approche purement esthétique est bien difficile et bien décevante. Spectacle qu'il faut avoir vu, mais dont nous ne découvrirons la richesse que lentement et avec grand-peine.

★

Une autre réunion de famille

LONG DAY'S JOURNEY INTO NIGHT

par Eugène O'Neill, mise en scène de José Quintero, par l'A.N.T.A. au théâtre des Nations.

TOUTES les scènes de cette pièce, dont on a longuement parlé ici la semaine dernière, sont des scènes de famille, la pièce n'est qu'une gigantesque scène de famille, avec ses griefs remâchés, ses souvenirs rengaines, ses attendrissements et ses brusques tensions, une scène de famille qui occupe cinq moments d'une même journée d'août 1912, et pour le spectateur dure un peu plus de quatre heures d'horloge. Dépassant les recherches techniques, les masques, les tentations de l'expressionnisme, etc., O'Neill a écrit une sorte de tragédie domestique toute nue. Ses quatre misérables personnages se grattent entre eux et se grattent eux-mêmes jusqu'à mettre à vif leurs plaies les plus anciennes et les plus profondes. Le rideau tombe sur trois ivrognes complètement saouls et une morphinomane complètement folle, mais l'important c'est que la pièce nous a dévoilé jusqu'aux motivations les plus secrètes et les plus ambiguës ce qu'ils fuient dans l'alcool et dans la drogue.

Des quatre acteurs principaux, les deux qui nous touchent le plus sont les deux jeunes hommes, MM. Bradford Dillman et Jason Robards : ils jouent sans filet, sans truc, sans clin d'œil, avec d'inépuisables réserves d'émotion fraîche. Nous n'avons guère d'acteurs de cette classe et de cette vérité et leur grande scène du 4e acte a été un sommet de la pièce. Les deux vedettes ont été de grands monstres sacrés, M. Fredric March composant avec peut-être un peu trop d'accent irlandais son vieux cabot égoïste et avare, Mrs Florence Eldridge se jouant avec beaucoup de bonheur des difficultés de son rôle, parfois très émouvante, parfois un peu forcée — mais il eût fallu quelqu'un comme l'Yvonne de Bray des grands jours. Une soirée de grand théâtre ? Une grande soirée de théâtre ? Un peu des deux et c'est beaucoup.

★

Jeunes compagnies en quête d'auteurs

CONCOURS DES JEUNES COMPAGNIES

au théâtre d'Aujourd'hui.

QUAND à Strasbourg, l'autre jour, M. Hubert Gignoux me faisait visiter les magnifiques installations du Centre de l'Est dont il vient de prendre la direction, j'admirais comme tout y est prévu pour préparer la jeunesse à tous les métiers du théâtre : il y a des salles de répétition pour les comédiens, les musiciens, les metteurs en scène, des ateliers pour les décorateurs, les costumiers, les charpentiers, les couturières, que sais-je. Il n'y manque à vrai dire que cette source de matière première — le bureau du dramaturge.

Mais il manque un peu partout. Mme Arlette Reinerg ayant renoncé in extremis à présenter *La Punaise* de Maïakowski, le concours des jeunes compagnies s'est trouvé réduit cette année à cinq spectacles : trois pièces anglaises, une allemande et une seule œuvre originale française.

Si nous oublions gentiment une adaptation élisabéthaine où la laideur et la prétention se disputaient la palme, les auteurs anglais nous ont valu les deux meilleures soirées. La compagnie de la Guilde, déjà célèbre pour avoir monté Shakespeare à Ménilmontant, a présenté, sous le titre *Les Grenadiers de la Reine*, l'adaptation par M. Jean Cosmos de *L'Officier Recruteur* de Farquhar. C'est un spectacle très amusant où la comédie d'intrigue dans le goût classique anglais est rafraîchie par les moyens du comique troupier. Farce montée avec un soin parfait, réglée comme une horloge, enlevée comme une charge : la Guilde n'apporte pas beaucoup de nouveauté, mais elle peut devenir une seconde compagnie Fabbri.

Avec *Napoléon malgré lui*, la compagnie Henri Labussière nous révèle un nouvel auteur anglais, M. John Whiting. Dans une maison de campagne où l'on craint le débarquement (de l'Empereur), réunissez un noble anglais qui se prend pour Napoléon ou presque ; un maniaque du feu, tour à tour incendiaire et pompier, une grosse vieille follette qui passe une armure pour s'engager dans les amazones (le rôle est tenu avec drôlerie par Mme Solange Sicard), un officier braillard et hurluberlu, un beau jeune homme aveugle au physique et illuminé au moral, etc. Cela fait un peu beaucoup d'excentriques et l'auteur a été le premier à en souffrir, si bien que sa pièce n'en finit pas de finir après avoir oscillé entre le style caramel et le style branquignol. Mais c'est un spectacle honorablement mis au point qui peut tenter sa chance auprès du grand public.

La Compagnie André Steiger a présenté la version française d'une pièce de Lenz adaptée par Bertolt Brecht, *Le Précepteur* ; cela fait un long chemin de Jean-Jacques Rousseau et de Kant à Paris en passant par l'Allemagne de l'Est, et les comédiens n'ont pas su choisir clairement entre le réalisme et l'ironie outrée. Quant au seul auteur français, M. Bernard Dabry, il y a dans sa pièce, montée par la compagnie Yves Bureau, plus de bonnes intentions sympathiques que de qualités de construction.

(Bernand.)

UN MASQUE JAPONAIS *Nô.*

Réceptions et déceptions

CETTE semaine, un comédien est arrivé au point crucial où l'on publie ses mémoires, et vingt-six comédiens sont partis dans la carrière au signal d'une clochette d'appariteur.

Ces Souvenirs provisoires sont ceux de Jean-Pierre Aumont, qui semble curieusement rajeunir d'un an chaque année grâce au savon Cadum.

Eternel jeune premier, presque décourageant d'optimisme et de santé, « Jean-Pierre » a dédicacé son livre à ses amis au cours d'une réception bucolique et choisie qui a été très réussie puisque l'on pouvait y compter trois dames avec la même robe, sept vedettes du cinéma, et Maurice Chevalier, le Saint-Simon des mémorialistes de théâtre, en alpaga mauve.

Au Conservatoire, c'était moins réussi, quatorze garçons et douze filles se sont battus en un singulier combat dont l'enjeu est une gifle amicale de la main potelée de l'administrateur de la Comédie-Française, accompagnée d'un contrat beaucoup moins replet.

« Epatant ? »

Les jeunes gens se classaient en deux catégories. Les éphèbes qui soignent leurs muscles et leurs cheveux, et se présentent comme les athlètes de la compétition, et les rôles de composition, qui ressemblent toujours un peu à ces enfants prodiges prématurément vieillis. Les jeunes filles hésitent elles aussi entre deux styles : le genre « pauvre orpheline », un filet de voix, tout en nuances, ou le genre « maraîchère » avec du coffre, tout en vulgarité.

Tout cela n'a aucune importance : le jury se distrait, se passe les jumelles, se fait les ongles, dort un peu, se réveille en sursaut, et il y a toujours un ami à la mi-temps pour dire aux candidats : « Epatant, mon vieux, tu as été épatant ». Le jury en décide généralement autrement.

Cette fois, touché par les longs cils de M. Le Royer et par M. Camoin, le « rigolo », deux premiers prix furent distribués. M. Destoop, misanthrope très classique, méritait mieux que son premier accessit, mais le long et morne défilé des dames ne pouvait mieux espérer. Françoise Kanel, un timbre chaud, un bon maintien, obtint justement un second prix que personne ne saurait lui disputer, si ce n'est Monique Guyot, sincère et profonde.

Ni découverte ni révélation pour les prospecteurs de « vraies natures ». Jacques Becker tapote mélancoliquement le bras de son fauteuil. Pleurs et grincements de dents, chahuts et tumultes couronnent la séance. Devant l'Odéon, il n'y a plus bientôt que des élèves appliqués et déçus, qui cherchent le génie et attendent le triomphe.

LANCELOT.

A ne pas manquer :

● **Fin de partie** (Beckett et le néant) ● **Patate** (Achard retrouvé).

A voir :

● **Dialogues des Carmélites** (Bernanos au théâtre) ● **La Cantatrice chauve** (à la découverte d'Ionesco) ● **Irma la douce** (l'Opéra de quat'sous de Marguerite Monnot) ● **L'Ecole des cocottes** (pour rire) ● **Les Hussards** (les gaîtés de l'occupation) ● **Protée** (une farce de Claudel).

Charmant nos regards, nos esprits
Luxueuse folie légère
La revue des Folies-Bergère
Est le triomphe de Paris

Cabarets Dancings

Puerta del Sol MUSIC-HALL ESPAGNOL 52, RUE PIERRE-CHARRON

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"

... CETTE SEMAINE

Le mal court en Bourgogne

(De notre envoyée spéciale Michèle Manceaux)

CADRE exceptionnel d'un vieux château à tourelles, aux pierres phosphorescentes dans la nuit tiède, mais cadre confidentiel d'une commune de soixante-quinze habitants à 45 km. de Dijon, c'est le décor, serti de feuillages, qu'a choisi Michel Parent, organisateur du Festival des Nuits de Bourgogne, pour y donner la création de *La Hobereaute* de Jacques Audiberti.

(Rank.)

ELVI HALE
Yes.

Idée fastueuse de réunir pour un soir unique dans ce haut lieu retiré quatorze comédiens, autant de techniciens, de commander à Jacques Schmidt d'ingénieux costumes et à Yves Claoué une musique originale et de disperser tout cet immense effort au vent des coteaux, mais idée très raffinée d'allier si parfaitement une pièce et son décor.

Nulle part la pièce d'Audiberti, au langage pulpeux, foisonnant, n'aurait mieux résonné qu'au sein de cette Bourgogne un peu paillarde de Colette et des truculents tastevins.

Nulle part les vers libres et musicaux de cette pièce que l'auteur lui-même intitule « opéra parlé » n'auraient mieux chanté qu'au milieu des sifflements d'oiseaux. Nulle part *La Hobereaute*, « la doctrine vivante », « déesse des écorces et des lacs », n'aurait pu mieux incarner la nature qu'entre ces arbres murmurants et touffus.

Une hécatombe

Mais *La Hobereaute*, ce n'est pas seulement « *cet oiseau qui se pique au sommet du ciel, turlupine les ours et décourage les loups* », c'est aussi « *la déesse des gens qui ne veulent pas de l'Eglise* ». L'ondine, la renarde, la fille des bois du premier acte ne se donnera pas au preux chevalier qu'elle aime. Elle épousera le baron Massacre, l'affreux et lubrique vieillard aux ricanements sataniques, pour que soient consommés le mensonge et le blasphème, pour que l'Eglise soit complice de ce mariage d'hypocrisie et de haine. Le mal désormais court en Bourgogne. Le preux chevalier se change en un sanguinaire incendiaire. Le baron déchaîne sa fureur méphistophélique et Audiberti parsème ses incantations poétiques de son aigreur persifleuse.

La lutte des druides et des chrétiens — c'est le thème cher à Audiberti : la beauté du naturel, opposée à la convention et à l'Eglise — se terminera par une hécatombe digne des plus violents drames shakespeariens.

Françoise Spira a lancé de façon très émouvante son appel dans la nuit. Elle a bien été cette Ondine au corps souple et cette baronne au cœur douloureux, que le mal frappe et secoue.

Son beau chevalier, Pierre Fromont, avait la blondeur de la pureté, les traits carrés de l'énergie, et la voix profonde de la séduction. Jean Le Poulain, habile metteur en scène, a peut-être été un trop habile baron Massacre, mais le Diable n'est-il pas celui qui tire les ficelles ?

MUSIQUE

Essences françaises

(De notre envoyé spécial Antoine Goléa)

SANS être, cette année, un « festival de musique française », le XIXe festival de musique de Strasbourg accorde, tout de même, à cette musique française une place essentielle dans ses programmes.

Et sans être un « festival de musique contemporaine » il affiche, de Honegger à Bartok, les noms d'un certain nombre de gloires déjà consacrées.

Le concert de musique de chambre donné à l'Aubette par Robert Gendre (violon), Colette Lequien (alto), Maurice Beix (violoncelle), Jean-Pierre Rampal (flûte) et Lily Laskine (harpe) résumait parfaitement les deux aspects du festival de Strasbourg 1957.

En premier, une adorable surprise : le *Quintette* de Jean Françaix. Quatre mouvements, chacun d'une brièveté bienfaisante, d'un lyrisme, voire d'une poésie authentiques, sans trace de vulgarité. Chabrier disait : « *La musique, il faut que ce soit beau tout de suite, et beau tout le temps.* » Le petit travail d'orfèvre délicat de Françaix répond parfaitement à ces deux exigences. Et comme ce fut joué ! C'est d'ailleurs une exclamation qui vaut pour l'ensemble du programme.

En second, ce chef-d'œuvre, trop rarement entendu, de Debussy : la *Sonate pour flûte, alto et harpe*. Au soir de sa vie, déjà frappé par la maladie, Debussy y déploie, en toute souveraineté, sa fantaisie créatrice, son lyrisme sensuel et douloureux, usant d'un maximum de liberté à l'intérieur de limites harmoniques et rythmiques d'autant plus significatives d'un style et de la ligne d'une évolution, que fluidement, que souplement tracées.

Et puis, en première audition, une *Sonate pour flûte et piano* de Poulenc, avec le compositeur au piano. Du meilleur Poulenc, et même un peu mieux : un chant continu, surgissant d'une écriture harmonique d'un constant raffinement. C'est dans la plus grande tradition française, celle qui va de Couperin à Debussy, pour, ensuite, donner des rameaux aussi divers que ceux qui ont nom Messiaen et Poulenc par exemple, sans compter beaucoup d'autres, parmi lesquels Boulez, en train de devenir arbre à son tour.

CINÉMA

Aux jurés le prix du jury

LE Festival de Berlin qui s'est fait peu à peu sa petite place entre Cannes et Karlovy-Vary a reçu pour la première fois cette année le label officiel de la Fédération Internationale des Associations de Producteurs de Films. Cela n'a pourtant pas suffi à rehausser la qualité des films présentés, d'une sereine médiocrité. La seule bonne surprise est venue des Etats-Unis avec un film produit et interprété par Henry Fonda, *Les Douze Jurés*, techniquement remarquable et d'une inspiration très généreuse. Il se passe tout entier dans la salle de délibérations d'une cour d'assises, par une étouffante après-midi d'été. Onze jurés sont convaincus de la culpabilité de l'accusé ; mais le douzième en doute, et lentement, patiemment, il remonte le courant et parvient à faire partager son doute à ses onze collègues.

Les douze jurés a reçu le Grand Prix du Festival. Bravo aussi pour les jurés (de Berlin) !

A Paris, les nouveaux films semblent fondre sous l'effet de la canicule. Ils quittent l'affiche à une allure accélérée. Et ceux qui les remplacent ne valent guère mieux.

Un yacht nommé Tortue (1) a pour lui de transporter à son bord quelques jolies comédiennes avec qui on ferait volontiers un bout de croisière. Mais là s'arrêtent ses mérites. L'histoire n'est qu'une copie de *Maggie*, le vieux raffiot récalcitrant, qui était déjà lui-même une copie de *Geneviève*, le vieux tacot qui n'en veut plus. Le cinéma anglais avait fait croire après la guerre à une vocation humoristique ; il ne fait plus que s'imiter lui-même et perdre peu à peu toute sa saveur. Le film se traîne comme une vraie tortue et menace de faire eau à chaque instant.

Guère plus original, mais sans la moindre fraîcheur, un film français : *L'Etrange M. Steve* (2). Pour les beaux yeux et la fine moustache d'Armand Mestral, gangster de luxe, Jeanne Moreau joue une fois de plus la chatte faussement amoureuse avec Philippe Lemaire, pauvre petit employé de banque qui descend molassement la pente du mal. Un policier qui se voudrait psychologique, mais qui n'est que lent et sans éclat.

(1) Marbeuf.
(2) Marignan, Français.

A voir :

En exclusivité :

● **Ariane** (à la manière de Lubitsch) ● **Le Quarante-et-unième** (l'amour et la révolution) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

Nous vous rappelons :

● **Les Etoiles ne meurent jamais** (Agriculteurs) ● **Les trois font la paire** (Astor, Plaza, Royal Haussmann) ● **Le Puritain** (Studio de l'Etoile) ● **Le Kid** (Vendôme, Avenue) ● **Vacances romaines** (Monte Carlo) ● **La Blonde et moi** (Cinéac Ternes) ● **Grand Hôtel** (Cardinet) ● **L'Héritière** (Studio Bertrand) ● **La lune était bleue** (Cinéma Champs-Elysées) ● **Soupçons** (Pagode) ● **Pandora** (Studio Parnasse).

DISQUES

BACH

Toccata et fugue en ré mineur (dorienne). B. W. V. 538, Helmut Walcha, orgue, (1 d., 45 t. Extended play. 37.065 EPA Archiv Produktion.)

INTERROMPU à des intervalles réguliers par des accords, un seul dessin rythmique se reproduit avec une grandeur obstinée au cours de cette toccata écrite, à Leipzig probablement, entre 1727 et 1736. La fugue (Weimar, 1716-1717) présente un développement important et débute, dans une atmosphère mystérieuse, par un sujet à l'allure curieusement hésitante. Helmut Walcha sauvegarde l'esprit délibérément archaïsant de ces deux volets dans une gravure d'une clarté parfaite.

EXPOSITIONS

A voir :

ETRANGER :
● **Dufy**, à Bâle, Galerie Beyeler ● **L'Art chrétien des premiers temps**, à Zurich, à la Galerie d'Art antique ● **La IVe Biennale de sculpture**, à Anvers.

PROVINCE :
● **Picasso** (dessins et aquarelles), au Musée d'Arles ● **Guerrier** (qualité du tragique), à Valence, Galerie André Bost ● **Lurçat** (tapisseries et estampes), à Saint-Céré ● **Le Néo-Réalisme, de Grüber à Rebeyrolle, en passant par Gromaire, Picasso, Staël et Pignon,** à Eymoutiers (Haute-Vienne).

PARIS :
● **Le Paysage chinois** (moderne de toujours), au Musée Guimet ● **César** (le fer et ses merveilles), Galerie Creuzevault, 9, avenue Matignon ● **Signori** (splendeurs du marbre), Galerie Rive-Droite, Faubourg Saint-Honoré ● **Chagall** (70 ans et tous ses dons), chez Maeght, 13, rue de Téhéran ● **Piaubert** (l'aventure intérieure), chez Bing, 174, rue du Faubourg-Saint-Honoré ● **Bores** (à l'échelle humaine), chez Carré, 10, avenue de Messine.

ARMENONVILLE
Bois de Boulogne
TOUS LES JOURS
DEJEUNERS
DINERS-DANSANTS
SOUPERS apr. le spect. jusq. 2 h. mat.
SAMEDI et DIMANCHE THE DANSANT
ORCHESTRE AIME BARELLI
BAR SAB. 92-82

PETIT MARIGNY
DERNIERE
IRREVOCABLEMENT 13 JUILLET
JACQUES DOUAI
en intermède
LA FRAIRIE

EXPOSITIONS

GALERIE LOUIS CARRÉ
BORÈS
10 AVENUE DE MESSINE

Galerie MAEGHT
CHAGALL
Peintures récentes

GALERIE SAINT-PLACIDE
Le Prix de la Critique
Du 6 au 13 juillet
« A LA CAVE »
PHILIPPE LEJEUNE
Du 6 au 27 juillet
41, rue Saint-Placide

Jeanne BUCHER - 9 ter, bd Montparnasse
Nallard - Chelimsky - Moser - Aguayo - Louttre - Fiorini - Pagava - Reichel
Bissière - Hajdu - Bertholle - V. da Silva

Galerie DINA VIERNY - 36, rue Jacob (6e)
Exposition : Albert TARIKA
Jusqu'au 14 juillet

Galerie de CHAUDUN - 36, rue Mazarine
LOUIS LATAPIE - Prolongée jusqu'au 15-7

SI VOUS AIMEZ le romanesque
COLLECTION BEST SELLERS

DARIA OLIVIER
LES NEIGES DE DÉCEMBRE
amour et complot dans la Russie romantique

HANS NOGLY
LA VÉRITABLE HISTOIRE D'ANASTASIA
l'énigme vivante du demi-siècle

DAVID DIVINE
OMBRES SOUS LA MER
le mirage des îles blanches et les mirages de l'amour

SI VOUS AIMEZ les romans historiques
COLLECTION COULEURS DU TEMPS PASSÉ

ANDRÉ LAMBERT
ADORABLE MARQUISE
le roman de Madame de Pompadour

GERTY COLIN
UN SI GRAND AMOUR
le roman de Louis XIV et Marie Mancini

F.W. KENYON
EMMA, LADY HAMILTON
le roman prodigieux de "la divine Lady"

SI VOUS AIMEZ la mer et les navires
COLLECTION PAR TOUTES LES MERS

WOLFGANG OTT
REQUINS ET PETITS POISSONS
le plus terrible roman de la guerre sur mer

JEAN LACOMBE
A MOI L'ATLANTIQUE
les aventures du plus ingénu des navigateurs solitaires

SI VOUS AIMEZ le roman policier
la science - fiction, l'aventure

œuvres complètes de
CONAN DOYLE

SHERLOCK HOLMES I
LES EXPLOITS DU PROFESSEUR CHALLENGER
L'ÉPOPÉE IMPÉRIALE
(Les exploits du Brigadier Gérard)
SHERLOCK HOLMES II

et pour passer des vacances romaines

TEMPO DI ROMA
PRIX SAINTE-BEUVE 1957
le grand roman d'Alexis Curvers

ROBERT LAFFONT

A LIRE

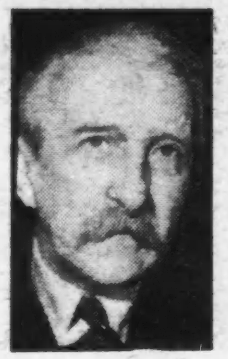
« L'Express » a demandé cette année à quatre critiques qui ont pratiquement tout lu, de désigner les dix livres qu'ils conseilleraient à un ami d'emporter en vacances.

Ces quatre critiques n'ont en commun que la culture et la bonne foi. Leur choix se recoupe rare-

Emile HENRIOT

67 ans, membre de l'Académie française. Le plus brillant représentant de la critique « non engagée ».

(Le Monde).



- **MICHEL DEL CASTILLO : Tanguy.**
ANTOINE ADAM: Littérature française au XVII^e.
ANDRE MAUROIS : Trois Dumas.
CELIA BERTIN : Une femme heureuse.
ALBERT CAMUS : L'Exil et le Royaume.
ALAIN ROBBE-GRILLET : La jalousie.
ROMAIN GARY : Les racines du ciel.
FRANÇOISE MALLET-JORIS : Les mensonges.
R. P. TEILHARD DU CHARDIN : Apparition de l'homme.
ANDRE LEBOIS : Christel et l'Albatran.

★

Maurice NADEAU

46 ans. Plus sensible au neuf qu'au raisonnable.

(France-Observateur-Lettres Nouvelles.)

- **MICHEL BUTOR : L'Emploi du temps.**
- **S. N. KRAMER : L'Histoire commence à Sumer.**
- **ROLAND BARTHES : Mythologies.**
- **ROBERT ANTELME : L'Espèce humaine.**
- **LAURENT LA PRAYE : La trompette des anges.**
MIROSLAV KARLEJA : Enterrement à Theresienbourg.
MELNIKOV-PETCHERSKY : Dans les forêts.
HERMANN BROCH : Les Somnambules.
THOMAS WOLFE : Aux sources du fleuve.
PAUL LEAUTAUD : Journal particulier.

★

Robert KANTERS

46 ans. Plus sensible au raisonnable qu'au neuf.

(Le Club des Libraires.)

- **MICHEL DEL CASTILLO : Tanguy.**
- **MICHEL BUTOR : L'Emploi du temps.**
- **S. N. KRAMER : L'histoire commence à Sumer.**
- **SAINT-JOHN PERSE : Amers.**
BLAISE CENDRARS : Trop, c'est trop.
JULES ROY : L'homme à l'Epée.
JEAN GRENIER : L'Esprit du Tao.
E. T. HOFFMANN : Contes.
NOEL CALEF : Ascenseur pour l'Echafaud.
ROGER PEYREFITTE : Chevaliers de Malte.

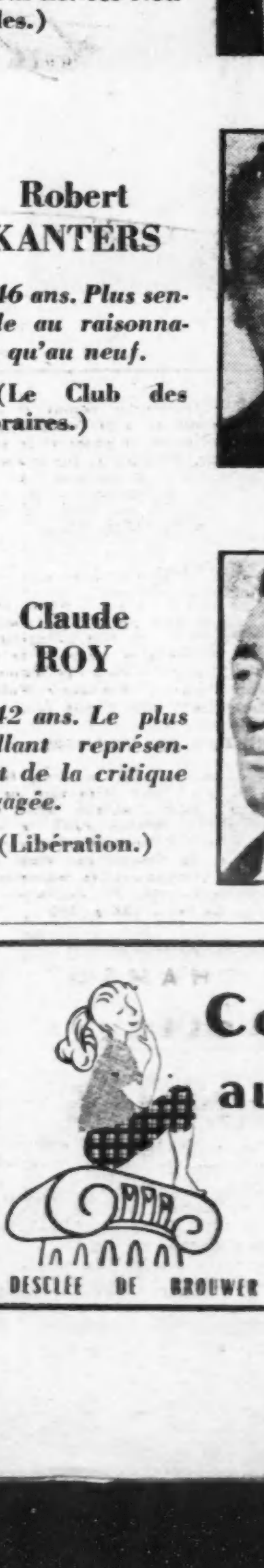
★

Claude ROY

42 ans. Le plus brillant représentant de la critique engagée.

(Libération.)

- **MICHEL DEL CASTILLO : Tanguy.**
- **MICHEL BUTOR : L'Emploi du temps.**
- **ROBERT ANTELME : L'Espèco humaine.**
- **ROLAND BARTHES : Mythologies.**
- **LAURENT LA PRAYE : La trompette des Anges.**
- **SAINT-JOHN PERSE : Amers.**
ROGER VAILLAND : Eloge du Cardinal de Bernis.
ARAGON : Le Roman Inachevé.
C. BRANDYS : La défense de Grenade.
(Dans le numéro spécial des « Temps Modernes » sur la Pologne.)
ROGER VAILLAND : La Loi.



MARIE-CÉLINE LAURENT
Coup de soleil au Péloponèse

"J'ai vu la Grèce de tous les jours..." écrit Marie Céline Laurent. Le merveilleux c'est qu'elle a vu bien mieux que beaucoup d'autres la Grèce de toujours. André Alter (le Figaro)

L'un des meilleurs livres de l'année. Xavier Grall [illegible]

DESCLÉE DE BROUWER

EN VACANCES

ment. Aucune œuvre parue cette année avant le 15 juin n'a fait l'unanimité. Deux d'entre elles sont mentionnées trois fois. Cinq réunissent deux voix. Un astérisque les désigne.

En tenant compte, d'une part, de la personnalité de chacun de ces critiques, d'autre part. de la note indicative que nous consacrons à chacun des titres cités, nous pensons que chaque lecteur pourra procéder à sa sélection personnelle, selon le genre de lecture à laquelle il compte consacrer ses loisirs.

Nous y ajouterons, pour être complets, deux séries de livres qui entrent soit dans la catégorie de la bonne lecture romanesque classique, soit dans la catégorie des livres politiques **(voir page suivante).**

● TANGUY

Le premier livre d'un jeune qui raconte avec sobriété comment une enfance passée dans des camps de concentration vous conduit par-delà la haine et l'amertume à croire encore à l'homme, quand il ne porte pas d'uniforme. (*Par Michel del Castillo. Ed. Julliard.* 264 *p.*, 690 *fr.*)

● L'EMPLOI DU TEMPS

Michel Butor est un des jeunes romanciers français qui cherchent des voies nouvelles au roman. Celui-ci, qui est certainement le meilleur roman de l'année, étonnera le lecteur pour qui avant-garde est synonyme d'abstrus : il rencontrera un romancier qui sait raconter comme n'importe lequel de ses grands devanciers du dernier siècle. (*Ed. de Minuit.* 300 *p.*, 900 *fr.*)

● L'HISTOIRE COMMENCE A SUMER

Un célèbre archéologue américain essaie de montrer dans ce volume que la civilisation n'est pas née aux bords du Nil, mais entre l'Euphrate et le Tigre. Instructif, mais distrayant. (*Par S. N. Kramer. Ed. Arthaud.* 310 *p.*, 1.460 *fr.*)

● L'ESPECE HUMAINE

Un camp de concentration sans chambre à gaz, sans exécutions massives et pourtant l'accusation la plus terrible contre un système qui tendait à annihiler la dignité de l'homme. Avec le livre de David Rousset, le témoignage décisif sur les camps allemands. (*Par Robert Antelme. Ed. Gallimard.* 300 *p.*, 850 *fr.*)

● AMERS

Le dernier volume de poésie de notre plus grand poète vivant. (*Par Saint-John Perse. Ed. Gallimard.* 192 *p.*, 1.200 *fr.*)

● MYTHOLOGIES

A travers la presse, le sport, les cadeaux pour enfants, la cuisine, la politique, l'auteur dénonce les faiblesses de la bourgeoisie, ce qui n'a pas empêché son livre d'être candidat à presque tous les prix littéraires — cette institution bourgeoise par excellence. (*Par Roland Barthes. Ed. du Seuil.* 272 *p.*, 650 *fr.*)

● LA TROMPETTE DES ANGES

On a tout dit sur la guerre comme on a tout dit sur l'amour. Et puis surviennent une nouvelle manière d'aimer, une nouvelle façon de faire la guerre — comme en Indochine par exemple — et tout est à redire. Sur ce qu'on appela la bataille d'Indochine ce livre donne des précisions bouleversantes dans un grand roman où le destin de l'homme passe avant celui des opinions. (*Par Laurent La Praye. Ed. Julliard.* 380 *p.*, 990 *fr.*)

HISTOIRE DE LA LITTERATURE FRANÇAISE AU XVII° SIECLE

Le dernier des cinq volumes de cette histoire littéraire monumentale qui non seulement précise mais renouvelle notre conception de cette époque capitale de notre littérature. (*Par Antoine Adam. Ed. Domat.* 356 *p.*, 980 *fr.*)

LES TROIS DUMAS

Dumas Fils, Dumas Père, mais aussi Dumas grand-père, campés par le maître de la biographie romancée. (*Par André Maurois. Ed. Hachette.* 500 *p.*, 1.480 *fr.*)

UNE FEMME HEUREUSE

Revanche de Back Street : comment trois personnes, l'amant, la femme et la maîtresse parviennent à trouver l'équilibre, c'est ce que Célia Bertin démontre avec maîtrise dans un roman où l'amour est à toutes les pages. (*Ed. Corréa.* 300 *p.*, 666 *fr.*)

L'EXIL ET LE ROYAUME

Six nouvelles, dont les quatre premières se passent en Afrique du Nord. L'auteur y pose le problème qui est son problème : faut-il être solidaire ou solitaire? (*Par Albert Camus. Ed. Gallimard.* 230 *p.*, 490 *fr.*)

LA JALOUSIE

Le troisième roman du chef de file des romanciers d'avant-garde. Roman expérimental s'il en fut : la « jalousie » du titre fait allusion à une persienne et non pas au sentiment du même nom, qui constitue cependant le centre de ce roman. (*Par Alain Robbe-Grillet. Ed. de Minuit.* 226 *p.*, 600 *fr.*)

LES RACINES DU CIEL

Ce livre a le volume et la variété d'une somme : on y trouve un roman et une philosophie, le ciel et la terre d'Afrique, les blancs et les noirs, le passé et le présent, l'amour et la violence, les hommes et les enfants. Ce Prix Goncourt est le roman rêvé pour de longues vacances et des appétits très vastes. (*Par Romain Gary. Ed. Gallimard.* 446 *p.*, 950 *fr.*)

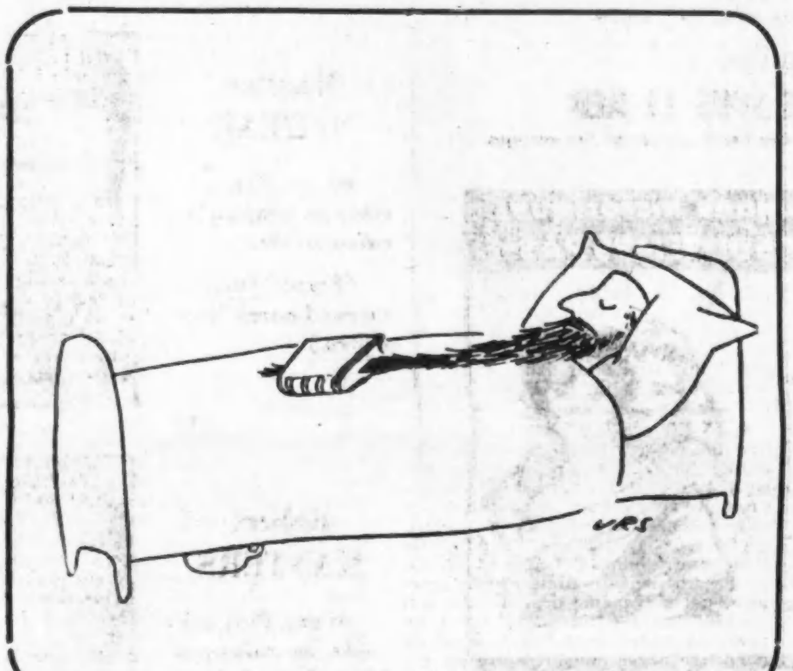
LES MENSONGES

Un duel à mort entre un homme riche, âgé, puissant, et une jeune fille timide, seule mais obstinée : sa fille naturelle.

Le combat, traité avec vigueur, se déroule dans l'univers cossu et flamand particulier à l'auteur. (*Françoise Mallet-Jorris. Ed. Julliard.* 350 *p.*, 620 *fr.*)

L'APPARITION DE L'HOMME

Deuxième volume des œuvres, étape capitale sur le curieux itinéraire de la paléontologie, dont l'auteur était un grand spécialiste international, à une mystique de la destinée humaine supra-individuelle et de l'esprit qui était son grand rêve — nonobstant les inquiétudes de ses supérieurs. (*R. P. Teilhard du Chardin. Ed. Le Seuil.* 384 *p.*, 800 *f.*)



(Saturday Review of Literature.)

CHRISTEL ET L'ALBATROS

La fin d'un grand amour. Il a quarante ans, ne veut pas divorcer, elle, vingt-deux, elle veut fonder un foyer, elle rompt. C'est un livre-cri, cri de douleur, cri d'amour, cri de haine, un torrent de souvenirs et d'imprécations. (*Par André Lebon. Ed. Denoël.* 315 *p.*, 630 *fr.*)

ENTERREMENT A THERESIENBOURG

Six nouvelles dans lesquelles l'auteur yougoslave fait le portrait cruel de la société austro-hongroise. Une des grandes révélations de la saison littéraire. (*Par Miroslav Karléja. Ed. de Minuit.* 288 *p.*, 690 *fr.*)

DANS LES FORETS

L'auteur, né en 1819, mort en 1883, a écrit deux livres considérés comme des chefs-d'œuvre de la littérature russe. Gogol disait de « Dans les forêts » que ce livre était plus qu'un roman : un poème. Prix du meilleur roman étranger 1957. (*Par Melnikov-Petchersky. Ed. Gallimard.* 756 *p.*, 1.500 *fr.*)

LES SOMNAMBULES

Le grand romancier autrichien, un des rénovateurs du roman contemporain, trace l'histoire de la décadence de la bourgeoisie allemande de la fin du XIX° siècle jusqu'à 1920. Une des grandes œuvres romanesques de notre temps. (*Par Hermann Broch. Ed. Gallimard.* 2 *vol.*, 387 *et* 372 *p.*, 1.100 *chacun.*)

AUX SOURCES DU FLEUVE

L'autobiographie romancée de ce titan des lettres américaines contemporaines que les critiques d'outre-Atlantique mettent à côté de Faulkner et de Hemingway. (*Par Thomas Wolfe. Ed. Stock.* 538 *p.*, 990 *fr.*)

JOURNAL PARTICULIER

Le journal très intime de Paul Léautaud. (*Ed. Domaine Privé.* 2 *vol.*)

TROP, C'EST TROP

Un livre de bourlingueur, du Brésil au Soudan, du V° arrondissement au pays qui n'est à personne, de Fernand Léger à Charlot, d'Apollinaire à Greta Garbo. A *Cendrars*, il arrive toujours quelque chose d'extraordinaire — parce que c'est un grand écrivain. (*Ed. Denoël*, 272 *p.*, 600 *fr.*)

L'ESPRIT DU TAO

Une introduction à la doctrine de Lao Tseu : avec le confucianisme, la pensée la plus importante de la Chine. Jean Grenier sait parler simplement de choses compliquées. (*Par Jean Grenier. Ed. Flammarion*, 220 *p.*, 800 *fr.*)

CONTES

Tous les contes du maître du romantisme allemand. (*Par E. T. Hoffmann. Club des Libraires. 4 volumes.*)

ASCENSEUR POUR L'ECHAFAUD

Naissance d'un nouveau romancier policier français, bon conteur, bon écrivain. Le crime parfait réussi par le criminel, et le doigt du destin... Du côté de Simenon et de Boileau-Narcejac, de William Irish et de Roy Vickers. (*Par Noël Calef. Ed. Fayard.* 250 *p.*, 400 *fr.*)

CHEVALIERS DE MALTE

Après le Quai d'Orsay et le Vatican, Peyrefitte fait la chronique scandaleuse de l'Ordre des Chevaliers de Malte. Ce qui, tout compte fait, ne l'éloigne pas tellement du Vatican. (*Par Roger Peyrefitte. Ed. Flammarion.* 330 *p.*, 675 *fr.*)

L'HOMME ET L'EPEE

Jules Roy n'en aura jamais fini de réfléchir sur les grandeurs et les servitudes du « *métier des armes* ». Il nous donne cette fois le côté non Vigny mais plutôt Saint-Exupéry des nostalgies qu'il garde de la noblesse des hommes d'épée. (*Ed. Gallimard*, 256 *pages*, 590 *fr.*)

LE ROMAN INACHEVE

Un livre de poèmes d'un poète vieillissant qui passe en revue sa vie. Tout le talent et toute la facilité d'Aragon. (*Ed. Gallimard.* 250 *p.*, 650 *fr.*)

DEFENSE DE GRENADE

« Que savaient-ils des hommes ? Qu'on peut en faire du savon. » C'est avec une violence de début du monde qu'un écrivain polonais a écrit cette nouvelle aussitôt devenue célèbre en Pologne, à cause des thèses libérales qu'elle soutient, et surtout parce qu'elle les exprime. Pour nous ce sont les mœurs et la façon de raisonner de ces hommes totalement communistes et pour qui le problème n'est pas de renoncer à leur politique, mais d'aller au-delà, qui sont fascinantes. (*Par C. Brandys. Numéro spécial des « Temps Modernes » sur la Pologne.*)

ELOGE DU CARDINAL DE BERNIS

La figure de ce grand libertin du XVIII° siècle qu'était le cardinal de Bernis fournit à l'auteur le prétexte d'écrire l'éloge du libertinage et de l'homme de qualité. (*Par Roger Vailland. Ed. Fasquelle*, 123 *p.*, 350 *fr.*)

LA LOI

Lorsqu'il s'agit de l'amour on peut dire que, contrairement au proverbe, plus il y a de la gêne, plus il y a du plaisir. Et dans le sud de l'Italie où mille lois, mille traditions, mille regards entravent perpétuellement son jeu, l'amour est un ballet perpétuel et voluptueux. Cruel aussi. Dans son livre le plus mordant et peut-être le meilleur, *Roger Vailland* fait une extraordinaire description de trois jours d'amour et de mort dans un petit village des Pouilles, où se reconnaissent à la fois la vie savoureuse des pays méridionaux et celle de tous les couples du monde. (*Gallimard*, 316 *p.*, 750 *fr.*).

ANDRE CHAMSON
et
GEA AUGSBOURG
présentent les
CÉVENNES
en un magnifique volume illustré de dessins originaux. Tous ceux à qui les Cévennes tiennent à cœur voudront posséder ce splendide document.
In-4°, 96 pages, 71 dessins rehaussés de couleur, couverture illustrée en couleurs ...... 2.700 fr.
S. F. L. - BACONNIERE
57, rue de l'Université - PARIS (7°)

En vacances... LES JEUNES LISENT LES MAGNIFIQUES ROMANS DE LA COLLECTION
GRAND LARGE
LA COLLECTION DE L'AVENTURE
LES AVENTURES D'ARTHUR GORDON PYM, par Edgar-A. Poë.
JUSQU'AU GRAND NORD, par W. H. G. Kingston.
AU PERIL DE LA JUNGLE, par R. M. Ballantyne.
L'ILE AU TRESOR, par R. L. Stevenson.
LE RECIF DE CORAIL, par R. M. Ballantyne.
LES AVENTURES DE CORCORAN, par A. Assolant.
LES ROBINSONS DU « PACIFIQUE », par F. Marryat.
MOBY DICK, par Herman Melville.
L'ESPION, par Fenimore Cooper.
Volumes illustrés 18 × 24 cm. de 144 pages. Hors-texte en couleurs. Reliure luxueuse, avec dorure au fer. Jaquette en couleurs, plastifiée. Prix : 450 francs
Editions CASTERMAN

● Madeleine ALLEINS *a réussi ce qu'il y a de plus rare : un admirable roman d'amour. Une blanche, un noir* ● Arthur KOESTLER *et* Albert CAMUS *s'élèvent contre la peine de mort. En Angleterre, le premier l'a emporté* ● Ignazio SILONE, *homme libre, a passé le « baccalauréat des grands hommes »* ● Jean-Louis COTTE *n'aime ni les éléphants ni Romain Gary.*

ON VOUS EN PARLERA

LES MANGUES VERTES

par Madeleine Alleins. Ed. Gallimard. 256 pages, 590 fr.

CE livre, justement parce qu'il est justicier de beaucoup d'erreurs, vous rend un peu à la nature, vous fait entrevoir sa possible bonté et la vôtre, et vous rend méchant, par conséquent, à la seule idée que même en toute innocence on puisse ne pas répondre à sa sollicitation.

Une jeune fille, fonctionnaire coloniale, une jeune fille comme toutes les autres, va en Afrique, y rencontre un noir, un noir comme tous les autres. Lui la désire. Elle a du mal à s'avouer son désir. Elle y arrivera grâce à lui. C'est lui qui l'aidera, elle blanche, dans son approche si difficile du noir qu'il est.

Les Mangues Vertes sont ce qu'il y a de plus rare : un admirable roman d'amour. L'auteur a fui comme la peste tout exotisme, il n'y en a aucune trace dans son livre. Judith et Arnys s'aimeront en Afrique, non pas sous le ciel étoilé du tourisme du cœur, mais sous un ciel d'où sera banni tout tourisme, dans l'injustice organisée, les morgues d'enfants colonisés, l'odeur de percale et de girofle des foules de l'Afrique noire, tantôt réduites au silence comme poussière des chemins, tantôt orgiaques dans la liberté de la liesse.

A la fin, Arnys, le noir, délaissera la blanche Judith parce qu'il n'a pas le temps de l'aimer, de faire à l'amour la part qu'elle peut se permettre de lui faire, elle. De plus, il n'acceptera pas qu'elle l'aide dans sa tâche politique « *parce qu'elle sait toujours ce qu'elle fait, pourquoi elle le fait, qu'elle est gentille, généreuse, sûre de l'être* » et qu'ils n'ont que faire des qualités de l'âme occidentale, eux, « les sauvages », pour se libérer. S'ils mentent, eux, c'est pour se défendre mais non « *pour se tromper soi-même* ». La désinitier de ses erreurs serait une tâche trop difficile et embarrassante. Arnys quitte donc Judith. Elle restera cependant en Afrique, loin de lui mais dans l'émerveillement sans fin de sa découverte.

Aimé Césaire dit que devant un être de couleur ambiguë on se demande toujours s'il a du sang noir mais que jamais on ne se demande s'il a du sang blanc. La simplicité de cette constatation donne la mesure parfaite de la nécessité du roman de Madeleine Alleins. Celle, donc, de notre besoin d'être déniaisé, historiquement parlant, même des erreurs qui ne sont pas les nôtres. Si Arnys ne peut pas rester avec Judith, c'est en définitive parce que l'Histoire est entre eux. Madeleine Alleins arrive à nous le faire admettre naturellement, miraculeusement. Etonnant tour de force : son livre aurait presque pu être écrit par un romancier noir.

Marguerite DURAS.

après la publication de
L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE
L'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS
dirigée par M. CROUZET
est complète en 7 volumes
•
4.820 pages
336 planches

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ESSAIS

Contre la peine de mort

RÉFLEXIONS SUR LA PEINE CAPITALE.

par Arthur Koestler et Albert Camus. Introduction et étude de Jean Bloch-Michel. Collection « Liberté de l'Esprit », Calmann-Lévy, 248 pages, 690 francs.

LA première partie de cet essai reprend les *Réflexions sur la Potence*, par lesquelles, en 1955, Arthur Koestler avait ouvert en Angleterre une campagne nationale pour l'abolition de la peine de mort. Ce mouvement s'est soldé par une réussite partielle : la nouvelle loi sur l'homicide, approuvée en mars 1957 par la Chambre des Lords, peut laisser espérer que la pendaison va rapidement tomber en désuétude. La bataille est donc pratiquement gagnée.

En France, il en va tout autrement. On sait les incidents provoqués par une émission télévisée, où M. Max-Pol Fouchet voulait engager le débat sur l'abondant courrier qu'il avait reçu à la suite d'une émission consacrée à la peine capitale et inspirée précisément du livre dont nous parlons.

A la sauvette

Notre démocratie préfère souvent ignorer ses tares. Depuis 1939, où elle fonctionna une dernière fois en public pour l'exécution de Weidmann, la guillotine a émigré derrière les murs des prisons. Les décapitations restent secrètes, intimes, abstraites, et il fallu le courageux film de Cayatte pour que les citoyens fussent admis dans les coulisses atroces de ces assassinats à la sauvette, dont ils sont collectivement responsables.

Mais alors, demande Albert Camus dans des *Réflexions sur la guillotine* qui prolongent celles d'Arthur Koestler, que devient le grand argument des partisans de la peine de mort, l'exemplarité du châtiment ? Si le législateur était logique, il donnerait une pleine publicité à ces exécutions, qui doivent, en principe, donner à penser aux meurtriers éventuels. Le peut-il ? Peut-il divulguer ces rapports médicaux qui affirment que la mort n'est pas immédiate, que chaque élément vital survit à la décapitation et que l'exécution n'est qu' « *une vivisection meurtrière, suivie d'un enterrement prématuré* » ?

La vérité, c'est « *qu'il n'est pas prouvé que la peine de mort ait fait reculer un seul meurtrier, décidé à l'être, alors qu'il est évident qu'elle n'a eu aucun effet, sinon de fascination, sur des milliers de criminels.* » La vérité aussi c'est qu'il serait temps de s'en prendre au vrai fauteur de criminalité, l'alcool, responsable pour 60 % dans la genèse des crimes de sang. La vérité, ce sont les erreurs judiciaires, les facteurs contingents qui jouent dans la décision des jurés, les difficultés d'établir la culpabilité. Dira-t-on que les travaux forcés ne suffisent pas pour « *certains de ces grands fauves sociaux, dont rien ne semble capable de briser l'énergie et la brutalité* » ?

(Camera Press.)

ALBERT CAMUS
Une vivisection, suivie...

L'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Suède, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest, plusieurs États des U.S.A. et certains pays du Commonwealth ont déjà aboli la peine capitale. Chaque fois qu'elles ont été établies, les statistiques montrent que cette abolition

NAM KIM
NAM & SYLVIE
PRIX LOUIS BARTHOU 1957
sélection du comité des annales
" Nam et Sylvie " ne mourra jamais
ARTS
plon

COLLECTION " LES IDÉES ET LA VIE "
APPRENDRE A VIVRE ET A PENSER
par
JEAN GUITTON
400 F
le bréviaire de l'homme moderne
LIBRAIRIE ARTHEME FAYARD

Grandes Traductions
THOMAS MANN PRIX NOBEL
Déception et autres nouvelles
suivi de Fiorenza
Florence de la Renaissance
Traduit par LOUISE SERVICEN
ROBERT HENRIQUES
GRAND PRIX INTERNATIONAL DU ROMAN
Ma terre, mon exil
roman traduit de l'anglais par MIREILLE BEST
Tragédie dans la VALLÉE PERDUE
DAVID UNWIN
La femme du Gouverneur roman
traduit de l'anglais par DENISE VAN MOPPES
En Afrique : le problème des races défierait-il LES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ ?
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

s'est accompagnée d'une diminution de la criminalité.

Qu'attend la France ? Cet ouvrage, avec ses deux plaidoiries chaleureuses et les documents qu'il propose, dont une étude historique de Jean Bloch-Michel sur l'évolution de la législation française à ce sujet, veut amener dans l'opinion la prise de conscience nécessaire. Les réactions des correspondants de Max-Pol Fouchet n'indiquent-elles pas que le réveil a déjà commencé ?

NOTE EXRESS

Anti-Gary

FACE A FACE

par Jean-Louis Cotte. Ed. Albin Michel, 357 pages, 690 fr.

EMPLOYANT tous les trucs classiques du roman exotique, depuis

(Camera Press.)

ARTHUR KŒSTLER

...d'un enterrement prématuré.

les éléphants jusqu'à la sorcellerie des magiciens noirs, l'auteur a brossé un mauvais roman intéressant qui fera un excellent film banal.

David Masabret, colon d'occasion et propriétaire de la riche plantation qu'il a fini par mettre sur pied après une vie d'effort, voit se dresser l'un contre l'autre ses enfants.

Les aventures des trois fils Masabret, le chasseur, le missionnaire et le mutilé, qui se disputent une suprématie illusoire au sein de la famille, se trouvent corsées par l'apparition de la belle Isa, élément artificiel et indispensable à tout roman africain, qui vient soutenir l'intérêt d'une intrigue assez lâche.

A une psychologie sommaire, l'auteur supplée par un indéniable talent de conteur. Et les coups de patte envoyés de temps à autre à Romain Gary n'importent pas tant, en réalité, que l'ambiance même dans laquelle plonge le livre et qui, de toute évidence, est défavorable aux... éléphants.

DANS LE MAQUIS DES PAUVRES

C'ETAIT à Zurich, l'an passé, quand on croyait encore à la « déstalinisation »...

Pour la première fois, écrivains soviétiques et « occidentaux » se rencontrent en privé. Représentant ses camarades russes, Annissimov se lève pour excuser les absents : *« En ce moment*, dit-il, *ils se trouvent en Sibérie. »* Tout le monde se regarde, ébahi.

De la table où il préside, un homme trapu au sourire oblique, aux yeux étrangement brillants, aux allures de paysan solide se dresse : *« En Sibérie ? Et que font-ils en Sibérie ? »* Et Annissimov, naïf ou non, réplique avec bonne humeur : *« Mais ils y font des reportages, monsieur Silone ! »* Le calme revient et Silone, bonhomme et ironique, conclut : *« Ne parlez pas trop de la Sibérie, il y aurait vraiment trop de choses à en dire. »*

Silone le sait mieux qu'un autre : il appartient à cette génération italienne révolutionnaire à qui son amitié pour Trotsky valut jadis d'être à la fois sacrifiée par Staline et persécutée par Mussolini. Exilé de presque tous les pays, Silone poursuivit en Suisse et en France, durant de longues années, un double combat contre le fascisme et pour le renouveau du socialisme. Il est devenu un des grands romanciers d'aujourd'hui car il a passé ce « *baccalauréat des grands hommes* » dont parlait Giraudoux et s'est acquis une réputation internationale.

Pourtant, cet exilé n'a jamais perdu ses racines : ce fils de paysans de l'Italie du Sud n'a point trahi les pauvres chez qui il a puisé la double force de combattre l'injustice et d'écrire des romans.

L'enquête

Le roman dont J.-P. Samson vient de donner une remarquable traduction, *Le Secret de Luc*, prend sa place dans cette double obsession de la justice et de la misère. Evoquant autrefois dans la préface de *Fontamara*, la condition des gens de son pays, Silone écrivait : *« Ils sont sur toute la surface de la terre une nation à part, une race à part, une Eglise à part ; et pourtant l'on n'a jamais vu encore deux pauvres en tous points identiques. »*

Ceux qui environnent Luc sont ainsi : contradictoires et mystérieux. Luc, autrefois, a été injustement condamné. Tout le village a témoigné contre lui. Il a subi quarante années de bagne et puis, un jour, un autre homme s'est reconnu coupable du crime qu'il avait pris sur lui sans daigner se défendre. Il est libéré. Il revient dans le village. C'est la terreur !

Etrange terreur : celle qui accompagne un innocent condamné. Les gens du village sont ainsi : de la justice, ils ne retiennent que la punition. On ne saurait le leur reprocher. *« Les injustices les plus cruelles y sont si anciennes qu'elles sont devenues tout aussi naturelles que la pluie, le vent ou la neige. »*

Pourtant, un homme tente d'élucider le mystère et de percer le secret que Luc lui-même refuse d'avouer. C'est un fils de paysans pauvres, lui aussi, devenu militant socialiste. Durant son enfance, il a connu la mère du forçat : il écrivait pour cette femme des lettres à son fils. Convaincu de l'innocence de Luc, il entreprend une enquête.

Tout l'art de Silone, fait de tendresse ironique et d'âpreté, est dans cette poursuite de la vérité. Toute son attitude morale dans cette incapacité à tolérer l'injustice individuelle. On reconnaîtrait volontiers ici la vieille idée de Dostoïevski : s'il existe dans le monde un seul innocent humilié et injustement condamné, alors le monde n'est plus supportable.

Surprenante enquête qui nous conduit dans la demeure de ces pauvres, durcis par l'exploitation et la misère, auxquels il faut apprendre aussi que la justice n'est pas seulement le châtiment. Surprenante figure de Luc qui se tait et refuse de livrer son secret : comme ce noir injustement accusé dont parle Faulkner, dans *L'Intrus*, l'ancien forçat pense sans doute que c'est aux autres de faire la preuve d'une innocence qu'il n'a pas à montrer pusiqu'elle est.

(Charpentier-L'Express.)

IGNAZIO SILONE

Ne parlez pas trop de la Sibérie.

Un Gorki italien

Il faudrait écrire un Bottin littéraire du vagabond et du pauvre. Il entre dans le roman à la fin du XIX[e] siècle lorsque des écrivains sortis du peuple ne demandent pas à la littérature une simple promotion sociale, capable de les introduire dans le « monde », mais veulent qu'elle serve surtout la détresse dont ils sortent. Ils ont quitté le « ghetto » de la misère où l'exploitation les a si longtemps confinés et n'auront de cesse qu'ils aient donné mauvaise conscience aux gens en place.

Ce vagabond, ce pauvre, on le trouve chez Victor Serge ou chez Panaït Istrati ; il prend le visage du noir américain chez Faulkner. C'est le « cafone » de Silone. C'est l'extraordinaire vagabond de Gorki. A la littérature qui, avec Thomas Mann ou Gide, décrit la « décadence » d'un monde bourgeois et aristocratique, à la littérature qui s'enferme dans le pur jeu littéraire, il oppose la revendication des frustrés.

Si l'art de Silone évoque justement celui de Gorki, c'est qu'il est, comme le sien, un art qui tente d'unir la morale et l'élan épique : ils appartiennent tous deux à cette race d'hommes qui n'ont jamais pensé que la révolution abstraite — celle des professeurs de philosophie — résolvait tous les problèmes. Et le vagabond de Gorki attend sa réhabilitation, comme le forçat injustement condamné de Silone...

Jean DUVIGNAUD.

(1) *Le Secret de Luc*, roman (Bernard Grasset, éditeur), « Nouvelle série des Cahiers verts ». 243 p., 630 francs.

A lire en vacances

Des livres politiques

P. Y. CALVEZ : La pensée de Karl Marx (dur mais complet).
(Ed. du Seuil - 664 pages - 1.500 fr.)

ANDRE PHILIP: Le socialisme trahi (actuel).
(Ed. Plon ? 600 fr. - 250 pages.)

RAYMOND ARON : Espoir et peur du siècle (La droite, la guerre et l'Algérie. Des thèses qui n'étonneront que le lecteur du « Figaro »).
(Ed. Calmann-Lévy - 372 pages - 850 fr.)

RENE DUMONT : Révolution dans les campagnes chinoises.
(Ed. du Seuil - 450 pages - 1.200 fr.)

ALBERT MEMMI : Portrait du colonisateur et du colonisé.
(Ed. Corréa - 540 fr. - 198 pages.)

Les romans romanesques

HENRI TROYAT : Tendre et violente Elisabeth.
(Ed. Plon - 415 pages - 840 fr.)

MAURICE DRUON : La loi du Mâle (le 4[e] tome des Rois Maudits).
(Ed. Del Duca - 700 fr. - 329 pages.)

DAPHNE DU MAURIER : Le bouc émissaire.
(Ed. Albin Michel - 432 pages - 750 fr.)

PAUL VIALAR : Bellada éditeur.
(Ed. Del Duca - 780 fr. - 359 pages.)

JEAN DAVRAY : Le bruit de la vie.
(Ed. Plon - 354 pages - 695 fr.)

Et pour rire

La réalité dépasse la fiction.
(Ed. Gallimard - 144 pages - 800 fr.)

La direction de la revue « ESPRIT » nous communique :

Le numéro de juin de la revue « ESPRIT » vient d'être saisi en Algérie. Ce numéro était consacré aux « maladies infantiles de l'indépendance » dans les pays décolonisés. C'est la troisième fois en trois mois que cette revue est l'objet d'une telle mesure.

UNE INNOVATION :
des livres reliés
POUR 250 F

Cette nouvelle bouleverse les gens cultivés et les gens de goût, car il s'agit d'ouvrages de grands auteurs anciens et modernes, soigneusement présentés par le " CERCLE DU LIVRE MONDIAL ".
A titre d'essai, écrivez au LIVRE MONDIAL, Serv. EX 56, 14, rue de Marignan, Paris (8[e] vous recevrez immédiatement un de ces ouvrages et une documentation complète. S'il ne vous plaît pas, vous le renverrez sans le payer. Sinon, vous le réglerez par la suite au prix de 200 francs.

PEYREFITTE
Chevaliers de Malte
Une nouvelle affaire des Templiers
80[e] mille
FLAMMARION

L'HISTOIRE S'AVANCE MASQUÉE

par Louis VALLON

LOUIS VALLON

Compagnon du général de Gaulle, à Londres, dès la première heure, puis l'un de ses plus proches collaborateurs au Gouvernement provisoire, enfin député R.P.F. de la Seine dans la précédente législature, M. Louis Vallon résume sa philosophie politique dans un brillant essai qui vient de paraître (1) : « L'Histoire s'avance masquée ». Voici quelques extraits de cet ouvrage :

COMME bien d'autres Français, je croyais instinctivement que la France possédait, à titre inaliénable, une vie propre, un caractère, des destinées, lorsque la débâcle de 1940 dressa soudain une sorte d'écran derrière lequel, tranché du présent par une détresse sans recours, le passé disparut brutalement.

De Gaulle se lève alors et nous émeut, car par la parole et par l'acte il sait restituer au peuple les énergies nécessaires pour que la France demeure une nation capable de jouer à nouveau un rôle dans le monde. Grâce à lui, l'histoire reprend, pour les Français, le visage de l'espoir. (...)

Confronté à un monde bouleversé où, pour reprendre une expression de lui, « l'action de guerre revêt nécessairement le caractère de la contingence », Charles de Gaulle a pu mesurer mieux que quiconque à quel point de telles circonstances offrent à l'homme d'action une réalité complexe, aux aspects variés et parfois contradictoires, où les grands changements fournissent l'occasion de mieux connaître les hommes et de les conduire. A chaque problème de l'action de guerre, si complexe qu'il fût, de Gaulle a toujours appliqué d'abord le simple bon sens. Les actes comptant pour lui plus que les mots d'ordre, il a su maintenir son pouvoir au-dessus des partis et ne s'est laissé mener par aucun d'eux. Sans l'intransigeante autorité avec laquelle il exerça son pouvoir, l'unité nationale eût sans doute été mise en péril et l'indépendance de la France à l'égard de ses alliés compromise. (...)

Cet homme du Nord, cet homme de haute taille, d'un abord sévère et froid, contient, sous l'incessant effort d'une inflexible volonté, les manifestations d'une sensibilité pourtant véhémente ; il estime certainement servir la France en conservant encore aujourd'hui cette attitude quasi souveraine que les événements de 1940 l'avaient conduit à adopter. (...)

La dislocation du R.P.F.

Aux élections cantonales du 20 et du 27 mars 1949, le R.P.F. donne déjà des signes d'essoufflement. Au moment où arrivent, enfin ! les élections législatives de 1951, devenu un parti alors qu'il ne devait être qu'une formation temporaire, il a perdu une bonne part de sa vigueur et de son rayonnement. (...)

Les députés, da leur dissidence publique ou latente, sont emp par le courant qui éloigne du *gaullisme* no d'adhérents ou de sympathisants du *Rasse blement*. Toute une troupe de *braves gens* timorés, cherchant leur tranquillité personnelle avant tout, s'est jointe, lors de la fondation du mouvement, aux précurseurs et aux audacieux, issus de la Résistance et de la France Libre. Nombre de ces *braves gens* ont naguère cru, sous l'occupation allemande, pouvoir obtenir leur tranquillité de Pétain ; ils l'attendent désormais de de Gaulle qui cessera de leur être précieux lorsque l'ordre bourgeois traditionnel sera sauf. Le 6 mai 1953, de Gaulle décide de rendre officiellement leur liberté aux parlementaires élus sur les listes du *Rassemblement*. Le groupe R.P.F. à l'Assemblée nationale change alors de nom et devient celui de « l'Union des Républicains d'Action Sociale », en abrégé U.R.A.S. Lors de la constitution du cabinet Laniel, ce groupe accepte de fournir des ministres à la nouvelle combinaison, renonçant ainsi à toute velléité d'opposition au *régime*. (...)

Tel un poisson des grands fonds qui, extrait des abîmes marins et amené à l'air libre, éclate et tombe en miettes, l'ancien groupe du R.P.F. à l'Assemblée nationale — l'action personnelle du général de Gaulle et la pression du sentiment *gaulliste* ayant cessé de s'exercer — explose et se décompose en intérêts, en appétits, en inquiétudes et en souvenirs.

La gauche française

Notre *démocratie bourgeoise* peut encore, tant bien que mal, servir de support aux libertés élémentaires d'expression et d'association que la gauche doit défendre sans défaillance, mais notre organisation économique contredit nos principes politiques : une opinion majoritaire se dégage, dit-on, de la libre concurrence des idées et gouverne. C'est la théorie ! En fait, par le moyen du Parlement, par le jeu même des institutions, les privilégiés résistent avec opiniâtreté et succès aux réformes susceptibles de compromettre leurs avantages.

Notre génération est placée devant un problème qu'elle devra nécessairement résoudre, bien ou mal, mais dans les années qui viennent : comment éviter les méthodes souvent inhumaines et parfois inefficaces du communisme, tout en triomphant de ceux qui, sous prétexte d'anticommunisme, s'opposent à la lutte émancipatrice de la classe ouvrière et, du même coup, au progrès social lui-même ? (...)

La déstalinisation et ses conséquences

On ne peut, dans la perspective ouverte par la déstalinisation, justifier le maintien du parti unique et l'interdiction de toute opposition. Les staliniens prétendent parfois que la disparition des classes antagonistes supprime toute raison au maintien de divergences d'opinion qui, dans ces conditions, ne sauraient émaner que des pernicieuses influences exercées par l'impérialisme étranger. Si la disparition des classes annule vraiment toute différence entre les opinions individuelles des citoyens, rien n'est plus simple que de le vérifier, en laissant chacun exprimer librement sa conviction ! En fait, cette thèse d'un marxisme vulgaire et mystificateur n'a jamais été soutenue par Marx. Des ouvriers peuvent fort naturellement professer des opinions diverses et même contradictoires sur tous les problèmes qui les intéressent, sans être pour autant les jouets de l'impérialisme.

Il est d'ailleurs naturel et inévitable que des divergences d'intérêt se manifestent au sein d'une société socialiste, entre des catégories professionnelles différentes. Leur permettre de s'exprimer librement est sans doute le meilleur moyen d'obtenir un règlement démocratique des difficultés que leur existence peut soulever.

Cette évidence, aucun communiste *conséquent* ne l'admet sans réserve, même en Yougoslavie, du moins pour l'instant : car ce serait mettre en cause la légitimité du parti unique. Les dirigeants craignent, non sans raison, que l'ébranlement de cette assise fondamentale du bolchevisme n'entraîne bientôt l'effondrement de tout l'édifice idéologique du communisme officiel, déjà copieusement lézardé. En condamnant ouvertement le parti unique, thèse centrale du bolchevisme, le communisme se priverait de la possibilité de se prévaloir à l'avenir de l'exemple de la révolution bolchevique, qu'il faudrait ranger au musée de l'histoire parmi les reliques d'un temps révolu. Nous n'en sommes pas encore là ! (...)

La révolution russe est un fait historique gigantesque, déjà vieux de quarante ans. Clemenceau disait naguère : « La Révolution française est un bloc. » Les communistes diront sans doute bientôt quelque chose d'analogue de la Révolution russe. Les blocs ne sont jamais sans fissure. La Révolution française a été suivie d'une restauration qui ne fut d'ailleurs pas le rétablissement pur et simple de l'ordre antérieur et nous sommes encore fiers de nous dire les fils de la Révolution. De nombreux citoyens se proclameront demain les enfants de la glorieuse Révolution russe, alors que celle-ci n'aura pas mieux réussi que la Révolution française à atteindre les objectifs qu'elle s'était primitivement fixés.

Quelque erreur, quelque crime même qu'elle puisse parfois commettre, une véritable révolution dresse toujours plus de têtes qu'elle n'en abat. Ceux qui auront su rejeter le mensonge et la mystification totalitaires pourront demain, sans inconvénient, saluer la Révolution russe comme l'aurore d'un monde nouveau. Les démocrates ont pour tâche, dans la France d'aujourd'hui, de combattre sans faiblesse, par leur action réformatrice, les abus et les tares du capitalisme, en surmontant les singulières timidités de ceux qui tirent prétexte des excès du bolchevisme, pour renoncer à opérer les transformations de notre système social qu'exigent les travailleurs. Les grands intérêts, d'avance hostiles à toute reprise du progrès social, ne céderont qu'à la poussée des forces de gauche unies et n'ont, pour empêcher cette indispensable union, pas de meilleure alliée que l'ombre de Staline lui-même. (...)

Démocratie et dictature du prolétariat

Dans les pays de l'Est, la dictature repose, en principe, sur le prolétariat ; mais comme le prolétariat intervient dans l'histoire par l'appareil du parti qui, à chaque instant, interprète sa mission, le système ne peut fonctionner correctement que si les travailleurs acceptent comme valable leur représentation par le parti. Il n'en est pas toujours ainsi : en Hongrie, en particulier, le parti au pouvoir, qui prétendait interpréter la volonté des travailleurs, vit se dresser contre lui la grande majorité des masses populaires et fut conduit à utiliser la force brutale et le concours de l'armée soviétique pour rétablir l'ordre.

Dans un Etat stalinien, les travailleurs sont aliénés par leur propre parti ou, plus exactement, par l'appareil bureaucratique qui dirige celui-ci ; ils ne se sentent pas valablement représentés par lui. De là leur révolte, sourde ou ouverte, selon les cas.

De façon plus générale, tout pouvoir qui, à tort ou à raison, prétend incarner la volonté générale, soumet nécessairement le comportement de chaque citoyen à un contrôle qui, en des temps troublés, devient facilement celui d'une police chargée de faire régner la vertu sur la terre. « Robespierre fut l'homme qui prit la vertu au sérieux », disait Hegel.

L. V.

(*Copyright « L'Express » et Editions René Julliard.*)

(1) Aux Editions René Julliard.

ATTILIO GAUDIO

LA RÉVOLUTION DES FEMMES EN ISLAM

... du Yémen féodal au Maroc moderne, un passionnant périple à travers la vie sociale du monde musulman.

JULLIARD

vient de paraître

FÉLIX GARAS

CHARLES DE GAULLE SEUL CONTRE LES POUVOIRS

PRÉFACE DU GÉNÉRAL CATROUX

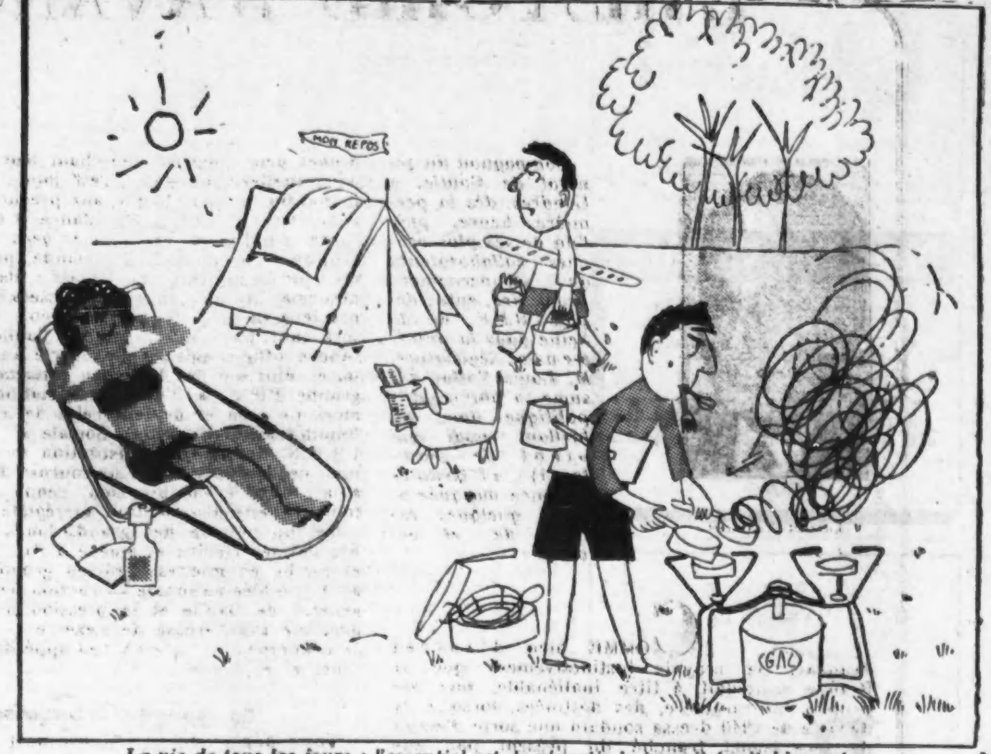
vol. 750 frs

JULLIARD

CAMPING

VACANCES SOUS LA TENTE

IL y a trois millions de campeurs inscrits dans les fédérations en France. Mais pour faire du camping, il ne suffit pas d'acheter une tente et de partir à l'aveuglette. Le camping est une science précise, il faut connaître ses règles. Voici quelques conseils essentiels qui vous permettront de mettre toutes les chances de votre côté et de passer, nous le souhaitons, d'excellentes vacances de toile.



La vie de tous les jours ; l'essentiel est de répartir le travail équitablement...
(Dessin de Jacqueline Chaumont.)

Le choix de l'équipement

Pour acheter un matériel de camping de qualité, basez-vous toujours sur les marques connues, le label Qualité-France ou la mention « garantie totale ».

Mais... attention :

● Ne vous laissez pas tenter par le bon marché de certains articles ou par les remises extraordinaires ! En matière de camping, les soldes, les rabais ne sont jamais une bonne affaire. Achetez peu mais achetez bien.

● Ne vous laissez pas impressionner par les marques étrangères. Le matériel français est le premier du monde dans ce domaine.

● Avant d'entreprendre vos achats, sachez ce qu'il vous coûtera. Voici deux équipements types qui peuvent vous servir de référence :

a) 35.000 fr., l'équipement minimum

Calculé pour deux personnes jeunes et sportives. Il peut être porté sur le dos et convient parfaitement à la randonnée à scooter ou à bicyclette.

Il se compose de :

	francs
1 tente à abside et tapis de sol cuvette, double toit	9.300
2 matelas pneumatiques, sous housse plastique (garantie totale)	10.000
1 gonfleur à main	375
2 sacs de couchage en duvet (garantie totale)	10.000
1 réchaud à gaz butane, ultra-léger, durée 1 h. 30, avec recharge (80 fr.)	2.350
2 « popotes » (1 l. et 1 l. 1/2) s'emboitant l'une dans l'autre et dont les couvercles forment poêle ou assiette	735
2 cuillers, 2 fourchettes en alliage léger	140
2 couteaux suisses, l'un à 3 lames (190 fr.), l'autre à 6 (260 fr.)	450
1 gourde en matière plastique (1 litre)	300
2 quarts en alu	130
1 « vachette » (petit seau à eau) en plastique pouvant servir de douche	450
1 cuvette en plastique cristal extra-légère	360
1 lampe de poche	400
Total	34.990

Et n'oubliez pas... les allumettes !

b) 120.000 fr., l'équipement famille

Calculé pour deux personnes et deux enfants, il nécessite une voiture pour le transporter. C'est le matériel de ceux qui remplacent l'hôtel ou la villa par la tente pendant leurs vacances: Il est plus souvent employé en camp de camping.

Il se compose de :

1 tente familiale avec auvent, abside, 2 m. de long, 2 m. de large, hauteur 1 m. 60	40.000
2 matelas pneumatiques (pour les enfants)	10.000
1 gonfleur à main	375
2 lits de camp transformables en fauteuils ou en chaises longues (pour les parents)	15.000
2 sacs de couchage « couverture », 2 sacs de couchage « enfants »	22.000
4 « sacs-draps » en cretonne pour protéger l'intérieur du sac de couchage	3.200
1 réchaud butane 40 h. 1 feu	6.000
1 cocotte-minute de camping	4.500
2 « popotes » rentrant dans la cocotte-minute	735
4 assiettes matière plastique anti-choc	400
4 gobelets matière plastique souple	140
4 bols plastique, pour le petit déjeuner	300
4 couverts inox (cuillers-fourchettes)	520
4 couteaux inox.	400
1 lavette vaisselle (pliante)	125
1 ouvre-boite (25 fr.) - 1 clef à sardines (20 fr.)	45
1 boite à beurre en plastique	120
1 boite à œufs en plastique	270
2 flacons plastique (huile-vinaigre)	150
1 salière-poivrière	110
1 filet à provision (nylon)	300
3 sacs plastique pour vivres de réserve	210
1 louche démontable (65 fr.), 1 écumoire démontable (65 fr.)	130
1 infuseur à thé	65
1 sac à glace	990
1 « vache à eau » en toile, plastique intérieur	2.500
Pomme à douche s'adaptant sur la « vache à eau »	100
3 cuvettes en Alkatène rentrant les unes dans les autres	900
1 pelle-bêche pliante	600
1 éclairage électrique branché sur la voiture ou sur une pile de ménage	1.000
1 lampe de poche	400
1 trousse à pharmacie	500
1 table pliante avec 4 chaises pliantes	8.000
	120.085

● Si vous campez dans le Midi vous ajouterez à l'équipement de base : une moustiquaire, une glacière portative (18.900 fr. *B.H.V.*), ou un sac à glace plastique (1.750 fr. *Gal. Lafayette*), une vache à eau filtrante (4.500 fr. *Loisir et Camping*).

● Si vous campez à la montagne, prévoyez : un sac à dos à armature souple (*Marque Lafuma* de 4.150 à 7.100 fr.), un duvet transformable en cagoule (6.000 à 8.000 fr.) et une couverture supplémentaire par campeur.

La location

Si vous campez pour la première fois, il est préférable de louer votre matériel. La vie sous la tente peut ne pas vous plaire, et vous regretteriez amèrement l'argent investi en voyant pendant des années une tente inutile dans vos placards.

Il existe des maisons qui louent tentes, sacs de couchage, matelas penumatiques, réchauds, etc., à des prix raisonnables.

La location d'une tente de deux personnes coûte 650 fr. pour trois jours, 840 fr. pour une semaine, 1.620 fr. pour 20 jours, etc. (*Delhy*, 20, place des Vosges).

Camp ou nature

Si vous préférez le confort à l'aventure, si vous campez en famille, si vous aimez séjourner longtemps au même endroit, allez dans un camp aménagé. Inconvénients : tous ceux qu'entraine la promiscuité.

La liste des camps aménagés en France peut être trouvée à la Fédération de Camping et de Caravaning, 22, avenue Victoria, Paris.

Les camps sont classés en six catégories suivant les possibiiltés de confort qu'ils offrent. Ils coûtent de 30 à 150 fr. par campeur et par jour.

Si vous vous installez en camp aménagé, il y a quelques règles de bonne éducation indispensables à respecter pour rendre la vie de tous possible :

● N'installez pas votre tente contre une tente voisine sans en demander l'autorisation.

● Ne laissez pas vos enfants jouer de tente en tente.

● Ne lâchez pas votre chien à l'intérieur du camp.

● Ne donnez pas de récital, n'organisez pas de concert, ne faites pas marcher votre radio, ne prononcez pas de discours... à partir de 22 heures !

Si vous aimez planter chaque soir votre tente devant un paysage nouveau, si vous aimez le changement et ne craignez pas l'imprévu, choisissez la randonnée.

Mais la nature ne vous appartient pas, il est nécessaire de demander l'autorisation de camper :

● Au propriétaire, pour un terrain privé.

● A la mairie pour un terrain communal.

● Au garde-forestier pour une forêt domaniale.

Quelques conseils

● Ne partez jamais sans être assurés.

L'assurance-camping n'est pas obligatoire. Cependant... si vous endommagez la tente de vos voisins, si votre réchaud explose, si vous mettez le feu au camp, etc... vous êtes responsable. En revanche, si vous êtes assuré, votre responsabilité est couverte. La meilleure façon de vous assurer est de faire partie d'un Club de Camping qui vous assure automatiquement. (Renseignements : Fédération Française de Camping et de Caravaning, 22, avenue Victoria, Paris).

● Il est essentiel de bien dormir. Un petit truc :

Si vous dormez sans bouger, gonflez bien votre matelas.

Si vous dormez sur le ventre, gonflez-le modérément.

Si vous dormez en chien de fusil, gonflez-le à peine.

Et surtout, ne le gonflez pas à la bouche, gare à l'humidité.

● Pour monter une tente, planter toujours le mât avant en premier.

● Emportez un rouleau de papier d'aluminium, il vous permettra de conserver les aliments.

● Ne couchez pas directement dans votre duvet, utilisez un drap-sac de toile (appelé aussi « sac à viande ».) C'est plus hygiénique d'abord et évite, de plus, d'abimer le duvet.

● Enfin, avant de partir, faites une répétition générale : un piquet manquant ou un matelas troué, un ennui en ville, un drame au champ.

Et si vous êtes un campeur débutant, dépensez 480 fr. de plus que vous ne l'aviez prévu et lisez avant de partir le livre de Michel Bertrand « Initiation au Camping » (*Editions du Rocher*).

Votre mari sera jaloux !

Il est si fier cet homme de ses photos ! Il clame partout qu'il a une âme de reporter, ce qui est probablement vrai, mais vous ? Qu'est-ce qui vous empêche de lui prouver que vous aussi, vous avez l'âme d'un reporter ? Rien n'est plus facile aujourd'hui pour vous qui avez du goût, le sens d'une situation à saisir... Kodak fera le reste.
Servez-vous de l'appareil Brownie Flash simple, moderne, bon marché, 2.450 Frs qui permet toutes les prises de vues de jour, d'intérieur ou de nuit grâce au Kodak Flash 1.333 Fr. Pour le plein été vous emploierez les films Kodak Verichrome-Pan. Pour les jours moins ensoleillés le film Kodak Tri X.
Et votre revendeur Kodak est toujours à votre disposition pour vous aider de ses conseils. Il vous assurera gratuitement ses services après vente.

Kodak

Quilichini
SABOTS ET SANDALES ETE
Talon compensé
A partir de .... 1.750 fr.
88, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

Pour Vos Vacances
Choisissez des modèles inédits et pratiques en Laine, Tergal, Shetland, Orlon, Fil d'Ecosse, Soie, Coton
CHEZ
AMANDINE
61, rue La Boétie
PARIS-8e

VENDREDI 5
SAMEDI 6
LUNDI 8
Ramuz
Soldes
261, RUE SAINT-HONORE
OPE. 93-91

pour l'ÉTÉ
PILLOT
CHAUSSE SOUPLE ET LÉGER

BIARRITZ
Sandale, tressé noir et couleur semelle et talon cuir, 39 au 46
2.995 F
BRIGITTE
Fantaisie brides entrelacées
1.995 F
CABINETS DE PEDICURES :
88 rue de Rivoli Tel. ARC 44-13 . 49-38
2 Boulevard Haussmann Tel. PRO 77-21
Magasin principal : 88 rue de Rivoli, Paris
Succursales :
88 Rue de Rivoli — 16 Pl. de la République
2 Bd Haussmann — 141 Boul. Sébastopol
13 Av. d'Italie — 11 Boul Saint Denis
109 Faub Saint Antoine — 137 Faub. du Temple
107 bis Av. du Gen. Leclerc — 90 Av. Ledru-Rollin

BEAUTÉ

Fraîche et rose

RESTER nette et pimpante par 30° à l'ombre est une entreprise difficile qui demande un peu de discipline. Mais quand quelqu'un vous demande « comment faites-vous pour avoir l'air fraîche et rose par ce temps ? » le résultat est immédiat : on a moins chaud.

Voici quelques petits trucs qui vous aideront à garder l'œil vif :

- Tout ce qui serre tient chaud ; portez des robes un peu larges. Si vous travaillez assise, dégrafez votre ceinture. Dégagez vos bras et surtout votre nuque, relevez vos cheveux.
- Evitez les produits anti-sudorifiques qui arrêtent complètement la transpiration, mais employez des désodorisants moins irritants pour la peau. Attendre douze ou quinze heures après vous être rasée ou épilée pour appliquer ce genre de produit, sinon vous risquez des rougeurs ou des boutons.
- Si vos mains transpirent, lavez-les souvent avec un savon à base de goudron ou de tanin, puis les frictionner avec de l'alcool camphré. Poudrez ensuite avec du talc.
- Evitez les bains de pieds chauds qui, au lieu de détendre, rendent les pieds sensibles et les amollissent. N'usez que d'eau tiède ou, mieux, faites la toilette de vos pieds avec un linge imprégné d'alcool ou d'eau de Cologne.
- Une solution de fortune si vous ne disposez pas de produit désodorisant: trempez une flanelle ou un lainage dans de l'eau aussi chaude que vous pouvez la supporter. La presser puis l'appliquer tour à tour sous chaque bras. Cette application paralyse les glandes sudoripares pendant une heure ou deux.
- Evitez de mettre un fond de teint ou de la poudre si vous avez tendance à transpirer abondamment. Si c'est absolument nécessaire, passez un cube de glace sur le visage *après* avoir appliqué le fond de teint ; faute de glace, aspergez abondamment d'eau froide et essuyez légèrement avec un kleenex. Si vous trouvez votre visage trop pâle pour ne pas le maquiller du tout, essayez le Sun Bronze de Charles of the Ritz, qui teintera légèrement votre peau sans la « maquiller ».
- Quand vous avez trop chaud et que vous transpirez, trempez vos doigts dans l'eau froide et pincez l'extrémité de votre nez et de vos oreilles, vous vous sentirez rafraîchie.
- Si vous le pouvez, laissez couler un robinet près du lieu où vous vous tenez. Le bruit de l'eau courante rafraîchit « psychologiquement ».
- Pour vos ablutions, préférez l'eau à peine tiède à l'eau glacée. Moins agréable, dans l'immédiat, elle détend l'organisme et laisse une impression de fraîcheur plus durable.
- Si possible, essayez deux ou trois fois par jour de surélever vos jambes pour éviter d'avoir les chevilles congestionnées.
- Buvez souvent, mais par très petites quantités à la fois. Pour boire peu, buvez très froid, très chaud ou gazeux; trois conditions qui, en anesthésiant rapidement le palais et la gorge, coupent la sensation de soif.
- Et avant de dire « j'ai chaud » supprimez collier, grosses bagues et bracelets.

ACHATS

Autour de 10.000 fr.

A la recherche d'une robe d'été passe-partout, de cette robe d'été supplémentaire et bon marché dont on a envie dès que le temps est chaud parce que le confort consiste alors à changer et à laver souvent. Madame Express a trouvé deux très bons exemplaires de robe-chemisier autour de 10.000 francs.

(Dambier.)

Rayés : les pantalons nouveaux.

- En tergal à pois, séparable, commode pour travailler et pour voyager : 3.500 francs la blouse, 7.500 fr. la jupe (*Candide*, 4, rue de Miromesnil).
- En toile blanche, boutonnée de haut en bas : c'est la bonne tenue de ville d'eau où le pantalon n'est pas toujours recommandé après 4 heures de l'après-midi : 9.900 fr. (*Franck et Fils*, rue de Passy).

Dans le domaine du pantalon, un bon ensemble pour moins de 10.000 francs chez *Franck*.

- Le pantalon rayé blanc et bleu marine, 4.200 fr.
- Le chemisier de shantung qui tombe droit : 4.500 francs.

L'autre pantalon que nous avons photographié est également rayé marine et blanc. Il est porté ici avec un polo-shirt en fil d'Ecosse portable sur ou à l'intérieur du pantalon. C'est la même tenue, mais vue par une boutique de couturier. Elle est donc très sensiblement plus chère.

ENFANTS

Le droit de se salir

VIVENT les vacances ! Pour les enfants, bien sûr ! Mais pour les mères ? Pour combien d'entre elles les vacances représentent-elles une détente, une moindre fatigue ? Que l'on aille à la campagne, à la mer, à la montagne, en villa, en chalet ou à l'hôtel, la question du lavage et du repassage réglée d'une façon ou d'une autre en cours d'année devient un problème pesant... Pourtant, c'est pendant les vacances que les enfants en liberté (nécessaire) se salissent le plus rapidement... Faut-il les empêcher de se salir ?

Madame Express a fait son enquête et s'est aperçue qu'elle n'était pas seule à s'être penchée sur le problème. Les maisons spécialisées pour enfants ont noté une énorme augmentation de la vente des articles en fibres synthétiques.

Tout ce que nous avons trouvé nous a semblé d'un prix nettement supérieur à l'équivalent en coton ou fil, mais quelle économie de travail ! Surtout si les enfants prennent l'habitude de laver eux-mêmes leurs affaires. Et en bonne qualité, les fibres synthétiques sont très résistantes.

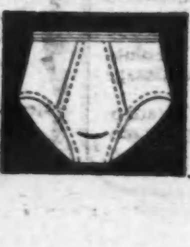
Pour les garçons

- Polo-shirt en develon (toucher interlock) rouge, jaune manches courtes. Le 4 ans : 2.500 fr. (*Galeries Lafayette*).
- Chemisette nylon col transformable, manches courtes, poche. Rouge mode. Le 4 ans : 1.790 fr. ; le 16 ans : 2.100 francs. Blanc : Le 4 ans : 1.690 fr. Le 16 ans : 2.290 fr. (*Au Printemps*).
- Slip de bain en mousse de nylon, ciel, rouge, jaune.

  Le 8 ans : 1.400 fr. (*Halphen*).
- Pantalon tergal gris foncé entièrement lavable.

  Le 5 ans : 4.950 fr. Le 16 ans : 5.950 francs (*Galeries Lafayette*).

PETIT-BATEAU
Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



UNE PAGE AU FÉMININ

(Dambier.)

Bon marché : les robes supplémentaires.

● Culotte courte tergal marine, marron, gris.
Le 5 ans : 1.750 fr. Le 14 ans : 3.000 fr. (*Gal. Laf.*).

Pour filles et garçons

● Pull sans manches banlon (touché du jersey de soie). Blanc, turquoise, jaune. 2 ans : 725 fr. 14 ans : 1.150 fr. (*Printemps*).
● Loup de mer en banlon aéré, jaune, blanc, ciel. Le 4 ans : 1.490 fr. (*Gal. Laf.*).
● Pull-over banlon molletonné, à col roulé, jaune, blanc, ciel, le 4 ans : 1.450 fr. + 100 fr. par taille (*Gal. Laf.*).
● Slips et culottes en nylon Petit Bateau et Eminence. Le 4 ans, 650 fr.

Pour filles

● Robe chemisier en nyfol (toucher du satin de coton), jupe à plis, sans manches, rayures en travers blanc et bleu ou rouge, ou turquoise. Le 4 ans: 2.250 fr. Le 14 ans : 3.750 fr. (*Gal. Lafayette*).
● Jupes plissées soleil banlon marines et blanches. Le 4 ans : 2.650 fr. Le 16 ans : 3.350 fr. (*Printemps*).
● Jupes plissées en crylor, blanc, ciel, gris clair et foncé. Le 6 ans : 4.100 fr. (*Halphen*).
● Chemisette popeline nylon. Jaune, blanc, bleu ciel. Le 6 ans : 2.360 fr. (*Manby*).
● Pantalon tergal écossais bleu et vert foncé. Le 6 ans : 3.390 fr. Le 16 ans : 4.890 fr. (*Printemps*).

MAISON

Les tapis cloués

DERNIER stade des travaux d'aménagements intérieurs avant la mise en place du mobilier, le tapis cloué est symbole de confort.

Si rien ne saurait remplacer le luxe et l'agrément d'une belle moquette de laine, certains tapis modernes d'un prix plus accessible lui font une sérieuse concurrence. Voici par ordre décroissant de prix les différentes matières utilisées dans la confection des moquettes classiques ou nouvelles.

La laine

Les moquettes de laine se posent toujours sur thibaude. Elles sont tissées en lés standard de 0,70 m. de large, mais certains coloris existent en grande largeur (2,75 m - 3,66 m. - 4,57 m.). La moquette de laine peut être unie ou à dessins, dans une gamme de coloris extrêmement vaste. Elle se présente sous deux formes de tissage :

— Le tissage classique dit « à velours ».
— Le « bouclé poil ».

● LES PRIX : Une moquette « à velours » de teinte unie vaut de 2.500 à 3.000 fr. le mètre en 70 suivant la qualité. Le prix de pose sur thibaude se calcule sur la base de 350 fr. le mètre.

● CE QU'IL FAUT SAVOIR : Des tons spéciaux à l'échantillon peuvent être réalisés sans augmentation de prix pour une commande supérieure ou égale à 100 mètres.

Pour une quantité moindre, le prix d'un bain spécial varie de 6 à 10.000 francs suivant le métrage demandé. (*A la Place Clichy*).
● Tous les tapis unis portant l'étiquette « France-Tapis » sont traités à l'antimite définitif « Mitin ».
● Certaines qualités de moquettes et de tapis d'escaliers « France-Tapis » ont de plus subi le traitement ultra-résistant Texylon.

Le feutre

D'un aspect moins luxueux que celui de la laine, le tapis de feutre à renfort plastique (Tapisom) est très résistant et souple sous les pieds.

Traité ignifuge, hydrofuge, et antistatique, le Tapisom existe en six coloris classiques.
● PRIX : 2.310 fr. le mètre carré. (*Manufacture des feutres de Mouzon*, 2, rue Paul-Cézanne, Paris).

Le poil animal

La moquette poil animal que l'on appelle improprement « poil de vache » (encore que ces tapis soient souvent en poil de chèvre), se présente sous la forme de bouclettes à tissage régulier.

L'aspect sec de cette matière s'adapte bien aux stricts ameublements modernes.

● PRIX : 1.464 fr. le mètre en 70. (Qualité supérieure). Pose sur thibaude : 400 fr. (*Le Tapis Français*, 36, rue de Constantinople).

Le sisal

Fibre végétale qui offre l'avantage de se teindre très bien. Aussi les fabricants français de tapis végétaux se sont-ils fait un point d'honneur à réaliser des coloris vifs et gais très décoratifs.

Les tapis de sisal, solides et bon marché, sont tout indiqués pour les maisons de campagne, et les appartements sans prétention.
● PRIX : 1.500 fr. le mètre carré. (Existe en deux largeurs, 70 cm. et 1 mètre). Supplément pour pose : 300 fr.

Le coco

Autre fibre végétale tirée du coprah utilisée dans l'industrie du tapis.

Extrêmement solide, le coco est d'une apparence plus terne que le sisal. Dans l'ensemble, les coloris sont moins décoratifs. Fait d'excellents tapis d'escaliers.
● PRIX : 1.350 fr. le m2. Pose 300 fr. le mètre.

Vu à Paris

● Des tapis de laine « bouclé poil » répliques fidèles de documents anciens, tissés mécaniquement en imitation du petit point d'Aubusson ou de tapis de la Savonnerie. Les lés peuvent être assemblés aux dimensions données comme les « petits points » d'époque, et dans ce cas sont entourés d'une bordure adaptée à chaque modèle.

Ces lés peuvent également être posés en plein comme une moquette unie. De 4 à 10.000 fr. le mètre carré. Façon suivant devis. (*La Boutique de la Place Clichy*, 1er étage des magasins).
● De la moquette de sisal tissage bouclette, dont l'aspect s'apparente à celui d'un gros tissu d'ottoman. Les coloris rouges et verts sont particulièrement réussis. 950 fr. le mètre en 0 m. 70. Pose et thibaude : 380 fr. (*Home Textile*, 22, rue de Passy).
● De la moquette sisal et coco à damiers noirs et blancs très décoratifs. 1.670 fr. le mètre en 70 cm. (*Le Tapis Français*, 36, rue de Constantinople).
● De la moquette de nylon sur semelle latex. Surnyl. Prix : 8.300 fr. le mètre en 130 (*A la Place Clichy*).

RECETTE

Les fruits sont extrêmement chers, mais que donner comme dessert en été ? Voici une recette qui permet, avec une livre et demie de cerises de qualité inférieure, de faire un entremets copieux et agréable pour six personnes.

Clafoutis limousin

— 750 *grammes de cerises.*
— 200 *grammes de farine.*
— 3 *œufs.*
— 6 *à* 8 *morceaux de sucre, une pincée de sel.*
— 1 *cuillerée de rhum (facultatif).*
— 60 *gr. de beurre.*

● Mettre dans une terrine la farine ● Y casser les trois œufs en mélangeant au fur et à mesure ● Finir de délayer la pâte avec une tasse à thé d'eau tiède dans laquelle on a fait fondre le sucre et le sel ● Beurrer très abondamment un moule pas très haut ● Y ranger les cerises égouttées, serrées les unes contre les autres ● Recouvrir avec la pâte ● Faire cuire à four modéré environ 30 minutes ● Démouler et saupoudrer de sucre en sortant du four ● Servir tiède ou froid ● (Les cerises non dénoyautées parfument davantage le gâteau).

AURORE SOLDE

Pantalons napolitains. 3.500 fr.
Jupes amples .... 4.000 fr.
Robes belle popeline. 5.000 fr.
Robes à danser...... 10.000 fr.

Couture pour jeunes filles

195, FG SAINT-HONORÉ (ANGLE RUE BALZAC)

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

30 JUIN

TELEVISION. D'habitude, rien ne m'intimide moins qu'un micro. Mais cette fois, je parlerai et on me verra. J'enveloppe d'un regard méfiant les lampes, les écrans, les câbles. En cette matinée brûlante de dimanche, le décor est dressé pour la messe. On représentera la messe, mais ce sera une vraie messe. Tout à l'heure, je parlerai encore et verrai défiler, sur la pointe des pieds, les enfants de chœur, la maîtrise, et le prêtre, sous ses ornements sacerdotaux, attendra dans la coulisse son entrée en scène.

Etrange monde où Dieu a sa chance, comme les faiseurs de chansons. Qui n'a pas sa chance? C'est le pasteur qui pour l'instant a le champ libre. Il ne célèbre pas le culte et se contente de faire chanter une schola de gentils enfants parpaillots. Pourquoi ne célèbre-t-il pas le culte ? Ce culte que j'écoute parfois à la Radio, intéressé et édifié. J'aime à m'unir au Notre Père de mes frères séparés. Pourquoi se dérobent-ils devant la télévision ? J'imagine ce que me répondrait le pasteur si je l'interrogeais...

Mais voici mon tour. Par ce dimanche d'été caniculaire, qui m'écoutera ? Des malades, des vieillards... En tout cas des catholiques : ce qui ne me rassure pas — certes non ! « On va voir la tête qu'il a... » J'imagine chez plus d'un de ces frères une curiosité exempte de bienveillance. Ceci achève de me troubler : un plan a été préparé. Dès que ma pensée ne joue pas librement, je bafouille.

C'est le moment de me jeter à l'eau. D'abord passent quelques images du film que Roger Leenhardt m'a consacré. J'entrevois, sur un petit écran, ma maison, les charmilles, je reconnais ma voix d'il y a trois ans. Le temps n'existe plus, ni l'espace : les images, les paroles, les gestes d'il y a trois ans redeviennent du présent puisque je suis là en chair et en os, et que j'enchaine.

Et le miracle habituel s'accomplit : j'oublie toute cette machinerie qui m'enserre, j'oublie les techniciens, les téléspectateurs catholiques qui me guettent. Je cause avec Jean Thévenot. Lui aussi a oublié le plan. Nous parlons à bâtons rompus comme dans mon cabinet. Seul subsiste l'instinct de ne rien dire dont se puissent irriter les frères qui m'écoutent et qui me voient.

LES techniciens ont l'air content. Du moins aurai-je été naturel. Me revoici dehors : le trottoir brûle. L'auto m'emporte vers un jardin de la grande banlieue. Dans les embouteillages, un soleil féroce fait cuire au bain-marie tous ces Français motorisés. A Epiais, la chaleur commence à avoir l'odeur de l'herbe. Et maintenant je marche à petits pas entre les foins hauts, et sous les grands arbres de ce jardin « qui ne vient pas de mon côté ». Mais il a été dessiné et planté il y a cent ans, à l'époque où mes deux grands-pères girondins dessinaient et plantaient le leur à Langon, et dans la banlieue bordelaise, à Gradignan. Les familles bourgeoises d'une certaine époque sécrétaient le même jardin. Etre né bourgeois, c'est être revenu, en douce, au Paradis Terrestre d'où furent chassés les autres hommes — ce paradis tel que je l'imaginais, enfant, d'après l'image de mon Histoire Sainte. « Dieu les plaça dans un beau jardin. » Au dehors, il y a le village, les pauvres maisons, les cours étouffantes. Mais nous, jusqu'à la fin, nous aurons été défendus par les arbres, comme des rois entourés de leur garde.

C'est au-dessus de mes forces que d'en ressentir du regret, de la honte. Je décide que ce privilège est une grâce. Je remercie Dieu pour les arbres qui, dès l'enfance, ont étendu sur moi leurs branches, m'ont béni. Aurais-je tenu le coup sans eux ? Aujourd'hui encore, comme ont fait ceux qui m'ont précédé, je plante pour mes fils, dans ce jardin de Seine-et-Oise, des châtaigniers, des pins, des bouleaux. Certains ont déjà presque deux fois ma taille.

« QUE CALOU ! » disaient les paysans de chez moi. Que lire, sinon un roman ? Quel roman ? Je cherche. Voici « Elsinfor » de Pierre-Henri Simon, paru l'an dernier, avec cette dédicace : « A.F.M. pour n'être pas lu. Affectueusement tout de même. » Eh bien ! si, cher Pierre-Henri Simon, vous serez lu, la chaleur aidant. J'ouvre d'abord le livre parce qu'il est de vous. Et puis le récit me prend. J'oublie qui est l'auteur. Je me laisse porter. J'atteindrai le crépuscule, l'heure d'ouvrir les volets, sans m'être interrompu de lire une seconde.

Je rêve sur ce que j'ai lu. Pourquoi un roman authentique ne serait-il pas aussi ce qu'a voulu faire l'auteur d' « Elsinfor » ? Interpréter une certaine période d'Histoire, les années qui précèdent 1940, nous les rendre accessibles à travers un groupe humain — ici une dynastie charentaise vouée au cognac — au nom de quel dogme l'interdirez-vous à ce romancier ? L'un des grands bourgeois qu'il nous décrit a épousé une juive allemande. Ce qui découle d'un tel mariage surprend peu, bien sûr, mais, comme on dit, empoigne. Les conventions auxquelles a recours Pierre-Henri Simon ont servi, il est vrai. Mais pourquoi les partisans d'autres techniques en triompheraient-ils ? Leurs conventions à eux ont l'odeur du neuf. Affaire de temps. Il reste que les procédés traditionnels s'avèrent ici efficaces. « Elsinfor » reflète authentiquement le drame spirituel de la bourgeoisie française entre 1935 et 1940. Pour l'auteur, écrire c'est agir. Sa récente prise de position devant les tortures donne à « Elsinfor » une signification qui avait pu échapper lorsque le roman parut. Nous avons tant besoin de témoins qui consentent, sinon à se faire égorger, du moins à jouer leur vie temporelle !

1er JUILLET

TOUTE information que nous pouvons contrôler se révèle inexacte, sinon fausse, disais-je dans le dernier « Bloc-Notes ». Sous ce titre : « Château sans espoir » et avec ce sous-titre : « En 1941 un officier jure de s'échapper de Colditz, le burg dont nul ne s'était jamais évadé », « Match » nous conte l'histoire de l'héroïque évasion du lieutenant Mairesse Lebrun, le 1er juillet 1951. Or un de mes proches, le colonel, alors capitaine, Alain Le Ray, s'était évadé de Colditz, trois mois plus tôt, le 11 avril 1941. Lui, fut vraiment le premier. Si vous nous avez trompés sur le seul point qu'il nous soit loisible de contrôler, pourquoi ajouterions-nous foi au reste ?

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

VOYAGES D'INFORMATION EN POLOGNE

Circuits à travers toutes les provinces polonaises l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie

1. - Voyage en autocar du 4 au 25 août — 21 jours : 65.000 fr.

2. - Voyage de jeunes du 3 au 19 août — 17 jours : 38.500 fr.

TOUS FRAIS COMPRIS AU DEPART DE PARIS

Renseignements et inscriptions :

ASSOCIATION DE TOURISME VOIR ET CONNAITRE

13, rue de Laborde - Paris (8e) - LAB. 54-87

Permanence « Quartier Latin » 174, rue Saint-Jacques - PARIS (Ve) ODEon 72-21

Les Cahiers de la République

Revue bimestrielle de politique

Président du comité de direction : Pierre MENDES FRANCE

AU SOMMAIRE DU N° 8

L'Ecrivain et la mauvaise conscience....	par P.-H. SIMON
Déclin des Idéologies	par A. MICHEL
Colloque des Ingénieurs sur le pouvoir..	par A. VIDAL
U.R.S.S. 1957, retour à Staline	par H. CARRERE
La guerre d'Algérie, guerre sociologique	par P. MUS
Les difficultés de l'indépendance	par A. PHILIP
Suite des élections en Afrique Noire....	Léo HAMON
Menaces sur l'Arabie britannique	A. BERREBY
Le drame algérien met la France en question	F. GARAS
Présent et avenir du Vietnam	S. HESSEL
Etc., etc.	

LES CAHIERS DE LA REPUBLIQUE

27, rue Jean-Dolent - PARIS (14e)

C.C.P. Paris 13.[illegible] - Tél. POR. 56-35

Abonnement (6 numéros) :

France et U.F. 1.[illegible] fr. - Etranger 1.500 fr. - Soutien : 3.000 fr.

Teilhard de Chardin

Tome 3 des ŒUVRES:

LA VISION DU PASSÉ

Tome 1 : Le Phénomène humain

Tome 2 : L'Apparition de l'homme

chaque volume broché : 800 fr. relié : 1.100 fr.

SEUIL

Bureau de Paris :

12, rue Tronchet - OPE. 88-10

HOTEL DU MONT D'ARBOIS

Megève

PREMIER HOTEL DE MONTAGNE DE FRANCE

OUVERT DU 6 JUILLET AU 8 SEPTEMBRE

Golf Equitation

Pêche Tennis

Alpinisme

Jeux Excursions

★

M. PARODI, Directeur

Adr. télégraphique : MONDARBOIS

TELEPHONE : 503-507